

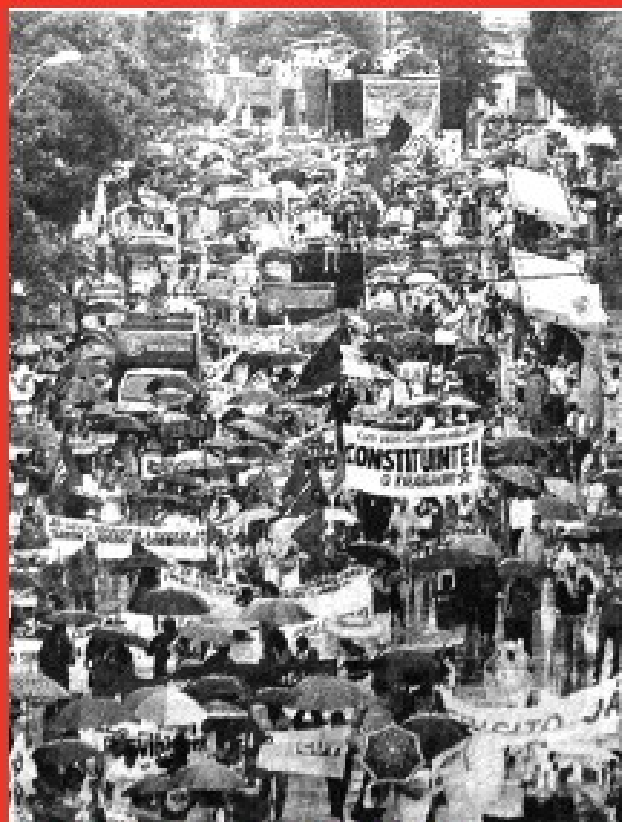
# VéLa rité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale



**Brésil :  
les mobilisations  
de juin 2013  
et l'intervention  
de la IV<sup>e</sup>  
Internationale**

**Marx,  
démocratie,  
révolution**



Manifestation à Recife (Brésil), le 11 juillet 2013.

**N° 80**

Nouvelle série (n° 686) - décembre 2013 - Prix : 4 euros - 8 FS

***« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.***

***Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »***

**Léon Trotsky**

# VéLa rité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** : ..... p. 3
- **Brésil : les mobilisations de juin 2013 et l'intervention de la IV<sup>e</sup> Internationale** ..... p. 9  
(Par Edison Cardoni)
- **Inde : après la grève générale historique de 48 heures, comment la classe ouvrière peut-elle rassembler autour d'elle toutes les couches opprimées ?** ..... p. 21  
(Par A. Ganesh)
- **Moyen-Orient : la "Pax americana", 35 ans après Camp David et 20 ans après Oslo** ..... p. 29  
(Par Samir Hassan et François Lazar )
- **Marx, démocratie, révolution** ..... p. 35  
(Par François Forgeue)
- **L'Octobre allemand** ..... p. 51  
(Par Matthias Franz)

- **“La liberté maintenant” :  
la nouvelle étape dans le combat  
pour l’émancipation des Noirs  
et les tâches du SWP  
(adopté par la convention du Socialist  
Workers Party en 1963) ..... p. 61**

# **La Vérité**

**Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale**

## **Bulletin d’abonnement**

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d’adresse : .....

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# Notes éditoriales

A l'heure où nous bouclons ce numéro de *La Vérité*, l'accord signé le 24 novembre entre l'Iran et les puissances impérialistes sur la question du nucléaire en Iran est venu illustrer la crise profonde dans laquelle se trouve l'ensemble du système de domination impérialiste, et en son centre l'impérialisme américain, le plus puissant.

L'accord est indiscutablement un accord par lequel l'impérialisme, une nouvelle fois, prétend dicter sa loi dans les affaires intérieures d'un pays souverain. L'impérialisme américain, qui se reconnaît à lui-même le droit à l'armement nucléaire (et est la seule puissance à l'avoir utilisé à ce jour), qui le reconnaît pour ses satellites, à commencer par l'Etat d'Israël, prétend interdire ce droit à d'autres. Il n'empêche : après toute une phase d'escalade verbale et de menaces, y compris d'intervention militaire, contre l'Iran, le fait que l'impérialisme américain ait finalement cherché un accord, une négociation, avec un pays qu'il menaçait de frapper militairement dans les mois précédents, n'est pas sans signification. « *Nous ne pouvons pas exclure les solutions pacifiques aux problèmes mondiaux* », a déclaré Obama en commentant cet accord, précisant : « *Faire le dur et provoquer, c'est peut-être facile sur le plan politique, mais ce n'est pas ainsi qu'il faut agir pour notre sécurité.* »

Jusqu'à la dernière minute, les différentes fractions de l'impérialisme ont oscillé entre plusieurs options. Par la bouche de son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, l'impérialisme français (représenté par un gouvernement « socialiste ») a une nouvelle fois tenté de faire entendre un autre son de cloche, plus agressif, plus militariste. Aux Etats-Unis mêmes, une fraction du Congrès s'est déclarée fort mécontente de l'accord réalisé. Quant au gouvernement israélien, il a protesté violemment contre ce qui apparaît comme une réintégration de l'Iran dans le concert des relations diplomatiques entre Etats.

Il n'en découle pas, bien évidemment, que l'impérialisme aurait renoncé au recours à la guerre. C'est là une tendance fondamentale, permanente de l'impérialisme que Lénine caractérisait, il y a près de cent ans, comme « *l'ère des guerres et des révolutions* ». Une tendance particulièrement accentuée depuis plusieurs années. Au moment même où était signé l'accord sur l'Iran, les impérialistes, dont le gouvernement français, annonçaient les préparatifs d'une intervention militaire accrue en République centrafricaine, tandis que l'Irak, l'Afghanistan, le Mali continuent de s'enfoncer dans le chaos, et que se poursuivent les menaces contre la souveraineté de l'Algérie. Menaces dénoncées lors du VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale :

*« L'impérialisme US (...) fabrique de toutes pièces un scénario pour "justifier" une intervention militaire imminente, et cela au nom de "la démocratie" et de la lutte contre "le chaos". La véritable raison n'est-elle pas le refus de l'Algérie de faire participer son armée nationale à la guerre de l'impérialisme français au Mali et de la financer ? La véritable raison n'est-elle pas à chercher d'abord dans le refus légitime de l'Algérie de céder aux exigences des multinationales, en préservant un contrôle majoritaire de l'Etat sur le gaz et le pétrole ? La véritable raison n'est-elle pas le refus ferme et clair de l'Etat algérien de toute ingérence, qu'il s'agisse de l'ingérence étrangère dans la politique intérieure du pays ou d'une ingérence algérienne à l'extérieur ? »*

Répétons ce que nous disions au VIII<sup>e</sup> Congrès mondial :

*« La guerre devient désormais la forme permanente d'un système d'exploitation capitaliste en pleine crise de décomposition, qui ne parvient plus à survivre que par la destruction massive des forces productives, au premier rang desquelles : la destruction de la force de travail, et cela, alors que l'ensemble du système de domination politique de l'impérialisme est totalement ébranlé. »*

Manifestation de l'impasse dans laquelle il se trouve, l'attitude de l'impérialisme américain vis-à-vis de l'Iran, qui peut-être sera de courte durée, s'inscrit dans une période où depuis plusieurs mois, la crise de l'impérialisme ne cesse de s'aiguïser. Il y a eu l'échec de la tentative de monter une coalition pour l'intervention militaire en Syrie en relation même avec la décision de l'impérialisme britannique de ne pas s'engager, l'isolement de l'impérialisme américain, le jeu du gouvernement Poutine à cette occasion (*voir notre dernier numéro*).

Cette crise est nourrie par la poursuite et l'aggravation de la crise économique, financière, monétaire qui frappe l'impérialisme le plus puissant. La décision prise par la Réserve fédérale, contrairement à tous les pronostics et aux annonces de ses responsables eux-mêmes, de laisser les taux d'intérêt à un niveau ridiculement bas, la décision concomitante de continuer à faire marcher la planche à billets et d'injecter, tous les mois, 85 milliards de dollars de liquidités... Cette politique est présentée (y compris par ses partisans aux Etats-Unis) comme la cause du gonflement d'une bulle spéculative sans précédent qui, quand elle éclatera, provoquera des dégâts supérieurs encore à celle de 2007-2008. Il n'empêche, la seule annonce d'un éventuel resserrement des taux a provoqué une telle panique sur les marchés financiers mondiaux que les responsables de la politique monétaire des Etats-Unis ont dû reculer, sachant parfaitement qu'ils ont en quelque sorte appuyé sur l'accélérateur d'une voiture qui fonce à toute vitesse dans un mur.

Mais ils l'ont fait avec le secret espoir de resserrer l'étau sur la Chine, pour la contraindre à plus d'ouverture et à une plus grande prise en charge du financement de l'économie américaine. Le « défi » de l'entrée de bombardiers américains B52 dans la zone de défense aérienne chinoise en mer de Chine n'a pas d'autre signification. Et cela à un moment où le dernier plénum de direction du Parti communiste chinois a manifesté l'impasse dans laquelle se trouve la caste dirigeante à Pékin.

Ils l'ont fait avec le secret espoir de resserrer l'étau contre les impérialismes européens, et tout particulièrement contre l'impérialisme allemand, accusé ouvertement par les Etats-Unis de cultiver son excédent commercial au lieu de prendre en charge d'une manière plus déterminée la situation économique et monétaire européenne, et en particulier les conséquences de l'endettement faramineux auquel la Grèce et d'autres pays ont été contraints dans le cadre de l'Union européenne.

## **L'impérialisme américain confronté à sa propre classe ouvrière**

L'impérialisme américain a agi dans ce sens parce que la crise qui le mine est totale : politique, institutionnelle, économique, monétaire. A la base de cette crise, il y a les contradictions propres au capital financier entré dans sa phase de décomposition, incapable de dégager des marges de profit autrement que par une offensive brutale pour baisser la valeur de la force de travail. Or l'impérialisme américain est précisément confronté à la résistance de la « force de travail », c'est-à-dire de sa propre classe ouvrière.

Celle-ci a déjà interdit, d'une certaine manière, que l'offensive engagée par l'aile la plus réactionnaire de l'impérialisme américain, le Tea Party, aille jusqu'au bout à l'occasion de l'épreuve de force dite du « shutdown » et du plafond de la dette. A ce sujet, comme l'a expliqué le camarade Alan Benjamin, membre de la section américaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l'occasion d'un cercle d'études marxistes tenu à Paris fin octobre :

*« Obama est revenu sur le "Grand Bargain" (le grand compromis) qui vise à ce que les syndicats acceptent des coupes majeures au nom du paiement de la dette, avec tous, démocrates et républicains. Cela fait des années qu'ils essaient de mettre la main sur les fonds de retraite de Social Security, sur Medicare (couverture maladie par répartition pour les plus de 65 ans) et sur Medicaid (aide aux plus démunis). Ce qu'ils n'ont pu faire, du fait de la lutte des classes. Ce sont des milliers de milliards de dollars que la bourgeoisie et le grand capital veulent s'approprier. En 2011, Obama a passé un accord avec le leader républicain à la Chambre des représentants, John Boehner, pour "y aller". Jamais un démocrate n'avait osé dire ça. Comme l'a dit le New York Times : "Il a fallu un républicain pour ouvrir le marché de Chine, il a fallu un démocrate pour casser le syndicat de l'automobile UAW, et Obama pour poser la question du "Grand Bargain". Dans le Parti républicain, c'est le Tea Party qui, au début, a été le plus réticent vis-à-vis de ce "deal". Pourquoi ? Parce qu'il comprenait comme*

*contrepartie l'augmentation de l'impôt pour les plus riches. Mais, fin septembre, pour la première fois, dans un article du Wall Street Journal, Paul Ryan, personnalité politique proche du Tea Party sans en être membre, a dit : "On n'insistera pas sur la question des impôts, car on a la possibilité d'avoir aujourd'hui un accord qui nous permet enfin de mettre la main sur ces fonds." »*

Cette incapacité de l'impérialisme américain à porter son offensive contre sa propre classe ouvrière jusqu'au point où cela permettrait, au moins momentanément, de dégager des marges de profit nouvelles, est bien sûr à mettre en relation avec la résistance de la classe ouvrière elle-même.

Après la grève des enseignants de Chicago — en pleine campagne présidentielle — et malgré les coups portés contre la classe ouvrière (en particulier la faillite de Detroit, préparée par des années de concessions acceptées par les dirigeants de l'United Auto Workers, UAW), ce qui vient de se passer chez Boeing témoigne de la force de frappe du prolétariat des Etats-Unis et de sa capacité à se réapproprier ses organisations de classe contre ceux qui voudraient les mettre au service de la politique de destruction.

En effet, le 13 novembre, dans les Etats de Washington et de l'Oregon, les ouvriers des grandes usines d'aéronautique Boeing étaient appelés à se prononcer sur une proposition de la direction de prolonger pour une période de huit ans leur contrat actuel, mais en l'accompagnant de modifications remettant en cause les avantages acquis. Une proposition qui avait reçu l'appui de la direction nationale du principal syndicat présent dans l'entreprise, l'International Association of Machinists (IAM).

Les dirigeants de Boeing avaient déclaré que si les ouvriers de Seattle et des autres usines Boeing du nord-ouest rejetaient l'accord, la compagnie délocaliserait la production de son nouvel avion vers une usine de Caroline du Sud où les syndicats n'ont pratiquement pas le droit de cité. Si l'accord avait été accepté, le contrat actuel aurait été prolongé jusqu'en 2024, il aurait liquidé le système des retraites payées par la firme et considérablement augmenté les dépenses médicales payées par les ouvriers, en réduisant la couverture maladie. Les salaires auraient été pratiquement gelés. De plus, les ouvriers nouvellement embauchés auraient été obligés de travailler seize années de plus pour atteindre le salaire maximum de leur catégorie. Pour couronner le tout, la direction nationale du syndicat IAM demandait également aux ouvriers de s'engager à ne pas avoir recours à la grève jusqu'en 2024. La même politique de « concessions » que celle menée, à Detroit, par la direction de l'UAW... qui n'a pas empêché la faillite de la ville. Malgré une campagne médiatique promettant le chaos aux ouvriers s'ils rejetaient l'accord, malgré la mobilisation des politiciens des deux partis bourgeois, républicain et démocrate, et les efforts déployés par les dirigeants d'IAM, les ouvriers ont rejeté massivement la proposition : sur les 31 000 ouvriers consultés, 70 % ont voté contre cette proposition.

Ce rejet spectaculaire de l'accord présenté comme un « moindre mal » fait suite à ce qui s'était passé au congrès de la centrale syndicale AFL-CIO à la fin de l'été, où, en particulier sur la question de la santé (mais pas seulement), contre les plans initiaux de la direction, les délégués ont réaffirmé la position du congrès de 2009 pour la constitution d'un système de *single payer* (système de Sécurité sociale fondé sur la solidarité entre tous les salariés), et formulé de substantiels amendements au projet de « réforme » de la santé d'Obama, amendements immédiatement rejetés par celui-ci.

## **La résistance s'exprime sur tous les continents**

Malgré les coups portés par l'impérialisme à tous les niveaux, cette tendance à la résistance de la classe ouvrière (se dressant y compris contre la politique de soumission, d'intégration, de destruction des organisations à laquelle les directions du mouvement ouvrier prétendent la soumettre) s'exprime sur tous les continents, sous des formes différentes, mais comme l'élément déterminant de la situation.

On le voit avec les développements récents de la situation au Brésil sur lesquels reviennent nos camarades du courant O Trabalho do PT, section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans ce numéro de *La Vérité*.

On le voit avec la signification de la puissante grève qui a rassemblé toute la classe ouvrière indienne avec ses organisations, il y a quelques mois, comme le souligne le camarade A. Ganesh dans la contribution que nous publions.

On le voit, sous une autre forme, dans les développements en cours en Afrique du Sud, où le congrès extraordinaire de la centrale syndicale COSATU, mi-décembre 2013, voit son ordre du jour dicté par les conséquences différées de l'explosion ouvrière de Marikana de l'été 2012. Tout l'enjeu de ce congrès est de savoir si la COSATU, membre — avec l'ANC et le Parti communiste — de la coalition tripartite au pouvoir en Afrique du Sud depuis la chute du régime de l'apartheid, doit rester partie prenante de cette coalition ou si, comme le proposent, de fait, un nombre important de syndicats, elle ne va pas prendre la décision de rompre ce rapport de subordination. Un choc qui met face à face ceux qui, pour dédouaner le gouvernement qui a fait couler le sang des mineurs noirs en grève, parlent hypocritement de « tragédie » de Marikana, et ceux qui continuent aujourd'hui à dénoncer un « massacre ». Le *Financial Times* (26 novembre) s'en inquiète :

*« Alors que l'alliance gouvernementale dirigée par l'ANC est au prise avec une économie chancelante, les luttes intestines qui menacent de déchirer la plus puissante fédération syndicale du pays viennent rajouter à son fardeau. »*

Ces processus de rupture avec le gouvernement issu des accords de Kempton Park (1994) (1) se répercutent également au plan politique. Julius Malema, l'ancien secrétaire général de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, le parti au pouvoir, exclu voilà quelques mois pour avoir pris position pour la réforme agraire et pour la nationalisation des mines, vient de fonder un nouveau parti, Economic Freedom Fighters (EFF). Dans une lettre ouverte à la direction du nouveau parti, le Socialist Party of Azania (SOPA, qui participe aux campagnes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, et au sein duquel agissent les militants de la section azanienne de la IV<sup>e</sup> Internationale), tout en notant :

*« Nous savons qu'il y a des divergences politiques entre EFF et le Socialist Party of Azania. Ces différences sont ancrées dans l'histoire de chacun d'entre nous. (...) Nous, au SOPA, restons favorables au vieux mot d'ordre de gouvernement de la majorité noire »,*

la lettre du SOPA indique :

*« Nous apportons notre soutien total aux appels lancés par EFF concernant la nationalisation des mines, l'expropriation des terres sans indemnité (...). Nous pensons qu'aujourd'hui, vingt ans après les accords de Kempton Park, la majorité noire demeure exclue des richesses et de la terre. Nous proposons donc de constituer un front commun sur les points suivants : 1. Expropriation de la terre sans indemnité. 2. Nationalisation des mines, des banques et des secteurs stratégiques de l'économie sans indemnité. »*

Sur le « Vieux Continent » européen, les processus de maturation dans la classe ouvrière voient les grèves générales, les mouvements de résistance, les manifestations de centaines de milliers, voire de millions, se succéder dans tous les pays d'Europe sans exception, y compris dans les pays les plus récemment rattachés à l'Union européenne. Comme en Slovénie, petit pays de deux millions d'habitants, où ont surgi des manifestations de centaines de milliers de travailleurs contre les plans dictés par l'Union européenne, ou encore la Bulgarie, soulevée par les manifestations de protestation depuis six mois.

En France, les processus de la marche à l'ouverture d'une crise révolutionnaire s'accroissent dans une situation où le gouvernement Hollande, dominé par le Parti « socialiste », est rejeté par toutes les couches de la population, à peine un an et demi après sa constitution, et ne survit que grâce au soutien que lui apportent les dirigeants du Parti communiste, et, sous une autre forme, certaines des directions des organisations syndicales.

---

(1) Accords signés entre les héritiers du régime de l'apartheid et les dirigeants des principales organisations se réclamant de la lutte contre l'apartheid (ANC, Parti communiste sud-africain, etc.) mettant en place des institutions niant les aspirations au pouvoir de la majorité noire.



Dans ce contexte, les retombées de l'élection allemande de septembre, qui avait été présentée non seulement comme un triomphe personnel de Merkel, mais comme la voie à suivre pour toute l'Europe, n'ont pas tardé à montrer leurs véritables conséquences.

Dans la résolution adoptée le 30 août 2013 par le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous soulignons :

*« Des brèches immenses s'ouvrent devant nous au sein des Etats bourgeois en crise, au sein de toutes les représentations politiques de toutes les classes (incluant les directions des partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie). »*

Au moment où nous écrivons, le « contrat de gouvernement » pour la formation d'un gouvernement de grande coalition, issu de longues semaines de négociations engagées entre le SPD et la CDU-CSU, vient d'être annoncé. Il reste à être confirmé début décembre par un référendum interne dans le SPD.

### Retour sur les élections allemandes du 22 septembre 2013

Revenons aux élections du 22 septembre. Elles ont résonné comme un coup de semonce à l'adresse de tous les partisans de la consolidation d'une « gouvernance européenne » assise sur la politique allemande de Merkel. Le « succès personnel » de Merkel a permis aux commentateurs de camoufler le fait que l'union des deux grands partis de droite (CDU-CSU) avait perdu la majorité au Bundestag. L'insistance mise sur le fait qu'en face, le SPD avait réalisé le « deuxième plus mauvais score de son histoire » leur a permis de cacher qu'il venait de regagner 1,5 million de voix par rapport à 2009. Le 22 septembre dernier, l'Allemagne a indiscutablement enregistré une première secousse au plan électoral, qui est la réfraction directe d'un processus qui a vu la classe ouvrière se mobiliser, notamment dans la métallurgie et dans les services publics, où de forts contingents ont participé aux grèves d'avertissement appelées par leurs syndicats lors du renouvellement des conventions collectives.

La longueur anormale des négociations entre SPD et CDU-CSU pour conclure un contrat de gouvernement a pour raison exclusive l'expression multiforme de cette résistance. En première ligne : le soulèvement au sein du SPD. Qui pouvait imaginer, il y a encore quelques mois, que des rangs du vieux parti social-démocrate « cassé » par Schröder (2003), compromis par sa politique de soutien à Merkel (depuis 2005), s'élèverait cette protestation contre la constitution d'une deuxième grande coalition ? Soixante-cinq pour cent des 470 000 adhérents du parti disent non, et jusqu'à aujourd'hui, n'en démordent pas...

Sigmar Gabriel, le président du SPD, lui, l'avait imaginé et s'y était préparé. Il savait que ce soulèvement, appuyé sur le rejet grandissant de la classe ouvrière, cheminait en profondeur. Il s'est organisé pour tenter de l'étouffer. Il a convoqué un congrès du SPD les 15 et 16 novembre, tout en précisant qu'il le ferait suivre d'un « référendum des militants » le 12 décembre. C'était le moyen d'interdire au congrès de se prononcer sur le mandat à donner à la direction et de le dessaisir au profit d'une procédure plébiscitaire où « chaque militant sera à ma place de président » (Sigmar Gabriel).

Mais rien n'a marché comme prévu. Si le congrès du SPD a bel et bien été dessaisi de toute décision concernant la grande coalition, la réélection des organismes de direction du parti a été l'occasion pour les 600 délégués, pourtant triés sur le volet, d'infliger un désaveu collectif à la direction sortante.

La *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, datée du 26 novembre 2013, résumait parfaitement la situation : « Le plus grand adversaire du SPD à la fin de ces négociations pour la constitution d'une coalition, ce n'est pas la CDU, mais le SPD ! » *Der Spiegel* (25 novembre), sous le titre : « Meilleurs salutations de la base », rend compte des dizaines de réunions du SPD où les dirigeants viennent défendre le résultat des négociations et se heurtent aux interruptions vives des opposants. Le journal s'inquiète de ces milliers de « camarades en colère » qui pourraient faire échouer la grande coalition.

Bien que disposant de tous les leviers de commande, la direction (qui, dans un référendum, pose la question et comptabilise les réponses) s'inquiète également. Gabriel menace de démissionner si les militants ne répondaient pas favorablement à sa question...

Une chose est certaine : si une grande coalition devait finalement être constituée en Allemagne, elle ne sera pas celle dont tous rêvaient. Elle n'aura pas les moyens de discipliner la classe ouvrière allemande. Et par voie de conséquence, elle ne permettra pas à Merkel de constituer le pôle de stabilité pour l'Europe que les cercles dirigeants du capital financier international exigent d'elle et de l'Allemagne.

Mais surtout, tout le monde comprend que les cassures qui sont apparues dans le SPD ne sont que la partie émergée de l'iceberg et qu'elles se combinent désormais étroitement avec les processus de lutte de classe qui sont en cours de maturation. Le quotidien français *Le Monde*, qui combat pour la consolidation d'une « *gouvernance supranationale* » appuyée sur l'Allemagne et sa politique d'austérité, sous l'égide de l'Union européenne, se désolait dans son numéro du 26 novembre des signaux négatifs donnés par le congrès de l'IG Metall (2,2 millions adhérents). Obligé de reconnaître — pour le regretter — que « *de nombreux syndicalistes sont également membres du SPD* », il remarquait que « *Sigmar Gabriel était loin d'avoir reçu un accueil triomphal à Francfort. Manifestement, le fait que le SPD ait approuvé en 2007 (durant la première grande coalition dirigée par Angela Merkel) un recul progressif de l'âge de la retraite à 67 ans passe toujours aussi mal auprès de l'électorat populaire.* » A juste titre, l'ISA, section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale, titrait la déclaration qu'elle publiait au lendemain de l'élection du 22 septembre : « *Un espoir germe* ».

« *Des brèches immenses s'ouvrent devant nous* », écrivions-nous le 30 août 2013. Et nous ajoutions : « *La IV<sup>e</sup> Internationale dispose du capital politique lui permettant, sur tous les continents, d'aider les masses à élargir ces brèches pour poser la question de leur pouvoir.* »

C'est cette signification que les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale veulent donner à l'aide sans conditions qu'ils ont décidé d'apporter, en ce moment crucial de la lutte des classes sur le continent européen, à la préparation d'une conférence européenne de militants ouvriers (à l'initiative d'un large comité de préparation composé de militants de toutes tendances d'Allemagne, de Belgique, du Danemark, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, de Grèce, d'Irlande, d'Italie, du Portugal, de Roumanie et de Slovaquie), à quelques mois des élections au prétendu « Parlement » européen, cadre du consensus européen de l'extrême gauche à l'extrême droite. Une initiative, qui, pour les militants des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale, vient donner toute sa signification au combat pour les États unis socialistes d'Europe.

*La Vérité*

# Brésil : les mobilisations de juin 2013 et l'intervention de la IV<sup>e</sup> Internationale

*Par Edison Cardoni*

Entre les mois de juin et novembre 2013, le courant O Trabalho du Parti des travailleurs (PT), section brésilienne de la IV<sup>e</sup> internationale, a combiné une intervention directe dans les manifestations qui ont secoué le pays avec le combat pour la défense des organisations ouvrières, qui a eu une dimension particulière dans le PED du PT (processus d'élection directe : vote par urne pour renouveler les directions du parti dans tout le pays).

A partir de là, une réunion plénière nationale des militants de différentes origines est prévue pour le 30 novembre, convoquée par les têtes de liste « Constituante pour la terre, le travail et la souveraineté (CTTS) », qui a participé au PED, et par la coordination du Dialogue pétiste (1).

Le point de départ du choc de juin a été un événement qui, en d'autres moments, aurait été relégué à un deuxième plan : des manifestations lancées à São Paulo, le 6 juin, pour exiger l'annulation de l'augmentation des transports publics de 3 à 3,20 réaux (6,6 %) et qui — comme prévu — étaient en train de réunir entre quelques centaines et quelques milliers de personnes (2).

Mais, le 13 juin, l'aggravation de la répression policière déchaînée par le gouvernement d'Etat du PSDB (parti

de l'ex-président Fernando Henrique Cardoso, FHC) a mis le feu aux poudres et a provoqué l'explosion de la jeunesse au niveau national.

Dans tout le pays, dans les grandes et les petites villes, des centaines de milliers d'étudiants et de jeunes travailleurs, par le moyen de petites pancartes écrites à la main, sont descendus dans la rue pour exiger plus et de meilleurs services publics (transports, santé, enseignement).

Ce sont des revendications qui se heurtent à la politique de l'excédent fiscal primaire, qui détourne presque 50 % du budget fédéral du Brésil pour payer la dette aux banquiers (3).

---

(1) Forum de discussion et action de pétistes (*membres du PT — NDLR*) regroupés sur une ligne de transition.

(2) Au Brésil sont historiques les luttes — et les révoltes — pour l'amélioration des transports publics. Ces dernières années, surtout à São Paulo, des manifestations ont été organisées, en particulier par le mouvement « passe libre » (*MPL, pour la gratuité des transports — NDT*) qui se fonde sur le projet de « tarif zéro ». Outre le fait que son projet « tarif zéro » n'inclut pas la nationalisation du transport, le MPL cultive l'« horizontalité » et l'« apartidarisme », ce qui a ouvert un espace pour la mise en cause des partis, des syndicats et du MPL lui-même.

(3) L'« excédent fiscal primaire » est une politique créée durant le gouvernement Fernando Henrique Cardoso (FHC), en 1998, lors de l'accord passé avec le FMI, et qui a été maintenue jusqu'ici par les gouvernements Lula et Dilma Rousseff.

La profondeur de ce mouvement ne peut être comprise que comme une conséquence, dans les conditions particulières de l'Amérique latine, de l'onde de choc de la révolution prolétarienne commencée en janvier 2011 en Tunisie, dans une situation mondiale marquée par la « *crise totale et générale de la domination impérialiste fondée sur la propriété privée des moyens de production en décomposition : l'impérialisme américain* » (*La Vérité*, n° 75, « Les enjeux du VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale »).

Une onde de choc qui soulève la jeunesse et les travailleurs contre les plans destructeurs de l'impérialisme, appliqués par le FMI, la Banque mondiale et par les gouvernements qui leur sont soumis, y compris ceux qui, sur le continent, se donnent des airs de « progressistes » et d'anti-impérialistes.

Que cette onde de choc ait balayé « le pays du football » au moment où avait lieu la Coupe des confédérations ne devrait pas être un motif de surprise. Finalement, le peuple a considéré comme une offense les énormes dépenses pour la construction de stades et les obligations imposées par la Fédération internationale de football (FIFA), attentatoires à la souveraineté du pays et à la démocratie, comme la « loi de la Coupe ». Des obligations qui vont de la suspension de la législation brésilienne contraire à la vente de boissons alcoolisées sur les stades de football, en passant par l'utilisation de main-d'œuvre gratuite (« volontaire »), jusqu'à la suspension du droit constitutionnel de la liberté de manifestation durant la réalisation des jeux.

Mais grandes ont été la surprise et la perplexité de la direction du PT qui, depuis la fin de 2012, était orientée sur la « commémoration des dix années de gouvernement », comme si les améliorations obtenues par le peuple pendant ces dix années étaient des cadeaux du « gouvernement de coalition » et non des conquêtes de la lutte des classes (4).

Pour la direction du PT, « commémorer les dix années » était une manière de tourner le dos à la défense du parti devant les violentes attaques subies par le moyen de l'action pénale (AP) 470, qui constitue une offensive pour détruire le PT, offen-

sive qui n'est pas encore terminée ! Des dirigeants du parti ont été accusés de « détournement de fonds publics » et condamnés sans preuve par la Cour suprême (STF), avec un large soutien de l'opposition pro-impérialiste et de groupes gauchistes. Loin de combattre la corruption, cette action prétend condamner le PT afin de préserver le système politique basé sur des coalitions bizarres et sur le *balcao de negocios* (lieu où se traitent tous les petits arrangements entre amis [NDLR] : lire l'article consacré au Brésil dans *La Vérité*, n° 77) (5).

Surprise aussi parmi les différentes nuances de gauchistes et d'altermondialistes qui, dans le passé, avaient rompu avec le PT :

— le PSOL (6) était en pleine campagne pour la défense de la sentence du STF, honteuse alliance tacite avec les secteurs les plus réactionnaires, se présentant comme gardien de la « moralité » du Parlement. En janvier, des militants du PSOL, avec pancartes et mots d'ordre en faveur de la prison pour les pétistes condamnés, ont même fait irruption dans une réunion dédiée à exiger justice pour Honestino Guimarães, président de l'Union nationale des étudiants (UNE, syndicat étudiant) assassiné par la dictature ;

— le PSTU (moréniste, voir article dans *La Vérité*, n° 79), utilisait également le jugement du STF pour poursuivre sa politique de division de la classe ouvrière (7) ; les yeux fixés sur le calendrier électoral de 2014, il plaçait ses positions syndicales au service non de la lutte pour les revendi-

(4) « Gouvernement de coalition » : depuis le premier mandat de Lula, en 2003, le PT gouverne en alliance avec les partis bourgeois ; l'alliance pour l'élection de 2010 a été intégrée par le PMDB, parti créé par la dictature pour, à l'époque, jouer le rôle « d'opposition ».

(5) Ces dirigeants du PT ont été mis en prison le 15 novembre.

(6) Parti socialisme et liberté, dans lequel sont les restes brésiliens du Secrétariat unifié pabliste, après le départ du courant Démocratie socialiste, lequel reste dans le PT.

(7) Après s'être refusé à participer à une marche sur Brasília, le 6 mars, convoqué par la CUT et d'autres centrales, sur une base syndicale, le PSTU a réalisé une autre marche, le 24 avril, dont le moteur était l'aval à la sentence du STF qui a condamné sans preuve les dirigeants du PT.

cations mais bien pour la préparation d'un « troisième champ politique alternatif au PT et au PSDB ».

Sur un autre plan, il y avait la position du PCdoB (Parti communiste du Brésil, ex-maoïste) qui dirige l'UNE, et qui depuis le premier gouvernement Lula occupe le poste de ministre des Sports. A ce poste, il a été l'un des principaux artisans de l'approbation de la « loi de la Coupe » au congrès national et, en juin, il se préoccupait surtout d'assurer la réalisation de la Coupe des confédérations, considérée comme une répétition générale pour la Coupe du monde de 2014.

---

### **VIOLENCES POLICIÈRES, AUGMENTATIONS ANNULÉES ET TENTATIVES DE MANIPULATION**

---

Les administrations de l'Etat et de la municipalité de São Paulo (8) ont été placées sous l'énorme pression d'un mouvement inédit qui a ébranlé les institutions et a révélé un fossé entre les représentants et les représentés.

Le gouverneur Alckim, du PSDB, défenseur de l'« ordre » bourgeois, se retrancha dans la défense de l'augmentation et lança la police contre les manifestations. Il reçut l'appui du ministre de la Justice, José Eduardo Cardozo, qui forme, avec des ex-pablistes, une des listes du PED qui a concouru à la direction du PT. Le 12 juin, Cardozo s'en est pris à la « violence » et aux « actes illicites » des manifestants et s'est placé « à la disposition du gouvernement de São Paulo et de tout autre Etat où cela arriverait pour l'appuyer dans ce qui serait demandé », une manière d'offrir l'envoi à São Paulo de la Force nationale de sécurité.

De son côté, le maire pétiste de São Paulo, Fernando Hadad — qui en était venu à faire l'éloge de l'action de la police avant de la condamner, a mis sur pied une négociation avec les manifestants, mais pour défendre le réajustement, en alléguant que le budget de la mairie n'avait pas de quoi supporter une autre solution. Sa position fut synthétisée dans la déclaration suivante :

*« Nous sommes en train d'accorder 600 millions de réaux (200 millions d'euros) supplémentaires au budget des subventions afin de maintenir le tarif (à 3,2 réaux). Toute modification signifiera un préjudice pour d'autres domaines. »*

Cela révèle, une fois de plus, le vérifiable contenu de la « démocratie participative ». Le maire invitait les manifestants à « participer à la décision », à savoir dire de quels budgets sociaux (santé, enseignement...) devaient être déduites les ressources nécessaires pour soutenir l'annulation de l'augmentation. Et pourtant, durant toute cette période critique, jamais ne fut rappelée la dimension de la dette de São Paulo à l'égard du gouvernement fédéral, dette dont la « renégociation » a été imposée aux Etats et aux municipalités par le gouvernement FHC pendant la mise en place de la politique de l'« excédent fiscal primaire (9) ».

Finalement, le maire, Hadad, a avoué qu'il n'avait pas « supporté la pression du PT » (en fait, la pression de la présidente, Dilma Rousseff, et de Lula). Et, accompagné, comme cela était inévitable, par le gouverneur, il a annulé l'augmentation le 19 juin. C'était une victoire nationale : en quelques semaines, l'action de millions a ouvert les caisses publiques — même celles de l'Etat fédéral — pour soutenir des mesures en faveur de la population.

Ce moment a coïncidé avec un tournant dans l'attitude de la presse de la bourgeoisie, qui tentait, depuis des années, d'associer le PT à la corruption et qui avait intensifié les attaques pendant le jugement de l'AP 470, en 2012.

En l'espace d'un ou deux jours, les médias ont remplacé l'exigence rageuse de plus de répression, bien marquée depuis le début des manifestations, par une tentative d'orienter le mouvement contre le gouvernement, y voyant une possibilité d'atteindre le gouvernement Dilma Rousseff et le PT.

---

(8) L'Etat est responsable de la gestion des trains et des métros et la mairie de la gestion des bus.

(9) Récemment, le gouvernement Dilma Rousseff a proposé une nouvelle règle de calcul selon laquelle les dettes des Etats et des municipalités diminueraient. De moitié, dans le cas de São Paulo, mais qui équivaldrait encore à 100 % du budget municipal. Sous pression du « marché », Dilma Rousseff a gelé le projet.

Les éditoriaux se mirent brusquement à faire l'éloge des protestations et à tenter d'influencer leur ligne, « donnant l'alerte » sur le fait que le Parlement était prêt à voter une proposition d'amendement constitutionnel (la PEC 37) qui devait garantir « l'impunité aux corrompus » (les dirigeants du PT condamnés par le STF) (10).

Le 20 juin, ce qui devait être une manifestation pour commémorer une victoire a dégénéré en attaques contre les partis, les syndicats et les organisations populaires, comme l'explique le lendemain une lettre de O Trabalho :

*« La force des manifestations a conquis en deux semaines l'annulation des augmentations dans des dizaines de villes et d'Etats.*

*Mais, de l'intérieur de l'appareil d'Etat, soutenue par les médias, est orchestrée une chasse aux partis.*

*Jeudi 20 juin, des forces de droite ou d'extrême droite, des "anonymous", etc., nationalement synchronisés et articulés, sont apparus avec des secteurs de la petite bourgeoisie, attaquant les organisations des travailleurs et provoquant des incidents.*

*Qu'est-ce qui explique cette irruption, si ce n'est la furie des intérêts contrariés par la réduction des tarifs de la veille ? La réalité est celle d'un système impérialiste en crise dans le monde, contradictoire avec les moindres revendications arrachées par la lutte, y compris ici. C'est pourquoi ils s'en prennent aux organisations partout !*

*Ne cherchent-ils pas à créer au Brésil un sentiment "d'ordre" dans les institutions, par la menace du chaos, alors qu'à l'inverse, ce dont il s'agit, c'est d'avancer dans la réforme profonde de l'Etat pour répondre aux souhaits de centaines de milliers dans les rues ?*

*Une profonde réforme de l'Etat pour balayer les institutions héritées [de la dictature], les changer pour ouvrir la voie à la réalisation des aspirations populaires de justice sociale et de souveraineté nationale.*

*Pour cela, il faut une Assemblée constituante souveraine, avec des députés librement élus. »*

Dans la complexe situation créée, une conférence nationale extraordinaire d'O Trabalho fut convoquée pour septembre.

Dès sa préparation, la libre discussion entre militants, à partir de leur intervention dans la rue et dans la lutte interne du PT, a dégagé une ligne politique. La méthode consiste à utiliser tout point d'appui offert par la lutte de classe en cherchant à regrouper largement autour d'une plate-forme anti-impérialiste, combinant les revendications sociales avec la lutte pour la démocratie et pour la souveraineté nationale.

---

## LA LUTTE POUR LA CONSTITUANTE : RUPTURE AVEC L'IMPÉRIALISME

---

Et, de fait, devant le fossé ouvert entre la rue et les institutions, acculée par les attaques de la bourgeoisie, la présidente Dilma Rousseff prononce un discours à la télévision, le 24 juin, dans lequel, pour répondre aux exigences des masses, « elle va plus loin qu'elle ne le voudrait » (et beaucoup plus loin que n'a jamais été Lula) en proposant la convocation d'un « plébiscite pour la Constituante spécifiquement pour faire une réforme politique ».

Un vent de panique s'installe dans les sommets de la bourgeoisie. Le PMDB, le STF, les médias, l'ensemble de l'opposition bourgeoise se soulèvent contre cette proposition. Ils sont rejoints par la Força Sindical et Conlutas qui caractérisent toute tentative de réforme politique et la convocation de l'Assemblée constituante comme une « diversion » (11).

Dilma Rousseff a reculé vingt-quatre heures après, mais dans une enquête, sept jours plus tard, 73 % de la population se prononce en faveur de la Constituante : les masses ont vu dans la proposition une possibilité de balayer les institutions héritées de la dictature, qui ont été en bonne partie préservées et auxquelles

---

(10) Au contraire de la trompeuse campagne de la presse et de l'élite judiciaire contre la PEC 37, son contenu était de préserver la séparation entre la fonction d'investigation (attribuée à la police) et la fonction d'accusation (attribuée au ministère public). Le Parlement n'a pas approuvé la PEC 37.

(11) Força Sindical : centrale qui défend la structure syndicale corporatiste, fondée pendant le gouvernement Collor pour combattre la CUT. Conlutas : créée par les morénistes pour détruire la CUT.

s'étaient adaptés les « gouvernements de coalition » dirigés par le PT.

Et, dans la crise de régime qui s'est ouverte, a été dévoilé pour des millions — en particulier pour les adhérents du PT — le rôle du PMDB dans la coalition gouvernementale, à la fois de ses sommets au Congrès national et du vice-président de la République, Michel Temer — « *saboteur de l'Assemblée constituante* », comme l'accuse Markus Sokol, dans l'interview publié à la fin de cet article.

La Constituante — limitée à la réforme politique — était un des « cinq pactes » proposés par Dilma Rousseff, le 24 juin. Trois autres « pactes » répondaient aussi — même partiellement — aux revendications apparues dans la rue : crédits pour les déplacements urbains ; santé (programme « plus de médecins ») ; ressources pour l'éducation (à partir des royalties et du fonds social du pétrole) (12).

Mais, contradictoirement, l'autre « pacte » était la « stabilité fiscale » (pour produire de « l'excédent fiscal primaire »). Ce mécanisme détourne des ressources du budget pour nourrir le capital financier international.

C'est la politique de l'excédent fiscal primaire qui empêche la pleine satisfaction des aspirations à la justice sociale et à la souveraineté nationale, aspirations qui se sont exprimées dans l'exigence de meilleurs services publics. L'excédent fiscal primaire est le point central de rupture de la subordination à l'impérialisme du « gouvernement de coalition », dans lequel le PMDB joue un rôle déterminant.

C'est ce qui explique l'acharnement du PMDB contre la proposition de plébiscite pour la Constituante.

Puisque, même limitée, cette proposition, dans la situation ouverte en juin, permet

*« d'élargir l'agitation pour une issue de rupture [Constituante souveraine] avec les institutions actuelles. Finalement, la Constituante n'est pas une formule juridique. Elle est le mot d'ordre démocratique, révolutionnaire qui correspond aujourd'hui à l'ouverture de la voie vers l'auto-organisation des masses dans le combat pour leurs aspirations sociales et nationales »* (projet de rapport à la conférence de O Trabalho).

---

## 11 JUILLET 2013

### QUELLE RÉPONSE EXIGE LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS ?

---

Le 27 juin, la direction de la Centrale unique des travailleurs (CUT) a officialisé la convocation conjointe avec d'autres centrales d'une « journée nationale de lutte, avec arrêts de travail et grèves », pour le 11 juillet. Sous la pression de la Força sindical et de Conlutas, l'issue politique à la crise (Constituante, réforme politique) n'apparaît pas dans la plateforme (voir, plus loin, la lettre de O Trabalho). Mais c'est là que les militants de O Trabalho iront brandir les drapeaux : « *Rien à attendre de ce Congrès ! Constituante !* », expliquait, dans une nouvelle lettre, le courant O Trabalho :

*« Dans tout le Brésil, ce 11 juillet, les travailleurs se mobilisent pour exiger du gouvernement Dilma, des gouverneurs et des maires, du Congrès et des employeurs :*

*— en finir avec le PL 4330 de "précarisation" qui retire des droits et précarise encore davantage les relations de travail au Brésil ;*

*— que les réductions des tarifs du transport ne soient accompagnées d'aucune diminution des dépenses sociales ;*

*— 10 % du budget de l'Union affecté à la santé publique ;*

*— 10 % du PIB pour l'éducation publique, "fonds publics uniquement pour le secteur public" ;*

*— fin du facteur prévoyance [diminution des bénéfices des retraites en fonction de leur âge — NDLR] ;*

*— réduction de la durée hebdomadaire de travail à 40 heures sans réduction du salaire ;*

*— réforme agraire ;*

*— suspension des enchères du pétrole.*

*La satisfaction des revendications exige du gouvernement Dilma qu'il arrête*

---

(12) La présentation de ces propositions ne signifie pas que le gouvernement a changé de nature. Il ne s'agit pas d'un gouvernement ouvrier et paysan, de rupture avec l'impérialisme, comme, peu après, on le constate avec la mise aux enchères du champ de Libra (*lire la suite*) et avec la poursuite des privatisations, exonérations et concessions aux patrons qui ont commencé avec le gouvernement Lula et qui ont facilité les attaques du STF contre le PT.

*d'allouer des billions à l'excédent fiscal primaire pour payer la dette aux banquiers et spéculateurs. Qu'il arrête de donner des billions aux patrons avec les exonérations fiscales, prêts publics subventionnés, exonérations de charges sociales, qu'il commence à utiliser ces ressources pour la santé et l'enseignement public, pour la nationalisation des transports, pour la réforme agraire, pour la récupération du pétrole pour la nation.*

*Qui peut croire que les députés actuels et les sénateurs peuvent faire une politique de réforme contre leurs propres privilèges ?*

*En juillet 2012, la CUT a adopté une résolution dans son congrès préconisant une "vraie réforme politique". Elle affirmait que "la relation des forces au sein du congrès actuel a bloqué même la timide réforme électorale qui se discutait, ce qui met à l'ordre du jour la question de la convocation d'une Assemblée constituante souveraine qui donne la parole au peuple brésilien, comme un instrument pour surmonter les obstacles, dressés par la classe dominante, à n'importe quel transformation de fond dans notre pays".*

*Où le Brésil a besoin de transformations de fond, afin de protéger la nation contre la crise capitaliste mondiale et les pressions de l'impérialisme qui veut faire payer sa crise sur le dos des peuples.*

*Un point de départ serait de donner satisfaction à l'agenda des travailleurs soulevé dans cette journée nationale de lutte, un signe de changement de direction par le gouvernement Dilma qui aurait le soutien de l'écrasante majorité de la population.*

*Mais pour aller jusqu'au but, il faut avancer dans la construction d'institutions démocratiques, en terminant avec les débris provenant de la dictature militaire. Dans une véritable réforme politique qui ne peut être réalisée que par une Constituante souveraine, avec des députés élus par liste pour une Assemblée monocamérale (sans Sénat) sans financement privé, avec des règles proportionnelles (une personne, une voix) et plein pouvoir !*

*Si, pour atteindre cet objectif, les "alliés", comme Temer du PMDB, sont un obstacle, il faut rompre avec eux et gouverner avec le soutien des organisations syndicales et populaires et avec les partis fidèles aux intérêts des travailleurs, de la jeunesse, et de la majorité exploitée et opprimée du peuple. »*

La journée du 11 juillet a représenté l'entrée en scène de la classe ouvrière organisée, avec ses propres revendications. Des centaines de milliers ont arrêté le travail et ont participé aux manifestations, d'une ampleur que l'on n'avait pas vue depuis de nombreuses années.

Ensuite, les centrales syndicales ont établi un calendrier qui devrait déboucher sur de nouvelles manifestations le 30 août. Mais la division organisée par l'aile Força Sindical-Conlutas, combinée au recul de la CUT dans divers Etats, a créé une situation de confusion qui a fait que la journée du 30 août n'a pratiquement pas existé.

Mais, en septembre et en octobre, la nouvelle situation ouverte en juin s'est exprimée dans la force et les acquis arrachés par les grèves des employés de banque et des travailleurs du pétrole (les plus importantes des vingt et dix dernières années, respectivement), et également des postiers (même avec la division imposée par Conlutas et la CTB [13]), ainsi que la combativité et la durée des grèves des professeurs de l'Etat et de la ville de Rio de Janeiro, contre le gouverneur Cabral et le maire Paes, tous deux membres du PMDB, considérés comme des « alliés » par la direction du PT.

---

## CONSTRUCTION, PLACE À LA JEUNESSE

---

Par rapport au gouvernement Dilma Rousseff, les contradictions se sont aggravées. Dilma Rousseff a été contrainte d'annuler la « visite d'Etat » d'Obama après la confirmation de l'espionnage américain contre le Brésil (la concernant elle-même, ainsi que Petrobras). Elle a prononcé un discours dur pour la défense de la souveraineté, le 24 septembre, à l'ONU. Entre-temps, en plus de maintenir les troupes brésiliennes qui, depuis dix ans, violent la souveraineté d'Haïti, Dilma Rousseff, a participé, le lendemain, au séminaire « Opportunités des infrastructures au Brésil », au siège de la banque Goldman Sachs, où elle a demandé à cinq

---

(13) CTB : centrale syndicale liée au PCdoB.



cents « investisseurs » « *non seulement des ressources, mais aussi une gestion du secteur privé, plus efficace, plus fluide et à moindre coût* (14) ».

Et, le 21 octobre, contre la position de la CUT, de la Fédération unique des travailleurs du pétrole (FUP), du Mouvement des sans-terre (MST) et de dizaines d'autres organisations syndicales et populaires, le gouvernement maintient les scandaleuses enchères du champ de Libra, qui ont livré à des multinationales comme Shell et Total, outre deux compagnies pétrolières chinoises, plus de 50 % des réserves estimées entre 12 et 15 milliards de barils, dans une situation où de manière tout à fait établie, Petrobras réunissait toutes les conditions techniques — et légales — pour assumer seule l'exploration (15).

Dilma Rousseff a présenté ces enchères comme une « *solution pour apporter des ressources pour la santé et l'éducation* », mais la réalité est que Libra a été mis aux enchères parce que « *le Brésil veut apparaître aux yeux du capital financier mondial comme un bon élève, pour attirer plus de capital à court terme* », comme l'a affirmé l'économiste Carlos Lessa, ex-président, pendant le gouvernement Lula, de la BNDES (banque d'investissement de l'Etat).

Le Parlement, sous le contrôle du PMDB, a répondu à la pression du mois de juin en votant — ou en essayant de voter — des projets de loi qui n'ont rien à voir avec les demandes populaires mais qui relèvent des intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

L'un d'eux — outre celui déjà mentionné du PEC 37 — est le PL 4.330, qui précarise largement les relations de travail, établissant la sous-traitance comme norme des embauches, et qui, jusqu'à présent, n'a jamais été approuvé du fait de la mobilisation organisée surtout par la CUT.

A la Chambre des députés, un groupe de travail — présidé par un député du PT mais contre l'orientation du groupe parlementaire du parti — a approuvé une proposition qui est une véritable contre-réforme, comportant des attaques contre la démocratie, avec des règles qui nient les partis et élargissent le contrôle du pouvoir économique sur les élections.

Voilà quelles ont été les conditions dans lesquelles la résolution de la conférence de O Trabalho du 7 septembre affirme qu'il est nécessaire de répondre par la politique et par l'organisation :

« *Comme l'a dit un jeune lors d'une assemblée générale électorale* : "J'ai fait partie de ceux qui ont été entraînés par la politique en juin. Je suis allé aux manifestations pour tenir la première banderole que je rencontrais. Dans la distribution de tracts pour la fédéralisation des hôpitaux, j'ai vu le peuple qui voulait exprimer ses revendications. Les hommes politiques et cette politique qui est en place étouffent le peuple. Il faut écouter et expliquer. Je raconte mon expérience : je ne faisais rien, aujourd'hui je combats. Il faut donner la parole au peuple, il faut que quelqu'un l'organise." »

Et la résolution poursuit :

« *Dans la jeunesse, il est temps pour nos militants de réarmer Jeunesse révolution* (16) *sur les questions dites nouvelles — "horizontalité", réponse aux groupes provocateurs instruments de la décomposition des organisations — et aussi face aux gauchistes qui ont un discours apparemment radical mais qui, en réalité, confondent et désarment les combattants. Par exemple, les uns et les autres dressent des mots d'ordre comme ceux qui affirment que le transport ou l'enseignement "ne sont pas des marchandises", alors qu'ils le sont, ce qui détourne les jeunes du combat pour la nationalisation (la marchandise sous "production" d'Etat) de ces services publics, écartant la jeunesse de la classe ouvrière dans le combat contre l'oppression et l'exploitation.*

*Il est temps aussi de s'ouvrir à la libre discussion avec une génération qui, bien ou mal, s'est mise en mouvement, si nous voulons répondre à ses questions et ne pas nous enfermer dans une "Eglise". Mieux vaut "chercher les jeunes là où ils*

(14) Au moment où cet article était bouclé, le président d'Uruguay, Mujica, décidait de retirer d'Haïti les troupes de son pays.

(15) Le champ de Libra délimite l'espace sous-marin où des gisements de pétrole ont été découverts sous l'épaisse couche dénommée « pré-sel ». Les compagnies pétrolières américaines n'ont pas participé à la vente aux enchères, qui s'est tenue dans le cadre du système de partage de production, parce qu'elles veulent le retour du système antérieur, de concession, pour pouvoir piller encore davantage.

(16) Juventude Revolução, organisation politique de la jeunesse dans laquelle militent des jeunes de la IV<sup>e</sup> Internationale au Brésil

sont”, comme l’a dit un camarade dans une assemblée générale, “souvent dans des impasses ou des ONG” — *au-delà des écoles — pour un combat pour l’avenir.* »

Au Brésil aujourd’hui, la lutte pour la Constituante est mise à l’ordre du jour comme l’issue positive, sur la voie de la rupture avec l’impérialisme et de la constitution du gouvernement ouvrier et paysan. A l’extérieur du Congrès national, cette lutte trouve un point d’appui avec la décision des plus importantes organisations syndicales et populaires, qui se sont réunies en plénums et assemblées, pendant et après les mobilisations de juin, et ont convoqué un plébiscite populaire pour la Constituante pour septembre 2014.

---

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS INTERNES DU PT (PED) [17]

---

Une fois dépouillés les votes des élections internes du PT, on constate qu’il y a une baisse de la participation (518 000 votes en 2009 pour 422 000 en 2013 — sur 809 000 votants), malgré l’investissement lourd de la direction du parti, y compris l’intervention directe de Lula (pour la première fois).

La même frustration, qui a été ressentie lors des mobilisations de juin du fait qu’après dix ans au gouvernement le parti continue de cohabiter avec les institutions qui structurent la subordination du pays à l’impérialisme — frustration approfondie par le refus de la direction de défendre le parti face aux attaques subies et sa politique d’alliances, notamment avec le PMDB —, réapparaît parmi les adhérents appelés à venir soutenir le PED, « barbarie bureaucratique » qui commence à être mise en cause, y compris parmi des courants qui font partie du bloc majoritaire.

Sur ce terrain défavorable, les militants trotskystes ont mobilisé leurs forces pour maintenir leurs positions conquises dans le PT — utilisées comme point d’appui pour nourrir la lutte des travailleurs — et regrouper largement autour d’une plateforme indépendante, pour « *agir comme agissait le PT* ». Un regroupement qui a

commencé par la formation elle-même des listes « Constituante pour la terre, le travail et la souveraineté » (CTTS), côte à côte avec d’autres militants d’origines diverses, et qui connaîtra un moment de centralisation lors de la réunion plénière nationale du 30 novembre.

Les résultats démontrent que, sans aucune concession, ces militants ont fait ce qu’ils devaient faire et l’ont bien fait. Contraints par des règles bureaucratiques, il leur revenait de développer une bataille qui fasse avancer l’organisation et qui les mette en contact avec des couches de militants du PT qui veulent rester fidèles au drapeau d’origine du parti.

Dans une première réflexion sur le PED 2013, le courant O Trabalho affirme (lettre OT du 12 novembre) :

*« Le résultat du PED, avec une abstention record de près de 40 % des adhérents, est publié au moment où le STF reprend son procès de l’AP 470. Il est clair qu’aucun problème n’a été résolu.*

*Il y a deux certitudes :*

— *que le PED, mécanisme vicieux et vicié de déconstruction de la vie interne du PT, est épuisé, les chiffres eux-mêmes le montrent ;*

— *que le combat politique de la liste “Constituante pour la terre, le travail et la souveraineté (CTTS)”, sans aucune concession aux vices, a été reconnu dans les urnes.*

*Nous maintenons et renforçons les positions.*

*Les militants d’O Trabalho et les militants qui soutiennent la liste CTTS ont mené la campagne en visitant les adhérents (qui se sont acquittés eux-mêmes de leurs cotisations !), en les appelant à voter pour la liste. Une campagne de débats dans les syndicats et sur les occupations de terres, et de discussions avec les militants du PT.*

*Le résultat nous apporte de nouvelles responsabilités et une énergie renouvelée pour le combat politique dans la lutte des classes.*

*La lutte continue pour :*

— *Le plébiscite pour la Constituante pour faire la réforme politique !*

---

(17) Depuis 2001, les rencontres de délégués pour élire les directions du PT et adopter des résolutions à divers niveaux ont été remplacées par un vote en urne dans ce « processus d’élection directe » (le PED). C’était un pas dans la voie de la décomposition, pour éloigner les militants de la vie du parti.

- Des crédits pour les transports, la santé et l'enseignement, non pour l'excédent fiscal primaire !
- Candidatures du parti, non à l'accord national avec le PMDB !
- Fin du PED, retour des rencontres de base ! »

Quelques jours plus tard, un communiqué de la liste CTTS ajoute :

*« Nous exprimons notre mécontentement par la situation des anciens présidents du PT, Zé Dirceu et Genoïno, transformés en "prisonniers politiques" par la Cour suprême, avec l'appui des médias, l'opposition et certains "alliés". Lula, qui a promis de parler à la fin du processus, ne peut pas dire maintenant : "Qui suis-je pour porter un jugement sur la décision de la Cour suprême ?" L'arrêt est une insulte et son application est une brutalité. Sa légalité a déjà été niée par les avocats. Mais c'est surtout sa légitimité qui doit être démantelée. C'est une nécessité pour la défense du PT et des*

*droits démocratiques menacés dans ce pays : annulation de la l'action pénale 470 ! »*

On ne peut nier que le succès de la liste CTTS est à mettre en relation avec la place occupée par le courant O Trabalho dans la défense du PT pendant l'AP 470 et sa politique de front unique anti-impérialiste (Constituante, plus de médecins...) durant les journées de juin. Une place qui constitue un facteur réel d'aide à la centralisation politique de la classe ouvrière, sur le terrain indépendant de la bourgeoisie et contre l'impérialisme, et dont la dimension est à mettre en rapport avec l'implantation du courant. C'est de là que découle toute la bataille de construction qui s'ouvre à nouveau à partir de maintenant.

**Edison Cardoni,  
novembre 2013**

## Extraits de l'interview de Markus Sokol, candidat à la présidence nationale du PT pour la liste CTTS

(accordée le 29 septembre à *Teoria e Debate*, revue du PT)

### Quels sont les objectifs stratégiques du PT ?

Nos objectifs sont dans le manifeste de fondation du PT, écrit alors que nous étions encore sous la dictature, mais pleinement actuel :

*« Le Parti des travailleurs est né de la volonté d'indépendance politique des travailleurs, fatigués de servir de masse de manœuvre aux politiciens et partis engagés dans le maintien de l'actuel ordre économique, social et politique. Il est donc né de la volonté d'émancipation des masses populaires. »*

Et le document explique :

*« Le PT veut agir non seulement au moment des élections, mais, principalement, dans le quotidien des travailleurs, car ce n'est que comme cela qu'il sera possible de construire une nouvelle forme de démocratie, dont les racines*

*seront dans les organisations de base de la société et dont les décisions seront prises par la majorité. »*

J'attire l'attention sur l'affirmation que le PT

*« proclame que sa participation aux élections et ses activités parlementaires seront subordonnées à l'objectif d'organiser les masses exploitées et leurs luttes ».*

Car, affirme-t-il :

*« La nation est le peuple et, donc, (le PT) sait que le pays ne sera effectivement indépendant que lorsque l'Etat sera dirigé par les masses travailleuses. »*

Pour conclure que

*« le PT cherchera à conquérir la liberté pour que le peuple puisse construire une société égalitaire, où il n'y aura ni exploités ni exploités ».*

### **Politiquement, qui sont nos principaux ennemis ?**

En concentré, dans l'immédiat, les principaux ennemis sont l'impérialisme avec ses associés dans les classes dominantes de la ville et de la campagne. Sur le plan économique et social, ils sont le plus grand obstacle au processus d'émancipation des masses populaires. Et ils agissent par l'intermédiaire de leurs agents politiques directs, qui veillent sur leurs intérêts, en contrôlant les institutions de l'Etat — judiciaire, législatif et exécutif — et les moyens de communication.

En second lieu, j'insiste sur le fait que les ennemis ne réussiraient pas sans, depuis longtemps, faire pression, séduire et corrompre, en créant la confusion parmi les opprimés et exploités. Un exemple : la politique de la « gouvernance mondiale », du « consensus » ou du « dialogue social », appliquée pays par pays sur recommandation de la Banque mondiale (et du FMI), qui associe aux plans d'ajustement des gouvernements les syndicats, les organisations populaires, les partis d'origine socialiste, etc., pour entériner les privatisations et les coupes sociales, ou qui sert pour engluer les militants dans d'interminables réunions de conseils et de conférences qui ne résolvent rien, sert dans le meilleur des cas à paralyser, si ce n'est à coopter.

### **Comment traiter les adversaires secondaires et les possibles alliances ponctuelles avec eux ? Qu'est-ce qui est négociable ?**

Séparons les « alliances ponctuelles » qui peuvent être très larges sur des objectifs concrets, démocratiques ou anti-impérialistes, comme contre l'espionnage de la NSA-CIA dans l'Etat et l'économie, et qui peuvent concerner non seulement des secteurs moyens, mais aussi intégrer des secteurs de la classe dominante locale ; séparons-les, donc, des autres alliances pour disputer les élections et gouverner. Dans ces dernières, il faut un accord programmatique de gouvernement commun, beaucoup plus large que des accords ponctuels qui laissent beaucoup de choses à l'écart, y compris des questions cruciales pour les masses populaires

opprimées, comme une politique de revalorisation salariale et de réforme agraire ou de fin des privatisations et de l'excédent fiscal primaire, pour consacrer les crédits du budget aux services publics, par exemple. Ces points ne devraient pas être négociables.

### **Quelle tactique faut-il adopter pour garantir la victoire de Dilma Rousseff en 2014 ?**

Pour vaincre et avancer, il faut créer tout de suite une force sociale de changement, car ce ne sera pas « une élection de plus ». La situation internationale n'est pas la même qu'avant, les attaques américaines contre la souveraineté nationale dans le monde s'étendent, comme élément de la politique de l'impérialisme américain pour affronter la crise du système capitaliste, y compris pour récupérer du terrain en Amérique latine, où les Etats-Unis ont à nouveau soutenu les coups d'Etat.

La présidente a raison de suspendre sa visite à Obama, au nom de la souveraineté nationale agressive. *[Et par conséquent]*, elle devrait retirer immédiatement les troupes brésiliennes d'Haïti

Au plan électoral, une tactique pour vaincre et avancer, c'est rompre « l'alliance nationale avec le PMDB » (tant au premier qu'au second tour, lorsque se dessine le futur gouvernement). Le PMDB a été créé par la dictature, il est un obstacle historique à l'émancipation des masses opprimées, dans le sens le plus large, comme cela s'est vu lors du sabotage organisé par le vice-président Temer, du PMDB, du plébiscite sur l'Assemblée constituante pour faire la réforme politique, proposé par la présidente Dilma en réponse aux manifestations populaires de juin.

Il est temps de s'orienter vers une alliance à caractère anti-impérialiste, avec une plate-forme de défense des intérêts des opprimés et exploités de ce pays, dirigée par le PT, avec le PCdoB et des secteurs populaires de partis comme le PSB et le PDT. Seule cette alliance peut établir un dialogue réel avec les organisations populaires, syndicales et démocratiques.

### **Comment renouer les liens du parti avec la base de la société ?**

Renouer avec la base de la société implique de changer nettement la politique du PT de ces dernières années, cela implique de rompre avec l'excédent fiscal primaire pour payer la dette, expression de la subordination au « marché » dominé par le capital financier international.

L'affirmation de la souveraineté nationale, avec une totale priorité à la base sociale, passe par l'abandon de la politique des intérêts dictée par l'élite rentière « globalisée », qui court après les oscillations des taux de la banque centrale des Etats-Unis, la FED, (...) et qui, encore aujourd'hui, empêche toute planification sérieuse au Brésil, même privée. En réalité, une politique souveraine exige la centralisation des changes.

Il faut enfin que le PT soit à nouveau vu par les mouvements populaires comme une représentation à la hauteur de leurs luttes, non pas comme une composante d'un gouvernement plus ou moins tolérant, mais comme parti ami. Cela passe par le fait que les militants des mouvements populaires, syndicaux et de jeunesse aient les conditions tout simplement de militer dans le parti, non uniquement de voter dans un processus d'élections directes (PED) éventuel, ou assister à de rares réunions de secteurs.

### **Les manifestations de juin soulignent la nécessité de renouveau dans la politique brésilienne. Le congrès du PT a adopté un quota de 20 % de jeunes dans les postes de direction. En ce qui concerne la jeunesse, que peut faire le parti pour accélérer ce processus de renouveau ?**

Je me demande si, en réalité, ces 20 % de jeunes — chose décidée des années avant juin ! — seront un pas dans le renouveau du parti, ou, avec tout le respect pour la nouvelle génération, ne seront pas plutôt un pas dans le vieillissement précoce d'un secteur de la jeunesse touché par le PT. Ce secteur n'a pas été à l'origine des manifestations de juin et, encore maintenant, il sera tenu par les règles faites plus pour caporaliser les électeurs que pour débattre de politique. Ce n'est pas une question de volonté ou de

mauvaise foi, mais le résultat des règles de la compétition du PED en rien exemplaire, une compétition viciée et vicieuse. On est en droit de douter qu'il y aura un vrai renouveau par ce moyen des 20 %.

### **Au gouvernement, comment administrer le capitalisme dans une perspective socialiste ?**

Que les intervieweurs me donnent la réponse. Je ne sais pas. Je ne me propose pas « d'administrer » le capitalisme, précisément car ce serait contradictoire avec ma perspective socialiste. Le socialisme n'est pas pour lundi prochain, c'est vrai, mais c'est une perspective de transformation de la société, non pas « d'administration » du capitalisme.

Le PT au gouvernement, avec toute l'attention et la responsabilité et, en même temps, avec la plus grande détermination, doit chercher la voie de la transition vers le socialisme, tout aussi difficile et longue qu'elle soit. Transition, ici, veut dire mesures anti-impérialistes, « réformistes », comme la réforme agraire, la renationalisation des entreprises privatisées et la fin de la dictature du paiement de la dette, mesures qui permettent de réunir les conditions pour la transformation, en changeant le rapport de force sociale, en s'attaquant à l'inégalité sociale à la racine : le contrôle de la propriété et la distribution des revenus.

Et je dis cela avec, pour preuve, dix ans de gouvernement où les transformations de fond de l'Etat, de l'économie et de la société n'ont pas été faites. Et, s'il y a eu des améliorations, et il y en a eu (comme les 70 % d'augmentation du salaire minimum), elles ont été des conquêtes sociales, pas des cadeaux de la coalition au gouvernement. Elle administre, c'est sûr, le capitalisme, sans aucun type de perspective socialiste, loin s'en faut.

### **Quelle est la tactique la plus appropriée pour réformer l'Etat brésilien dans un sens démocratique ?**

Un élément clé de la tactique est la lutte pour une Constituante souveraine. En développant ainsi la réponse aux manifestations de juin, ébauchée par la présidente Dilma elle-même, dans ce cas, posant

le plébiscite de la Constituante spécifique pour faire la réforme politique.

Ce n'est pas la simple attribution des pouvoirs constituants à l'actuel Congrès, comme en 1986-1988, avec des députés et sénateurs élus selon les règles que nous connaissons tous, mais une véritable Assemblée constituante, à une seule chambre (sans Sénat), proportionnelle (un électeur, une voix ; pas comme aujourd'hui, un pour onze, selon que l'électeur est de Rondonia ou de São Paulo) et sans financement patronal (de préférence public et exclusif). Une telle Constituante devrait et pourrait réformer l'Etat de fond en comble ! Mais nous voyons au Congrès du PMDB le naufrage de la réforme politique concoctée par le groupe de travail de notre député traître, Vaccarezza, où même la proposition au rabais (sans Constituante exclusive par exemple) de réforme politique, présentée par le PT-PDT-PSB-PCdoB, n'avance pas.

C'est toute l'importance de la proposition d'assemblée générale nationale des mouvements sociaux — CUT, MST, UNE et autres organisations, comme la Conen (organisations du mouvement noir), etc. — qui a lancé la campagne du plébiscite populaire pour la Constituante, le 7 septembre de l'année prochaine. Il se fera avec une seule question : l'électeur est-il favorable à la convocation d'une Constituante souveraine et exclusive pour la réforme du système politico-électoral ? Cette campagne, à notre avis, de l'avis de la liste « Constituante pour la terre, le travail et la souveraineté », devrait être assumée.

**Depuis des décennies, le PT a comme principales revendications quelques réformes qui, en dix ans de gouvernement, n'ont pas avancé. Quelle est votre opinion sur la viabilité des réformes politique, fiscale et agraire, tout comme la réglementation des moyens de communication ?**

Précisément, avec ce Congrès, ce n'est pas possible ! Prisonniers dudit « présidentialisme de coalition », hérité de la dictature militaire par la voie de la Constituante de demi-mesures de 1986-1988, nous n'allons pas au-delà de ces horribles magouilles au Parlement qui, sur le plan électoral, ne fonctionnent qu'avec la caisse

noire, dans laquelle les principaux dirigeants du PT ont commis l'erreur de compromettre le parti. Et la Cour suprême — partant de ce système pervers hérité, avec l'appui militant des barons des médias — veut maintenant criminaliser le PT dans l'action pénale 470 (« mensalao ») (...) pour, en réalité, sauver le système institutionnel dont il fait partie.

Pour toutes les raisons que j'ai données auparavant, l'issue passe par une Constituante souveraine.

**En ce qui concerne le Parlement, comment rétablir une action conjointe où prévaudront les principes et les décisions du parti ?**

D'abord, sans jeu de mots, récupérer les principes dans les décisions du parti ! Oui, car avec une politique d'alliances, souvent à la limite du « tout est bon », sans principes, il est plus difficile de donner de la cohésion et de la cohérence aux groupes parlementaires du PT. Soutenir et intégrer certains gouverneurs « alliés », ou intégrer certains « alliés » dans des gouvernements dirigés par le PT, alliés qui n'ont rien à voir avec la base sociale populaire, est souvent facteur de désagrégation du PT. Le cas du député Vaccarezza en est un symbole.

Aussi, l'énorme verticalisation du PT et la subordination complète de ses activités aux échéances électorales (à l'inverse de ce que prévoyait le manifeste de fondation) facilitent le carriérisme et tendent aussi à placer chaque parlementaire en dehors et au-dessus des instances, comme centre parallèle de pouvoir dans le parti. De plus, ce ne sont pas que les cabinets parlementaires qui configurent des centres parallèles, il y en a d'autres encore plus influents, qui fragilisent les instances et même les groupes parlementaires du PT en tant que tels. De telle sorte que le problème n'est pas seulement les parlementaires en soi, mais la politique actuelle du PT. La réforme politique du PT, avec la fin du PED (et la fin de l'élection du président séparée de la liste, souvent tremplin de pré-candidatures institutionnelles, motifs à des marchandages frauduleux), entrant dans une politique plus en rapport avec le manifeste de fondation, serait d'une grande aide, je crois, pour remettre sur les axes les instances et les groupes parlementaires.

# Inde : après la grève générale historique de 48 heures

## Comment la classe ouvrière peut-elle rassembler autour d'elle toutes les couches opprimées ?

Par A. Ganesh

Lorsque paraîtra cet article, la conférence contre la guerre et l'exploitation convoquée à Mumbai (Inde) aura eu lieu. A l'origine de celle-ci, un appel lancé par deux membres de la coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, l'un indien, l'autre pakistanaise : Nambiath Vasudevan, coordinateur du Trade Union Solidarity Committee de Mumbai (un regroupement d'organisations syndicales et de militantes situant sur le terrain de l'indépendance de classe), et Rubina Jamil, présidente de la All Pakistan Trade Union Federation (APTUF).

Leur appel affirme :

*« Nous pensons qu'il est plus que jamais nécessaire de tenir cette conférence, pour aider à édifier ensemble le mur de la résistance contre la guerre et l'exploitation, pour aider à surmonter les obstacles qui se dressent devant les luttes unies des travailleurs et des peuples. En relation avec la lutte contre la guerre sur notre continent, l'exigence*

*centrale qui surgit pour tous les peuples est : retrait de toutes les troupes étrangères de notre continent, fin effective de l'occupation de l'Afghanistan. »*

Des militants et des organisations d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, d'Afghanistan et du Sri Lanka ont répondu positivement. Ont également participé à cette conférence des représentants de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, et un représentant du Parti des travailleurs d'Algérie, député à l'Assemblée populaire nationale.

Pour contribuer à la préparation de cette importante rencontre, l'un des militants indiens qui, au terme du VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont constitué un « comité de liaison des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale en Inde », a rédigé une contribution. Nous la reproduisons dans ce numéro de *La Vérité* comme un élément de la discussion internationale entre militants ouvriers.

Il est nécessaire d'analyser la situation et le climat actuels existant dans notre pays. L'Inde connaît un fort taux d'inflation et une hausse des prix des produits de première nécessité, alors que la bourgeoisie nationale s'aligne sur les partis de droite pour crier haro sur les immigrants illégaux du Bangladesh et les infiltrations clandestines du Pakistan, avec le soutien de tous les médias, de la presse papier comme des publications sur le Net.

Tous disent que l'Inde doit défendre son territoire et avoir une politique étrangère agressive, à l'instar d'Israël, pour repousser les envahisseurs. C'est une entreprise délibérée pour détourner la classe ouvrière des problèmes principaux auxquels elle est confrontée dans sa vie quotidienne pour essayer de survivre.

Il y a eu des victimes aussi bien indiennes que pakistanaïses, des deux côtés de la ligne de démarcation entre les deux pays, chacun essayant d'assurer sa domination. On cherche à créer une réaction émotionnelle : la propagande et les médias s'acharnent à convaincre les masses populaires indiennes que c'est le peuple pakistanaïse qui est leur ennemi juré. La classe moyenne et des fractions de la classe ouvrière se sont laissées entraîner par cette propagande et ont oublié leurs propres problèmes et leurs revendications. C'est comme si la division instaurée par l'Empire britannique entre les deux communautés avait dressé les peuples entre eux et fait de chacun le principal ennemi de l'autre (1).

La classe moyenne donne de la voix. C'est elle qui a le plus d'influence pour peser sur l'opinion publique en Inde car elle bénéficie d'opportunités, d'avantages et de subventions de la part du gouvernement. Ce dernier aide cette partie de la population car elle dispose d'un fort pouvoir d'achat et cela crée un nouveau marché pour les grandes entreprises multinationales ; c'est la partie la plus égoïste de la population, soucieuse de ses seuls intérêts individuels.

Le Parti du Congrès (2) aujourd'hui « aux affaires » veut continuer à diriger le pays et donc gagner les prochaines élections législatives. Il a décidé de mettre en œuvre des réformes avant les élections et

a pris des mesures progressistes visant à généraliser les aides aux familles en difficulté.

---

## L'OMC INTERVIENT CONTRE DES LOIS VOTÉES PAR LE PARLEMENT INDIEN

---

Cette initiative du Parti du Congrès est en elle-même une accusation portée contre les partis du Front de gauche qui se sont refusés à agir pour un programme d'ensemble d'aides aux couches les plus pauvres. Le gouvernement du Parti du Congrès a judicieusement choisi son moment en faisant adopter deux projets de

(1) Lorsqu'en 1947, sous les coups de l'action révolutionnaire des masses, ce qu'on appelait « l'empire des Indes » se disloque, et que l'impérialisme britannique doit renoncer à sa domination directe, il procède à la partition au nom de critères religieux (hindouïstes et musulmans).

La partition aboutit à la constitution de la République indienne et du Pakistan. Ce fut, selon le mot de Gandhi, une « *visivsection* » de l'Inde. Huit millions de personnes — les hindous fuyant le Pakistan et les musulmans quittant l'Inde — durent abandonner les lieux où leurs familles étaient installées depuis toujours.

(2) Le Parti du Congrès est formellement l'héritier de l'organisation politique qui était à la tête du mouvement national contre l'oppression britannique dès les premières années du XX<sup>e</sup> siècle et qui a incarné, pendant des décennies, la représentation politique de la bourgeoisie nationale indienne. Aujourd'hui, le Parti du Congrès est au gouvernement, avec la coopération de divers partis régionaux (c'est-à-dire existant au niveau d'un Etat, puisque l'Inde est une république fédérale), et avec l'appui au Parlement des partis du « Front de gauche », essentiellement les deux Partis communistes. L'autre principal parti de la bourgeoisie est le BJP, parti qui, se réclamant de l'hindouïisme, attise le communautarisme tout en ayant une politique économique identique à celle du Parti du Congrès. Par ailleurs, les partis régionalistes se multiplient et occupent une place de plus en plus grande.

Il existe une série de regroupements politiques se réclamant de la gauche et du mouvement ouvrier (formations qui se réclament de la tradition de la gauche nationaliste du Parti du Congrès, parti d'inspiration « maoïste » etc). Mais les deux principaux partis ancrés dans le développement du mouvement ouvrier sont les deux partis communistes : le Parti communiste de l'Inde et le Parti communiste de l'Inde (marxiste). Ces deux partis distincts sont nés en 1962 lors d'un conflit militaire avec la Chine : le PCI se rangeant du côté de l'Inde. Ce sont ces deux partis qui ont gouverné l'Etat du Bengale-Occidental pendant des décennies, jusqu'aux dernières élections.



loi importants à la Lokhsabba (l'équivalent de l'Assemblée nationale en France).

D'une part, la **loi sur la sécurité alimentaire**. Cette loi couvre 67 % de notre population, c'est-à-dire 800 millions de personnes, pour un coût de 140 milliards de roupies (INR) (3), afin de fournir des produits alimentaires fortement subventionnés. Chaque famille de quatre personnes reçoit 35 kg de riz, de blé et de légumes secs, et les paie moins de 200 roupies (c'est-à-dire 2,5 euros). Il s'agit de s'attaquer à une situation où, en Inde, des dizaines de millions de personnes souffrent quotidiennement de faim.

Après la promulgation de cette loi, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a déclaré — remettant ainsi en cause la souveraineté de l'Inde — que cette loi était contradictoire aux règles de l'OMC en matière de subventions. *(Depuis, l'OMC a envoyé une mission en Inde pour exiger que cette loi soit modifiée avant la tenue de son prochain sommet qui se tiendra en décembre 2013 — NDLR.)*

D'autre part, une **loi sur la réforme agraire** marque, elle aussi, un pas en avant, et sera un point d'appui pour les paysans combattant pour leurs droits.

Cette loi est contradictoire avec la loi sur les zones économiques spéciales qui avait été adoptée à l'unanimité en 2005 par le Parlement, y compris par la gauche (incluant les députés des deux Partis communistes), loi qui avait dépouillé les paysans de leurs terres ancestrales par le chantage ou la contrainte. Le gouvernement avait alors fait usage de la force armée contre les paysans pour leur arracher leurs terres et les donner aux industriels, en particulier aux multinationales, avec, pour résultat, l'apparition de millions de nouveaux paysans sans terre et sans domicile en Inde.

Il y eut alors la résistance active des paysans, à Nandigram et Singur, comme il y a aujourd'hui le combat mené par les habitants de l'Odisha (4). Cela a ouvert les yeux des dirigeants du gouvernement fédéral. Ils ont alors bien compris qu'ils ne pourraient pas remporter les élections législatives tant que l'ancienne loi — datant de 1894, du temps de la domination coloniale britannique, qui avait été utilisée

contre les paysans du Bengale-Occidental par un gouvernement « de gauche » — restait en vigueur et que des réformes ne seraient pas introduites afin de rendre justice aux paysans.

Cette loi sur la réforme agraire, mesure progressiste, fait honte au Front de gauche, qui avait fait usage de la force et de violences pour voler la terre des fermiers pauvres au Bengale-Occidental afin de la transférer à la multinationale Tata pour qu'elle y construise une usine de production de sa voiture Nano. Cela renvoie au combat actuel des populations locales de l'Etat d'Odisha contre l'installation d'une aciérie.

---

## POURQUOI LA MOBILISATION CONTRE LA CORRUPTION N'A PAS ABOUTI

---

Il y a quelques mois, notre pays découvrait avec horreur l'étendue de la corruption en Inde, tandis qu'une succession de scandales faisaient les gros titres des journaux. Un parfait inconnu, Anna Hazare, apparaissait sur la scène nationale et prenait la tête des manifestations populaires, en l'absence de personnes dignes de confiance pour diriger le peuple contre les autorités gouvernementales corrompues. Lui et son équipe comblaient ce vide.

Dans tout le pays, ils ont fait prendre conscience à tous, jeunes et vieux, qui sont descendus dans la rue pour se battre pour la loi Lok Ayukta (instituant un « médiateur anticorruption ») dont l'objectif proclamé est la transparence dans l'administration, et de faire en sorte que l'homme de la rue puisse faire connaître ses doléances et obtienne réparation, grâce à un système permettant de résoudre des problèmes individuels et collectifs.

Tous les partis du pays se sont retrouvés pour s'y opposer, en disant qu'ils voulaient « améliorer le projet de loi ». Ils jouent la

(3) INR : Indian national rupee, code de l'organisation internationale de normalisation pour la monnaie indienne nationale.

(4) L'Odisha (ex-Orissa) est un Etat situé au nord-est de l'Inde.

montre pour s'assurer que la loi ne sera pas votée, sous le prétexte qu'il faudrait ajouter des amendements. Les parlementaires ont été démasqués, mais il n'y avait pas de réelle organisation de la classe ouvrière pour ouvrir une perspective et permettre une avancée du mouvement, comme cela avait été le cas en Tunisie au moment de la chute de Ben Ali.

Le mouvement a été étouffé dans l'œuf par les parlementaires qui ont donné des assurances et promis qu'ils adopteraient la loi. Mais en fait, ils ont bloqué le processus à la Rajya Sabha (le Sénat).

Les gens ont oublié l'époque où les masses se sont fait manipuler par des slogans nationalistes dénonçant l'infiltration de Chinois qui venaient sur notre territoire et l'infiltration de Pakistanais censés vouloir démanteler l'Inde. C'est ainsi que la classe dirigeante continue à diriger et à exploiter la classe ouvrière. Il nous faut être vigilants et intervenir à bon escient pour déjouer les tentatives de dévier l'action des travailleurs des problèmes principaux concernant la classe ouvrière.

La fièvre n'est pas retombée, et l'affaire du viol de la jeune Nirbhaya (5) a déclenché une nouvelle vague d'agitation dans la jeunesse de Delhi. Ceux qui ont pris la tête du mouvement ne veulent pas d'ingérence politique. Ils se sont trouvés face à la répression brutale des autorités de l'Etat — canons à eau, charges de policiers armés de bâtons, arrestations. Mais la répression du gouvernement de l'Etat de Delhi n'a pas pu empêcher les manifestations populaires et le mouvement des masses qui, partout en Inde, réclament justice et protection pour les femmes.

Le cancer de l'urbanisation gagne et amène tout ce qu'il y a de plus négatif dans une société dominée par le libéralisme économique. Des jeunes filles qui travaillent dans les plantations de thé ont été attirées vers les villes et forcées de se prostituer. L'ensemble de la classe ouvrière est la victime de ceux qui auraient dû être les protecteurs du peuple.

L'absence d'une organisation révolutionnaire forte pèse sur la situation, et la colère et l'amertume exprimées dans la révolte populaire n'ont pu être dirigées

vers une perspective répondant aux intérêts de la classe ouvrière. Il nous faut réfléchir et tirer les leçons de cette situation. Les syndicats sont restés spectateurs.

Il faut donc revenir, dans la discussion au sein du mouvement ouvrier, sur l'importance et la signification de ce mouvement, afin de permettre la jonction de ce mouvement de protestation avec l'action du mouvement ouvrier.

---

## LA SIGNIFICATION ET LA PORTÉE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

---

L'élément le plus positif de toute cette période a été la grève générale (20 et 21 février 2013) où, pour la première fois depuis 1947 (et après la grève de vingt-quatre heures de 2012), à l'échelle de tout le pays, de tous les Etats, toutes les organisations syndicales — y compris celle liée au Parti gouvernemental, le Parti du Congrès — ont appelé ensemble à une grève de quarante-huit heures sur la base des revendications communes.

Cette grève générale de deux jours a constitué un avertissement pour le gouvernement fédéral et chaque gouvernement d'Etat concernant les revendications communes à toute la classe ouvrière, en apportant son soutien aux travailleurs précaires et à ceux qui relèvent de l'économie informelle dans tous les secteurs industriels. Elle a réclamé un salaire minimum de 10 000 roupies pour les travailleurs sous contrat précaire et l'embauche en CDI dans le secteur manufacturier. Elle a marqué et marque toute la situation.

---

## LE COMBAT POUR LES DROITS SYNDICAUX À L'USINE MARUTI

---

Ainsi, cela fait longtemps que les ouvriers de l'entreprise Maruti Suzuki

---

(5) A Delhi, le 16 décembre 2012, une jeune étudiante était violée et assassinée dans un bus d'une compagnie privée. Ce crime atroce provoqua une mobilisation considérable tournée contre les autorités, en particulier dans la jeunesse.

demandent le droit de former un syndicat indépendant, contre le syndicat patronal qui sévit dans les usines de Gurgaon et de Manesar, dans l'Etat d'Haryana. La situation a atteint son apogée le 18 juillet 2012, lorsque s'est produit un accident à l'usine de la compagnie Maruti Suzuki India, à Manesar : un membre de la direction et des membres de l'équipe de direction ont été blessés et plusieurs ouvriers ont trouvé la mort.

A la suite de cet accident, 147 ouvriers ont été arrêtés sans preuves et licenciés. Depuis un an, ils se sont vus systématiquement refuser une libération sous caution. Soixante-six autres font l'objet de poursuites pour des chefs d'inculpation qui interdisent la libération sous caution, et sont poursuivis par la police de l'Haryana. De plus, 1 500 travailleurs précaires ont été licenciés, ce qui amène le total d'ouvriers licenciés à plus de 2 050. Le 22 mai 2013, la Haute Cour de l'Etat a rejeté les demandes de libération sous caution des ouvriers arrêtés, sous prétexte que le désordre social dans cet Etat suscitait la nervosité des investisseurs étrangers.

Le combat des travailleurs, qui se poursuit, se trouve constamment en butte à une lourde répression de la part du gouvernement de l'Etat, qui continue de défendre les industriels qui cherchent à réaliser leurs profits.

Dans ce combat, des militants et des responsables syndicaux liés à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ont joué un rôle clé. Ils ont organisé les syndicats et la jeunesse à Maharastra pour qu'ils expriment leur solidarité dans l'action en appelant à des manifestations de protestation, en distribuant, dans différents quartiers ouvriers, des tracts expliquant les atrocités commises, en tenant des conférences de presse et des réunions publiques conjointes avec des groupes culturels. Cela a conduit à des grèves menées par les travailleurs sous contrat, impliquant tous les syndicats, à Mumbai, et à des meetings.

Trois cent mille roupies de soutien ont été recueillies pour aider à la poursuite de la lutte des travailleurs et des syndicats. C'est une somme considérable au vu des

salaires des ouvriers. Une commission d'enquête internationale a rencontré des responsables du gouvernement ; elle a rendu visite aux 147 ouvriers arrêtés, qui sont toujours emprisonnés, et à leurs familles. Ce travail d'information a inspiré les dirigeants syndicaux de la ville qui ont promis de faire davantage pour la solidarité. C'est là un des moyens qui concourt à la construction d'un mouvement capable d'aider à la réalisation de notre but : celui d'une révolution de la classe ouvrière.

Des militants avec lesquels nous menons une action commune se sont trouvés en première ligne dans les combats contre les directions de multinationales comme PepsiCo (Frito Lay), à Calcutta, ou Glaxo Smith Line, dans le Panjab, où se déroulent des mouvements tout à fait particuliers qui ont imposé à la direction de discuter avec le syndicat local et d'aboutir à un accord. Il faut faire valoir auprès des autres syndicats cette volonté de construire et leur montrer que le combat militant est la seule façon de gagner.

Notre mot d'ordre doit être : s'organiser, combattre et gagner. C'est alors seulement que nous pourrions établir les liens, assurer notre crédit auprès de la classe ouvrière et gagner sa confiance.

---

## UN PREMIER PAS VERS L'UNITÉ

---

Cette grève nationale de février a attiré l'attention du Parti du Congrès (le parti qui dirige le gouvernement fédéral). Ses dirigeants se sont rendus compte qu'il leur fallait briser l'unité de la classe ouvrière qui était en train de se construire à un niveau d'ensemble entre les diverses directions syndicales, les travailleurs appartenant aux différents syndicats aux niveaux fédéral et régional et les syndicats indépendants. Ils ont tous des lignes idéologiques différentes, mais s'unissent pour se protéger des attaques du capital. Ils ont décidé de combattre ensemble leurs conséquences. La centrale syndicale indienne INTUC (dont la direction est traditionnellement liée au Parti du Congrès) et d'autres syndicats n'ont pas

obéi aux directives des dirigeants des partis politiques et du Premier ministre, qui leur demandaient de décommander la grève générale. Ils ont affirmé qu'ils viendraient négocier avec le gouvernement indien une fois la grève terminée. Les militants de base et les syndiqués se sont dressés et ont fait grève, démontrant par là même la volonté, la confiance et la force de la classe ouvrière en Inde.

Le regroupement de toutes les forces dévouées à l'émancipation de la classe ouvrière, et par conséquent à la défense de l'indépendance politique du mouvement ouvrier, a effectué un premier pas en avant. Car la réalisation de l'unité des travailleurs en Inde représente le fil conducteur et l'espoir pour l'avenir. Nous sommes fiers d'avoir participé à ce mouvement historique qui devra faire face à de nombreux obstacles sur la voie de la réalisation de nos objectifs.

Répetons-le, cette action de la classe ouvrière a amené le gouvernement à réfléchir et à considérer qu'il devait mettre en place des mesures pour la croissance, incluant des salaires décents pour les travailleurs et des aides pour les paysans et les travailleurs agricoles. C'est donc en relation avec l'action de la classe ouvrière que nous venons d'évoquer que se comprend l'adoption des projets de loi sur la **sécurité alimentaire** et la **réforme agraire**.

---

## L'IMPÉRIALISME CONTRE LA SOUVERAINETÉ DES PEUPLES

---

Il faut le dire, le Parti du Congrès en Inde comme les partis dirigeants au Pakistan se sont toujours, en définitive, soumis aux injonctions de l'impérialisme et rivalisent pour contribuer à préserver les intérêts mondiaux des Etats-Unis. Cependant, il y a parfois des contradictions, et du fait de l'opinion populaire dans leurs pays respectifs, ils ont dû, sur certains points, s'opposer à l'administration américaine.

Les Etats-Unis ont été condamnés par le gouvernement pakistanais pour leurs attaques de drones en territoire pakis-

tanais. Les Etats-Unis ont alors exercé un chantage contre le Pakistan, menaçant de mettre fin à leur politique d'aides. Pourtant, le Pakistan, à ce jour, n'a pas cédé.

De même, le gouvernement indien a réagi lorsque l'impérialisme américain a donné des directives pour que l'Inde boycotte l'Iran par des mesures de blocage économique. L'Inde a refusé et continue à commercer avec l'Iran, avec lequel elle a des relations bilatérales.

Lorsque le gouvernement indien a adopté une ordonnance sur le projet de loi sur la sécurité alimentaire, la roupie a commencé à se dévaluer. Les investisseurs institutionnels étrangers ont commencé à retirer leurs investissements, et il y a eu une fuite des capitaux. Les nations impérialistes ne voulaient pas que cette politique soit mise en œuvre, car elle s'opposait à la politique du FMI et de la Banque mondiale qui prônent des mesures d'austérité, la réduction des pensions de retraite, l'augmentation de l'âge de départ à la retraite et la détérioration des conditions de vie et de travail dans le monde entier.

C'est dans ce contexte que se situe l'offensive de l'OMC contre la souveraineté de l'Inde. Les experts internationaux demandent même que la loi sur la sécurité alimentaire soit revue.

Mais que se passe-t-il dans les Etats impérialistes qui organisent cette pression contre nos pays ?

Aujourd'hui, aux Etats-Unis, 27 millions de travailleurs sont au chômage, total ou partiel, et n'ont aucune couverture sociale. Et ce sont les chefs de ces nations qui veulent donner des leçons à l'Inde, en disant qu'à notre époque, il ne peut exister de mesure d'aides pour les pauvres et que si des pays prennent des mesures de protection sociale, ils doivent en payer le prix ! Voilà pourquoi ils s'attaquent à notre équilibre économique en manipulant le taux de change de la roupie sur les marchés étrangers, alors que l'Inde importe 80 % de son pétrole pour couvrir ses besoins. Une roupie plus faible signifie que nous devons payer notre pétrole plus cher et que le pays creuse son déficit. C'est de cette manière que l'impérialisme essaie de saboter et de liquider toute mesure de progrès social.

Il faut démasquer ce type de chantage. La conférence de Mumbai devra dénoncer les moyens qu'utilise l'impérialisme pour imposer sa volonté aux nations indépendantes.

---

### **RETRAIT DES TROUPES ÉTRANGÈRES DE TOUT LE CONTINENT ASIATIQUE !**

---

Ainsi, aujourd'hui, le peuple d'Afghanistan est déterminé à se débarrasser du chef de gouvernement fantoche, Karzai, et des forces d'occupation impérialistes qui sont responsables de la mort de plus de 100 000 personnes en Afghanistan.

Selon nos camarades d'Afghanistan, les conditions de vie subies par le peuple dans leur pays occupé sont inhumaines, ils n'ont pas d'autre choix que de se battre pour leurs droits et pour défendre leur patrie. Mais les forces d'occupation ont féroce-ment réprimé les toutes premières manifestations de résistance, tuant des innocents, emprisonnant des milliers d'Afghans dans des conditions inhumaines, bombardant des villages au hasard, humiliant les personnes sans aucun respect pour leur culture et se livrant à des exactions sexuelles contre les femmes. Ils ont lâché des chiens contre des femmes et des enfants, uriné sur les cadavres de leurs victimes, coupé les doigts des prisonniers. Ils ont utilisé le territoire de l'Afghanistan pour tester leur matériel militaire et ont employé des armes chimiques contre ces pauvres gens.

Il y a douze ans que le gouvernement américain a lancé son attaque contre l'Afghanistan. Douze ans après, la guerre contre ce pays se poursuit, et se solde par toujours plus de vies humaines détruites et un coût de dix milliards de dollars par mois. Mais qu'apporte la guerre aux travailleurs ?

Ils ont détruit toute une génération de jeunes, ils ont détruit l'agriculture et les terres, les infrastructures de l'Afghanistan, ils ont affreusement torturé les gens dans

leurs centres de détention. Mais ils n'ont pas pu faire refluer la résistance à l'occupation. Au contraire, cette résistance s'est renforcée et a gagné tout le peuple et la solidarité des peuples dans le monde.

C'est dans ce contexte que nous sommes arrivés à la conclusion qu'il faut aider à préparer cette conférence continentale contre la guerre et l'occupation, pour défendre l'indépendance nationale, pour l'appel au retrait de toutes les troupes étrangères du continent et le refus de toute forme d'ingérence étrangère.

La pierre angulaire du droit international, c'est que chaque pays doit pouvoir décider de son destin, sans que ses décisions soient dictées par une intervention étrangère.

Les masses travailleuses en ont plus qu'assez des guerres et des occupations. Tous les sondages montrent qu'aux Etats-Unis mêmes, une immense majorité s'opposait au projet de lancer des frappes contre la Syrie.

La classe ouvrière doit inconditionnellement s'opposer à toute agression militaire de quelque gouvernement que ce soit. Nous devons consacrer toute notre énergie à susciter des regroupements de toutes sortes pour empêcher les guerres.

Nous demandons à nos camarades dans les syndicats et à tous les alliés de la classe ouvrière de s'exprimer maintenant, tout de suite, et d'exiger du gouvernement des Etats-Unis : « *De l'argent pour le logement, l'emploi, la santé et l'instruction, pas pour la guerre et l'occupation !* »

Nous avons participé au VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la Quatrième Internationale où a été votée à l'unanimité une résolution sur les menaces pesant contre l'indépendance et la souveraineté de l'Algérie, et nous nous sommes engagés à aider à organiser la mise en œuvre en Inde d'une campagne pour la défense du peuple algérien. Cela devrait s'intégrer comme l'un des objectifs de la conférence de Mumbai contre la guerre et l'exploitation.

**A. Ganesh**



# Moyen-Orient : la Pax americana, 35 ans après Camp David et 20 ans après Oslo

*Samir Hassan et François Lazar*

Devant l'entrée nord de la Maison-Blanche, sur une estrade dressée à cet effet, le 26 mars 1979, le traité israélo-égyptien est signé par le président égyptien, Sadate, le Premier ministre israélien, Begin, et le président des Etats-Unis, Carter. Cette signature fait suite aux accords conclus six mois plus tôt à Camp David. Le traité est cosigné, et donc garanti, par les Etats-Unis, qui apportent depuis une aide militaire annuelle de 1,3 milliard de dollars à l'Egypte, tout en poursuivant celle fournie à l'Etat d'Israël, qui atteint aujourd'hui 3 milliards de dollars.

C'est une *Pax americana*. Elle va constituer la pierre angulaire de tous les développements au Moyen-Orient, ouvrir la voie aux négociations d'Oslo et à l'accord qui sera signé, également à la Maison-Blanche, en 1993, par Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Itzhak Rabin, Premier ministre israélien, et Bill Clinton, président des Etats-Unis. Mais, depuis, la révolution égyptienne ébranle l'ordre impérialiste dans la région. Où en est la *Pax americana* au Moyen-Orient ?

Le traité israélo-égyptien implique la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les dirigeants égyptiens. Il prévoit la restitution à l'Egypte du Sinaï, occupé par l'armée israélienne depuis la guerre d'octobre 1973 — objectif quasi exclusif du président égyptien —, et assure la sécurisation du front sud de l'Etat d'Israël, par la démilitarisation de la péninsule du Sinaï.

Les citoyens, les navires et les cargaisons israéliens jouissent du libre passage par le canal de Suez. Les navires américains ont le libre accès au canal de Suez, et l'espace aérien égyptien est ouvert aux forces aériennes américaines. Par ailleurs, « *les parties s'engagent à ne contracter aucune obligation en contradiction avec ce traité* », ce qui n'est pas anodin.

L'Egypte et l'Etat d'Israël ont, dans ce cadre, discuté pour la première fois de la perspective d'une « autonomie palestinienne » dans les territoires occupés par les Israéliens depuis 1967. Dans le document définissant sa position, l'Etat d'Israël stipule notamment que son administration militaire cadrera et contrôlera tous les actes qui pourraient émaner du Conseil administratif autonome palestinien, s'il devait voir le jour. Il précise en outre que les réserves d'eau, les terres non cultivées, la sécurité et le maintien de l'ordre demeureront sous son contrôle.

---

## UN TRAITÉ QUI PRÉFIGURE L'ACCORD D'OSLO

---

Après la signature du traité, Yasser Arafat a reproché à Sadate d'avoir « *vendu les droits nationaux du peuple palestinien contre une poignée de sable du désert* ». Les relations de l'« autorité autonome » avec ses voisins devaient être contrôlées conjointement par l'Egypte, l'Etat hébreu et la Jordanie. Le cadre du consensus était fixé, visant à maintenir et à aggraver

l'enfermement des Palestiniens, niant de fait leur droit au retour. Cela préfigurait l'« Autorité palestinienne » instaurée par l'accord d'Oslo, que Yasser Arafat signera quatorze ans plus tard.

A peine les négociations de Camp David terminées, le gouvernement israélien a accentué la colonisation en Cisjordanie et à Gaza. Et le ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Dayan, a martelé :

*« A Camp David, nous nous étions engagés à stopper la création de nouvelles colonies, pendant trois mois, mais nous n'étions jamais convenus de ne pas renforcer celles qui existaient déjà. »*

Le 9 octobre 1978, il déclare solennellement devant l'Assemblée générale des Nations unies :

*« Jérusalem pour nous est la capitale éternelle d'Israël et la seule. Nous n'en avons pas d'autre et nous n'en aurons jamais d'autre. »*

Le 30 juillet 1980, le gouvernement israélien fait voter une loi définissant Jérusalem dans sa totalité comme capitale de l'Etat hébreu. Le 14 décembre 1981, la Knesset (le Parlement israélien) adopte la loi sur les hauteurs du Golan, qui annexe ce territoire syrien conquis militairement en juin 1967. En juin 1982, l'Etat d'Israël attaque le Liban pour détruire les bases de la résistance palestinienne, ciblant particulièrement les camps de réfugiés et le siège de l'OLP à Beyrouth. Les phalanges fascistes libanaises, qui partagent les mêmes objectifs, prêtent main-forte à l'armée israélienne. Des milliers de Palestiniens seront massacrés dans les camps de Sabra et de Chatila. Quinze mille combattants palestiniens seront évacués et le siège de l'OLP est transféré à Tunis.

---

### UNE "SOLUTION PACIFIQUE" PRÉPARÉE DE LONGUE DATE AVEC LES ÉTATS-UNIS

---

L'accord de paix entre l'Égypte et l'Etat d'Israël n'est pas tombé du ciel. La guerre des Six-Jours, en juin 1967, a plongé les régimes féodo-bourgeois et bourgeois du Moyen-Orient dans une crise politique profonde. Pour les aider à se maintenir dans

une situation où les masses, en Égypte, comme en Jordanie, sont en ébullition, l'impérialisme américain élabore le plan Rogers (du nom du secrétaire d'Etat du président Nixon). Il sera accepté par toutes les classes dirigeantes des pays arabes, avec l'appui décisif de la bureaucratie du Kremlin.

Une première application du plan fut le « Septembre noir » : le massacre, par le roi Hussein de Jordanie, en septembre 1970, de milliers de résistants palestiniens qui vivaient sur le sol jordanien et dont l'activité révolutionnaire menaçait les fondations mêmes du régime. L'appareil militaire et politique palestinien sera contraint de se réfugier au Liban. Alors que des tonnes d'armements, des chars lourds, de l'artillerie lourde et des bombes au napalm étaient quotidiennement débarqués en Jordanie et que le roi Hussein, assisté de nombreux conseillers américains et britanniques, préparait le massacre, le président égyptien, Nasser, laissa faire sans mot dire. Trois mois plus tôt, il avait souscrit au plan Rogers et à sa prétendue « solution pacifique ». Le 26 septembre, après le massacre, il « réconciliait » au Caire Yasser Arafat et le roi Hussein de Jordanie. Deux jours plus tard, Nasser mourait. Lors de ses funérailles, des millions de travailleurs égyptiens sont descendus dans les rues du Caire, non pour manifester leur soutien au régime corrompu des militaires — comme l'ont prétendu les dirigeants de tous les pays, de Nixon à Mao Zedong, en passant par Brejnev et Pompidou, en France — mais pour clamer leur haine du roi-boucher de Jordanie, qui faillit d'ailleurs être lynché par la foule.

---

### L'ALLÈGEANCE DU RÉGIME ÉGYPTIEN À L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

---

C'est dans cette situation qu'Anouar el-Sadate arrive au pouvoir. Il entend confier directement à Washington le soin de garantir la « paix » au Moyen-Orient. Après avoir liquidé une fraction importante du personnel dirigeant de l'appareil d'Etat de Nasser, la plus liée à la bureaucratie du Kremlin, il reçoit William Rogers, dès le



mois de mai 1971, puis plusieurs représentants de la Maison-Blanche. Il leur soumet des propositions en s'engageant à signer un traité de paix avec l'État d'Israël, et, malgré le refus des dirigeants israéliens, il ne ménage pas ses efforts pour pousser sa politique d'ouverture à l'égard de l'impérialisme américain.

Confronté à une mobilisation ouvrière et estudiantine puissante, qui va durer un an (mai 1971-mai 1972), Sadate décide de préparer la guerre en accord avec le président syrien, Hafez el-Assad, le roi Fayçal d'Arabie et le président algérien, Boumédiène. La bureaucratie du Kremlin accepta d'apporter son aide technologique et tactique, à condition d'écarter tout risque de dérapage vers un affrontement américano-soviétique.

Le 6 octobre 1973, les armées égyptiennes franchissaient le canal de Suez et, en six jours, prenaient position sur sa rive est. Mais Sadate, qui ne cherchait qu'à amener les Etats-Unis à engager une négociation, se préparait déjà à arrêter les combats. Du 11 au 22 octobre, l'armée israélienne reprenait l'initiative dans le Sinaï, après l'avoir reprise dans le Golan. Le 16 octobre, Sadate prenait seul la décision de s'adresser au président Nixon et proposait un « plan de paix ». Ce même jour, Kossyguine, le représentant de la bureaucratie du Kremlin, était au Caire pour le soutenir. Le 20 octobre, le secrétaire d'Etat américain, Kissinger, et Brejnev mettaient au point, à Moscou, un plan d'arrêt des combats, un cessez-le-feu, suivi d'une négociation. Sans consulter les dirigeants syriens et irakiens, Anouar el-Sadate acceptait le cessez-le feu, tandis que l'armée israélienne continuait d'avancer.

Pour le président Sadate, l'objectif de la guerre d'octobre 1973, préparée de longue date avec les Etats-Unis, visait à obtenir la reconnaissance de la capacité de la bourgeoisie égyptienne de prendre sa part dans le maintien de l'ordre impérialiste dans la région, à accélérer le rythme des négociations avec les dirigeants israéliens et à ouvrir l'économie égyptienne au marché mondial. L'ouverture, qui prendra le nom d'*Infitah*, sera accentuée par son successeur, Hosni Moubarak, pendant plus de trois décennies, et le conduira à sa chute.

---

## L'INFITAH (OUVERTURE) ET LA RÉVOLTE DES MASSES

---

Au lendemain de la guerre d'octobre, Sadate assouplit le régime des changes, allège les tarifs douaniers, crée des zones franches et, à partir de 1975, octroie des facilités fiscales aux investisseurs privés, qui peuvent entrer dans le capital d'entreprises publiques et réexporter les bénéfiques. Les nouvelles entreprises échappent au droit du travail. L'agriculture se détourne de la production de denrées de première nécessité (blé, riz) au profit de cultures spéculatives. La dépendance alimentaire du pays s'accroît, au point que, aujourd'hui, l'Égypte est devenue le premier importateur mondial de farine et de blé. La corruption commence à faire des ravages.

Quelques jours après le cessez-le-feu, des travailleurs incendient deux tramways au Caire. La guerre a coûté quatorze milliards de dollars et plus rien ne fonctionne : ni les transports, ni le téléphone, ni les égouts. En janvier 1975, des émeutes contre la cherté de la vie éclatent dans la cité industrielle d'Hélouan, au sud de la capitale. Trois mois plus tard, ce sont les travailleurs du textile de Mahalla al-Kobra qui se soulèvent. L'armée tire sur les ouvriers.

En 1977, sous la pression du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, Sadate décide de supprimer ou de réduire les subventions sur les produits de première nécessité : thé, pain, riz, sucre, cigarettes, bouteilles de gaz.

Le 18 janvier 1977, « les émeutes du pain » éclatent. Les foules en colère descendent dans la rue, à Alexandrie, puis au Caire, aux cris de « *A bas le khédive !* ». Les manifestants lancent : « *Ya batal al-oubour, fein al-foutour ?* » (« Héros de la traversée, où est le petit-déjeuner ? ») Le mouvement gagne la Haute-Égypte. A Assouan, les manifestants marchent sur la résidence du président et affrontent la garde présidentielle. Sadate a juste le temps de fuir en hélicoptère. Au Caire, les manifestants attaquent les symboles du pouvoir : commissariats de police, permanences du parti gouvernemental, résidences de dignitaires du régime. La police est débordée, Sadate fait appel à l'armée, qui quadrille la capitale. Un couvre-feu est instauré, avec l'ordre de tirer sur les « agita-

teurs ». Bilan : 79 morts et plus de 800 blessés. Après deux jours de soulèvement, les augmentations de prix sont annulées, mais le pouvoir procède à de nombreuses arrestations de militants et de journalistes, et fait voter une loi contre les grèves et les manifestations.

Aujourd'hui, après plus de trois décennies, le spectre des émeutes de la faim hante les généraux qui ont pris le pouvoir après la chute de Moubarak, seuls d'abord, puis en cohabitation avec les Frères musulmans, et aujourd'hui associés aux forces politiques de droite et de gauche, après avoir déposé le président islamiste, Morsi. Ils hésitent tous à diminuer les subventions, comme le leur demande le FMI.

C'est dans ce contexte intérieur explosif que Sadate se rendra à Jérusalem, le 19 novembre 1977, signera les accords de Camp David, l'année suivante, puis le traité de paix, six mois plus tard. Il est assassiné le 6 octobre 1981. Moubarak lui succède.

---

## «LE PEUPLE EXIGE L'ABROGATION DE CAMP DAVID»

---

Le régime de Moubarak était considéré comme le plus sûr garant de l'ordre mondial au Moyen-Orient, notamment en décembre 2008 et janvier 2009, lorsque les forces armées israéliennes lançaient un tapis de bombes sur Gaza, au cours de l'opération baptisée « Plomb durci ». Moubarak a purement et simplement fermé les frontières entre Gaza et l'Égypte, empêchant la population de fuir le massacre. Moubarak est tombé, mais son régime demeure et l'ordre mondial est profondément déstabilisé.

Dans son immense majorité, le peuple égyptien est farouchement opposé aux accords de paix, et le ressentiment populaire à l'encontre de l'Etat sioniste est tel que la moindre étincelle peut tout faire éclater. C'est l'indépendance et la souveraineté nationale de son pays qui sont en cause.

L'impérialisme américain, le gouvernement israélien, la bourgeoisie et les généraux égyptiens, pour qui le respect du traité de 1979 est une nécessité absolue, ont une peur panique de ce rejet. Une dépêche de l'agence de presse Reuters (10 octobre 2013) l'exprime clairement :

*« Les dirigeants israéliens ont du mal à cacher leur inquiétude face à la décision des Etats-Unis de suspendre leur aide au Caire, craignant qu'une telle évolution ne porte atteinte à l'influence de Washington dans la région et ne mette en cause leur propre traité de paix avec l'Égypte. »*

Et la dépêche rapporte les propos d'un officiel israélien de haut rang :

*« Notre souci est que, si l'aide disparaît, le peuple égyptien fasse pression sur son gouvernement pour qu'il rejette le traité. »*

La pression du peuple égyptien est bien là.

Le vendredi 15 mai 2011, lors du premier anniversaire de la *Nakba* (la « catastrophe », correspondant à la création de l'Etat d'Israël) qui a suivi la chute de Moubarak, des dizaines de milliers de manifestants ont scandé, place Tahrir, des slogans soutenant la lutte du peuple palestinien. Le soir, des milliers d'entre eux se sont rassemblés devant l'ambassade de l'Etat d'Israël, réclamant

*« la fermeture de l'ambassade et l'expulsion de l'ambassadeur, la fin de l'occupation des territoires palestiniens, le droit au retour des réfugiés palestiniens et la libération des détenus ».*

En août 2011, après l'attaque de l'armée israélienne qui a tué cinq officiers égyptiens à la frontière avec l'Égypte, des milliers de travailleurs ont manifesté jour et nuit devant l'ambassade israélienne, criant :

*« Le peuple exige l'abrogation de Camp David ! »* et *« Maréchal Tantaoui, expulse l'ambassadeur ou dégage ! ».*

Mais le régime fait tout pour maintenir son engagement de respecter le traité honni. En septembre 2011, pour rassurer le Congrès américain, qui manifestait l'intention de conditionner l'aide des Etats-Unis à l'armée égyptienne, le ministre égyptien des Affaires étrangères déclarait à l'agence américaine Associated Press :

*« Les relations entre l'Égypte et Israël sont régies par les accords de paix négociés sous l'égide des Etats-Unis, et le Caire honore tous ses engagements conventionnels aussi longtemps que l'autre partie en fait de même, dans la lettre et l'esprit. L'Égypte respectera toujours ses obligations conventionnelles, y compris l'accord de paix avec Israël (...) cela signifie qu'il n'y a aucune chance que le traité de paix soit abrogé ou modifié. »*

---

## PALESTINE : L'ACCORD D'OSLO GARANTIT LA SUPRÉMATIE DE LA PUISSANCE OCCUPANTE

---

Le 13 septembre 1993, à Washington, le Premier ministre travailliste israélien, Itzhak Rabin, et le dirigeant de l'OLP, Yasser Arafat, ratifiaient l'accord d'Oslo, aux côtés du président américain, Bill Clinton. Un accord qui allait donner naissance à l'Autorité palestinienne et à l'ère du « processus de paix ». Dans une lettre du 9 septembre 1993 adressée à Rabin, Yasser Arafat reconnaît le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. Puis il appelle les Palestiniens des territoires de 1967 (Cisjordanie et Gaza) à rejeter « la violence et le terrorisme » (il appelle de fait à la fin de la première Intifada, qualifiée de « révolte des pierres », qui dure depuis six ans et que l'armée d'occupation ne parvient pas à écraser). Itzhak Rabin lui répond sèchement que, vu

*« ces engagements, le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien et d'engager des négociations dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient ».*

Le système mis en place par l'accord d'Oslo est celui d'une multiplication des colonies israéliennes et, par voie de conséquence, d'une concentration, d'un confinement des Palestiniens dans des territoires de plus en plus étroits. L'oppression, les humiliations quotidiennes et les provocations de l'armée d'occupation, le non-respect des clauses pourtant limitées de l'accord, notamment celle permettant le déplacement des Palestiniens, conduiront au déclenchement de la seconde Intifada, en octobre 2000. Après la seconde guerre du Golfe, en 2003, la réalisation d'un « plan de paix » en Palestine devient l'un des principaux objectifs de l'instauration d'un « Grand Moyen-Orient ». L'Autorité palestinienne renforce alors le rôle principal que lui avaient, dans les faits, assigné les accords d'Oslo : maintenir l'ordre dans les territoires occupés militairement par l'armée israélienne, pour le compte de celle-ci. Ainsi, en 2004, l'Autorité palestinienne consacre 26 % de son budget aux forces de sécurité, pour moins de 1 % à l'agriculture et 0,1 % à la culture.

Les sources concordantes d'Amnesty International, de diverses agences de l'ONU et d'associations pacifistes israéliennes, indiquent que, en vingt ans, plus de 7 000 Palestiniens ont été tués par les forces d'occupation ; 12 000 maisons palestiniennes ont été détruites ; plus de 250 000 Israéliens se sont installés dans des implantations en croissance régulière, et 700 kilomètres du mur de séparation ont été construits.

---

## LA "PAIX D'OSLO" : UN FOYER DE GUERRES

---

Dans un article publié par le quotidien *al-Ahram*, le 9 février 2006, l'universitaire Joseph Massad écrit :

*« L'histoire du mouvement national palestinien ne peut être racontée qu'au travers des voies et des moyens avec lesquels les différents gouvernements arabes ou non arabes ont tenté de le contrôler (...). Comme le financement venant du pétrole s'est tari après la guerre du Golfe de 1990-1991, l'OLP a eu besoin de nouveaux financiers. Les Etats-Unis et leurs alliés ont fait leur entrée, et leurs conditions incluaient non seulement la capitulation d'Oslo mais également que la nouvelle Autorité palestinienne contrôlée par le Fatah serait bien armée et que ses armes auraient une nouvelle cible : les Palestiniens eux-mêmes. L'Autorité palestinienne a consenti et a continué à recevoir son financement jusqu'à la seconde Intifada (...). Un retour au financement régulier s'est poursuivi après la mort d'Arafat, à la condition que Mahmoud Abbas apporte "du sérieux" au fait de tourner les armes palestiniennes contre les Palestiniens eux-mêmes, ce que lui et les voyous des appareils sécuritaires ont fait. Cependant, ils n'ont pas été aussi efficaces que l'avaient souhaité les Etats-Unis et Israël. »*

Vingt ans après l'accord d'Oslo, c'est dans un contexte régional où les puissances impérialistes sont incapables de savoir ce qui se passera dans un mois, que le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a ouvert, en juillet 2013, de nouveaux « pourparlers

*préalables à une reprise des négociations* » entre Israéliens et Palestiniens, pour déboucher très vite, selon lui, sur la constitution d'un prétendu « Etat palestinien ». Par « Palestiniens », il faut entendre, dans la bouche d'un Kerry, la population contrôlée par l'Autorité palestinienne, elle-même contrôlée par les Etats-Unis, l'Union européenne, l'armée israélienne d'occupation et les pays arabes donateurs. Au terme de cette « négociation », l'Etat israélien conserverait 85 % de ses implantations en Cisjordanie.

A l'exception de la direction de l'OLP, qui se confond désormais avec la direction de l'Autorité palestinienne, un très large accord se dessine dans les organisations palestiniennes pour rejeter ce « nouveau » plan, le qualifiant de « désastre » ou encore de « suicide politique ».

C'est dans ce contexte que le président français, Hollande, second couteau de l'impérialisme américain, s'est rendu dans l'Etat d'Israël et en Cisjordanie, en novembre 2013, où il a demandé aux Palestiniens, déjà maintenus face contre terre, de « faire des efforts » et a réitéré la position de l'impérialisme des « deux Etats pour deux peuples ».

Avec l'accord d'Oslo, comme avec tous les accords qui l'ont précédé, les grandes puissances ont cherché à réaffirmer la partition de la Palestine, parce que celle-ci, fondée sur le rejet raciste de l'égalité des droits, demeure un élément clé de l'ordre mondial.

Il n'y a pas d'incompatibilité « ethnique ». La seule solution démocratique et sociale à même de réaliser la paix dans la région est indissociable du combat du peuple palestinien pour la reconnaissance et le rétablissement de ses droits, à commencer par la reconstruction des villages détruits et le droit au retour des réfugiés et de leurs familles. Comment évoquer une perspective de paix dans la région sans œuvrer pour l'établissement des droits égaux entre le peuple palestinien et les populations juives qui vivent entre la Méditerranée et le fleuve Jourdain ?

---

## L'« ETAT PALESTINIEN » CONTRE LES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN

---

Le passage de John Kerry dans l'Etat israélien a été accompagné d'articles

indiquant, comme dans le quotidien français *Le Monde* :

*« Malgré la venue de M. Kerry, les négociations de paix israélo-palestiniennes piétinent. »*

Comme si Kerry voulait autre chose que l'établissement d'un bantoustan palestinien, que l'on pourra toujours appeler « Etat ». Selon des fuites israéliennes, John Kerry devrait proposer, au terme de ces nouvelles négociations, un accord économique pour assurer des investissements dans les territoires palestiniens, c'est-à-dire les transformer en zones économiques spéciales.

Avec le voyage régional de Kerry, ce n'est pas la définition d'un règlement positif pour le peuple palestinien qui est en jeu, mais bien la poursuite de son enfermement et de son contrôle. Pour cela, John Kerry cherche à définir avec l'occupant israélien et l'Egypte, qui contrôle une partie de la bande de Gaza, les formes les moins violentes pour que les dirigeants de l'Autorité palestinienne puissent s'associer au processus, sans perdre encore le peu de crédit qu'il leur reste parmi la population palestinienne. C'est essentiellement sur ce point que se situent les désaccords avec les dirigeants israéliens, qui continuent de rêver à une Palestine sans Palestiniens.

Mais ce qui inquiète le gouvernement de Washington par-dessus tout, c'est la situation en Egypte, principal garant de l'ordre régional depuis les accords de camp David de 1978. Le mouvement révolutionnaire du peuple égyptien, bien que dans une phase d'expectative, effraie le gouvernement américain, comme l'Etat d'Israël. Le régime militaire égyptien, qui vient de mener une opération pour détruire les tunnels qui relient la bande de Gaza à l'Egypte, participe à égalité avec l'Etat hébreu à l'enfermement du peuple palestinien dans la bande de Gaza et partage avec l'Arabie Saoudite le contrôle des dirigeants de l'Autorité palestinienne. La mise en œuvre du « processus de paix », de la *Pax americana*, c'est-à-dire de l'enfermement des revendications démocratiques palestiniennes, implique la participation active des Egyptiens, aux côtés des Israéliens, pour maintenir l'étau. Le processus d'Oslo n'est pas un échec : il apparaît dorénavant pour ce qu'il a toujours été, et, coûte que coûte, l'objectif de ces « négociations » est de le préserver.

**Samir Hassan et François Lazar**

# Marx, démocratie, révolution

Par François Forgue

**Le numéro 77 (mars 2013) de *La Vérité* publiait une biographie commentée de Marx rédigée par Henry Halphen, sous le titre : « Lire Marx aujourd'hui. » Dans le numéro 79, on trouve un article de Daniel Gluckstein : « Marx et les forces productives, pourquoi cet acharnement à travestir ses positions ? »**

**Le présent article s'intègre dans la même démarche, aider à faire « lire Marx aujourd'hui ».**

Evoquer à ce propos le thème « Marx et la démocratie » présente une difficulté : s'il est en effet une question qui revient sans cesse sous la plume de Marx, de ses premiers écrits, antérieurs à la rédaction du *Manifeste du Parti communiste* et aux révolutions de 1848, jusqu'à ses tout derniers articles (Marx s'éteint en 1883), c'est bien celle de la démocratie. Ajoutons que cette élaboration, comme on le sait, est faite en étroite coopération avec Engels, qui la prolonge notamment en ce qui concerne l'action des organisations ouvrières, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle...

La place de la démocratie dans l'œuvre et l'action de Karl Marx tient avant tout au fait qu'il est un militant révolutionnaire.

Dans la réalité, dans l'évolution historique, démocratie et révolution sont indissociables.

Cet article se concentre sur la manière dont le problème de la démocratie est posé par Marx dans ce qu'on a appelé les « temps modernes », ceux de l'émergence du capitalisme et du déferlement des grandes révolutions politiques et sociales du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, révolutions bourgeoises (puisque leur résultat est d'amener la bourgeoisie au pouvoir) et démocratiques (car pour détruire le pouvoir monarchique et féodal, il faut mobiliser les masses populaires des villes et des campagnes).

Ce rappel — forcément partiel et schématique — de l'œuvre de Marx à ce sujet éclaire les tâches du combat à notre époque contre le système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

La *Lettre de la Vérité*, n° 734 (18 octobre 2013) publiait une déclaration de la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédigée au lendemain des élections générales de septembre. On y soulignait que c'était le combat de la classe ouvrière allemande qui avait abouti en 1989 au rétablissement de

*« l'unité politique de l'Allemagne et l'unité de sa classe ouvrière, mais que le peuple et les travailleurs d'Allemagne avaient été privés d'une véritable issue sociale et démocratique. Une telle issue, basée sur le respect du droit inaliénable du peuple allemand de décider de la forme politique et sociale de la société, lui a été déniée. »*

On trouve là une formulation concrète, en relation avec l'actualité la plus brûlante, de la définition la plus générale de la démocratie : « La souveraineté doit appartenir au peuple. »

« La souveraineté doit appartenir au peuple, ce qui est la définition même de la démocratie », comme l'expliquait le camarade Gérard Bloch dans sa contribution aux journées d'études des 8 et 9 juin

1985, « *La V<sup>e</sup> République et la démocratie* », auxquelles il sera souvent fait référence dans cet article (1).

---

## DÉMOCRATIE ET DÉFENSE DE LA PROPRIÉTÉ

---

Comme souvent, c'est dans les commencements que se posent de manière claire — même si ce n'est pas encore de façon pleinement développée — les questions dont précisément le développement constituera le contenu de toute une période historique.

C'est ainsi que la révolution anglaise de 1640-1648 — qui prend corps alors que le développement économique de l'Angleterre se situe à un niveau bien inférieur à celui atteint par la France à la veille de 1789, un siècle et demi plus tard — inaugure l'ère des révolutions bourgeoises et jette une lumière vive sur ce qu'en seront les développements ultérieurs et les contradictions.

C'est une révolution bourgeoise : elle vise à la destruction des institutions monarchiques et féodales existantes pour établir un système de pouvoir politique conforme aux besoins de la bourgeoisie montante.

Par des moyens révolutionnaires (exécution de Charles I<sup>er</sup>), elle y parvient temporairement (2). Elle a incontestablement une dimension démocratique, puisqu'elle entraîne toutes les classes et couches sociales opposées au système existant.

Comme l'écrivent Marx et Engels dans une série d'articles publiés par la *Neue Rheinische Zeitung* (2 décembre 1848) :

« Dans les deux révolutions, anglaise de 1648 et française de 1789, la bourgeoisie était la classe qui se trouvait réellement à la tête du mouvement. »

Engels, dans sa préface à l'édition en anglais de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, souligne qu'en Angleterre,

« pour que ces conquêtes de la bourgeoisie qui étaient mûres et prêtes à être moissonnées puissent être assurées, il fallait que la révolution dépassât de

beaucoup ce but. Exactement comme en France en 1793 et en Allemagne en 1848, il semble que ce soit là une des lois de l'évolution de la société bourgeoise. »

Pour imposer sa victoire, la bourgeoisie dut — et comme le remarque Engels, cela se répétera dans d'autres cas — mettre en mouvement, sous la bannière de la démocratie, des forces sociales qui menacèrent la domination de la bourgeoisie dès qu'elle fut au pouvoir. En Angleterre alors, cela se manifestera dans la constitution du parti politique de la petite bourgeoisie révolutionnaire — ancêtre des jacobins — les *Levellers* (niveleurs) se réclamant d'un communisme agraire primitif et d'un parti des paysans sans terres (the *Diggers*) exprimant les aspirations démocratiques d'un peuple opprimé.

Tout se concentra à un moment sur la question du droit de vote — suffrage censitaire ou suffrage universel ? —, c'est-à-dire qui est citoyen, qui exerce la démocratie ?

Dans l'armée révolutionnaire (new model army) de Cromwell — dont Trotsky a expliqué qu'elle contenait des enseignements utiles pour la formation de l'Armée rouge — avaient lieu des débats où, en dehors du service, régnaient des rapports d'égalité entre officiers et soldats.

Le représentant des « niveleurs » réclamait le suffrage universel, disant que « même l'homme le plus pauvre d'Angleterre avait droit à la vie », et donc à décider dans le domaine politique.

(1) Les journées d'études sur la V<sup>e</sup> République et la démocratie se sont tenues à Paris les 8 et 9 juin 1985. Y ont notamment pris part Pierre Lambert, Roger Sandri, Gérard Bloch et Alexandre Hébert.

Elles ont été introduites par un rapport de Jean-Christophe Cambadélis intitulé « *Les institutions de la V<sup>e</sup> République sont-elles compatibles avec la démocratie ?* ». La trajectoire politique suivie depuis par Cambadélis suffit pour affirmer que si les institutions de la V<sup>e</sup> République sont profondément incompatibles avec la démocratie, elles sont en revanche complètement compatibles avec la carrière de Cambadélis (devenu dirigeant du Parti socialiste). Le texte complet des travaux de cette conférence a été publié dans une brochure, disponible pour consultation au Cermtri.

(2) La monarchie fut restaurée et, à la suite des nouveaux bouleversements que l'histoire officielle britannique désigne comme la « glorieuse révolution », en 1689 fut établie la monarchie constitutionnelle, qui est la forme sous laquelle la bourgeoisie réalisa ses objectifs.

Les porte-parole de la grande bourgeoisie commerçante s'opposèrent violemment à un tel point de vue. Pourquoi ? Parce que, comme disait l'un d'eux, « *si la liberté s'étend à tous les domaines, elle mettra en cause la propriété* ». La majorité de ceux qui combattaient dans les rangs de l'armée révolutionnaire étaient, pour reprendre une expression de l'époque, « *des hommes sans propriété* ». S'ils disposaient du droit de disposer des affaires du pays par leur vote, leur première décision pourrait être d'abolir la propriété privée.

C'est ainsi qu'aux tout débuts de la révolution bourgeoise, la contradiction entre la démocratie (la souveraineté du peuple) et les fondements de la domination de classe de la bourgeoisie (la propriété privée des moyens de production), s'affirma nettement. On la retrouve à chaque phase de la lutte des classes entre bourgeoisie et prolétariat, et c'est cette contradiction qui est centrale dans l'analyse que Marx fait de la question de la démocratie.

---

## LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

---

La Révolution française mit fin à l'existence de la plus puissante monarchie absolue d'Europe, disloqua toutes les institutions féodales, mit fin à jamais au rôle décisif de l'Eglise et, comme le dit Marx, « *libéra les paysans* ». Il ajoute :

« *Avec les paysans, elle conquiert l'Europe* » (*Neue Rheinische Zeitung*, décembre 1948).

Cette révolution, dans son mouvement ascendant, imposa — même si ce n'est que brièvement — le suffrage universel et en combinaison avec la révolution à Haïti et dans toutes les Antilles, abolit l'esclavage sur tous les territoires où la République française avait autorité.

L'extension de la démocratie, c'est-à-dire du droit du peuple à décider de ses propres affaires, fut donc la conséquence d'un développement révolutionnaire sans précédent. L'appréciation à sa juste mesure de ce que fut la Révolution française, l'admiration de Marx et d'Engels devant l'action révolutionnaire des masses et devant l'œuvre des grands dirigeants de la

Révolution française, n'entament pas leur lucidité. La profonde vague révolutionnaire achève d'instituer la bourgeoisie comme classe dominante.

Marx et Engels écrivent, dans les articles de la *Neue Rheinische Zeitung* déjà cités :

« *Même là où elles (les autres classes ou couches antiféodales) s'opposaient à la bourgeoisie, comme par exemple de 1793 à 1794 en France, elles ne luttèrent que pour faire triompher les intérêts de la bourgeoisie, quand bien même ce n'était pas à sa manière.* »

Certes, ce que Marx et Engels désignent là comme « la manière » n'est pas sans importance, bien au contraire. Toute une série d'événements ultérieurs, de formes prises par la vie politique en France, et donc des conditions concrètes de l'affrontement des classes, serait incompréhensible si on ne se référait pas à « la manière » dont s'est réalisée la Révolution française :

« *Toute la Terreur en France ne fut rien d'autre qu'une méthode plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie — l'absolutisme, le féodalisme et l'esprit petit-bourgeois* » (Karl Marx, *La Sainte Famille*).

Dans la Révolution française, la classe ouvrière — qui, comme classe, ne peut encore jouer un rôle autonome — est naturellement bien plus développée que lors de la révolution anglaise.

Elle peut faire valoir ses intérêts, chercher à défendre son salaire, etc., en même temps qu'elle fournit les contingents les plus déterminés du mouvement révolutionnaire démocratique et antiféodal.

C'est pourquoi, comme l'écrit Marx dans *Le Capital* :

« *Dès le début de la tempête révolutionnaire, la bourgeoisie française osa reprendre aux ouvriers le droit d'association que ceux-ci venaient à peine de conquérir.* »

Marx fait ici référence à la loi Le Chapelier (décret du 14 juin 1791) qui interdisait les « coalitions », c'est-à-dire le droit des salariés à s'organiser pour défendre leurs revendications. Marx ajoute :

« *Cette loi qui joue de l'Etat et de la police, pour obliger la concurrence entre le capital et le travail à entrer dans des*

*bornes qui conviennent au capital, survivra aux révolutions et aux changements de dynastie. »*

Toujours au sujet de cette loi Le Chapelier, Marx, dans une lettre à Engels en date du 30 janvier 1865, soulignait :

*« Il est très caractéristique de Robespierre qu'à une époque où c'était un crime passible de la guillotine que d'être "constitutionnel" dans l'esprit de l'Assemblée de 1789, toutes les lois anti-ouvrières que celle-ci avait votées aient été maintenues. »*

Même dans ses manifestations les plus révolutionnaires, même quand elle dépassait formellement les limites conformes aux besoins de la bourgeoisie, la Révolution française restait une révolution bourgeoise. L'Etat qui en était issu défendait la propriété privée des moyens de production.

---

## UN AUTRE CONTENU

---

Ce serait une erreur que d'identifier des expressions de la Révolution française commencée en 1789 avec des formes d'organisation de la révolution ouvrière commencée lors de la Commune de Paris. C'est-à-dire de voir, en quelque sorte, dans la Commune de 1871, la continuation de la Commune de 1792, parce que les termes employés sont les mêmes. C'est d'ailleurs contre cette conception que notre camarade Pierre Lambert polémique dans l'une de ses interventions lors du débat sur « *La V<sup>e</sup> République et la démocratie* » tenu à Paris les 8 et 9 juin 1985. Pierre Lambert explique :

*« La Révolution française n'a pas été une révolution prolétarienne avortée (...), contrairement à ce qu'a essayé d'expliquer Daniel Guérin dans Bourgeois et Bras Nus ; il n'y a pas non plus transcendance de la démocratie. Il y a quelque chose d'autre, en fait un développement continu, et cela rappelle le Front populaire, mais avant, ce que disait Dimitrov en 1935 au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, c'est là toute une manière de poser le problème de la démocratie qui a abouti, en particulier en Espagne, au soutien de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne de 1936. »*

*Cette question est à mon avis une question fort importante, et on ne saurait déduire du fait qu'il y a eu la Commune de 1793 et la Commune de Paris qu'il y a identité entre la Commune de l'An II et la Commune de 1871. Même si les révolutionnaires communards estimaient devoir "chausser" les chaussons des révolutionnaires de 1793, l'analogie, sous cet angle, est toujours historiquement limitée. Il y a "Commune" et "Commune", et il faut toujours chercher le contenu de classe des phénomènes.*

*C'est que la Commune de Paris, même si elle reprend apparemment les formes de la Commune de 1793, n'est absolument pas de même nature et de même contenu.*

*La démocratie, l'utilisation de toutes les formes de la démocratie, pour un autre contenu ; le suffrage universel, pour un autre contenu : le contenu ouvrier, le contenu prolétarien. »*

Dans cette mise en garde, Pierre Lambert rejoint — certes dans un tout autre contexte — la remarque que faisait Karl Marx en 1857 (*Fondement de la critique de l'économie politique*) sur

*« la puérilité des socialistes (notamment des socialistes français) qui veulent prouver que le socialisme est la réalisation des idées de la société bourgeoise exprimée par la révolution française ».*

La clarté sur ce point n'est pas contradictoire, au contraire, avec l'utilisation de toutes les formes et de tous les aspects démocratiques pour défendre les intérêts du prolétariat mais souligne que — pour se référer à la période dans laquelle Lambert argumente et qui reste fondamentalement la nôtre — la lutte pour la liquidation des institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République n'est en rien un appel à un retour, comme à un moindre mal disparu, à la IV<sup>e</sup> République ou même à la III<sup>e</sup> République.

---

## DÉMOCRATIE ET LUTTE DE CLASSE

---

Les conceptions forgées par Marx sur la démocratie et l'Etat — indissociables, puisque la démocratie politique est une forme de domination, un type d'Etat — ne sont pas le résultat d'une construction intellectuelle séparée de l'action, la projection



d'un idéal. Elles sont élaborées dans la lutte, comme conséquence de celle-ci, comme expression de la réalité façonnée, à chaque étape, par la lutte des classes. Répétons-le, la démocratie n'est pas une nébuleuse souhaitable parce qu'elle permettrait l'harmonisation, la résolution des conflits au bénéfice de tous — ce qui est la manière dont la classe dominante présente son système et qui sera reprise par différents courants politiques petits-bourgeois, puis par les appareils bureaucratiques subordonnés à la défense de l'ordre bourgeois.

On peut dire que, si c'est à partir de l'étude des grandes révolutions bourgeoises, et tout particulièrement de la Révolution française, que Marx et Engels commencent à définir leur conception, c'est au travers des révolutions de 1848, donc de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat (lutte dont ils sont à la fois des observateurs perspicaces et des participants actifs), qu'elle se précise et se cristallise en une politique révolutionnaire et un programme (le *Manifeste communiste*).

C'est dès le premier exil imposé à Marx et à Engels que se constituent les embryons d'un parti révolutionnaire international, lié à la réalité du combat ouvrier.

D'un côté s'établissent les premiers liens avec les exilés révolutionnaires allemands en France et en Belgique (« la Ligue des Justes »), et de l'autre, avec le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, donc avec les chartistes, ce premier parti ouvrier dont Trotsky écrivait :

« *L'époque du chartisme est impérisable, parce qu'elle nous donne, au long de dizaines d'années, une sorte de raccourci schématique de toute l'échelle de la lutte prolétarienne, à partir des pétitions au Parlement jusqu'à l'insurrection armée* » (Léon Trotsky, *Où va l'Angleterre ?*).

Constitué autour d'une « charte » en 1836 (d'où son nom), le mouvement appelait au suffrage universel, au vote secret, à l'égalité des circonscriptions, à des élections annuelles. Programme démocratique que nulle part la bourgeoisie n'a pu — ou voulu — réaliser. Puissant levier de la mobilisation des masses, « *le mouvement révolutionnaire du chartisme amena en 1844-1847 à la journée de travail de dix*

*heures* ». La première forme d'organisation politique du prolétariat britannique lui fut indispensable pour assurer par la loi (c'est-à-dire pour imposer à la classe dominante) la limitation de la journée de travail.

Prolongeant les enseignements du combat des chartistes des années plus tard, Marx soulignait à l'attention des socialistes allemands :

« *Les points de départ du programme de tous les mouvements ouvriers sérieux doivent être les suivants : l'agitation pour la liberté politique totale, la réglementation de la journée de travail* » (*Sozial Demokrat*, 28 août 1860).

A son apogée, le mouvement chartiste se lia à divers regroupements internationaux. C'est dans ce contexte que Friedrich Engels collaborera avec les chartistes et qu'eurent lieu, en septembre 1845, pour célébrer l'anniversaire de la proclamation de la République française en 1792, une manifestation et un meeting international à Manchester.

C'est à cette occasion qu'Engels, dans une correspondance destinée à un journal allemand, proclamait : « *La démocratie aujourd'hui, c'est le communisme* », saisissant raccourci affirmé à l'aube du mouvement ouvrier révolutionnaire, et qui trouve toute sa portée à l'ère du déclin et de la décomposition du système capitaliste : on ne peut défendre les libertés, les droits démocratiques, sans s'attaquer au système social et politique dont la survie exige qu'ils soient partout piétinés. En même temps, il faut se garder de conférer à cette formule une valeur absolue.

---

## “LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE”

---

Le communisme, ce n'est pas la démocratie réalisée. Une société communiste est une société sans Etat, où la « démocratie politique » comme forme d'Etat a disparu avec celui-ci.

Ce qu'Engels affirme, c'est qu'un combat effectif pour les libertés, pour la démocratie, implique le combat pour le socialisme contre le système d'exploita-

tion fondé sur la propriété privée des moyens de production ; que la « *souveraineté du peuple* », le grand objectif politique qui était le ressort de toutes les mobilisations révolutionnaires, populaires et démocratiques des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, ne pouvait être atteint sans renverser ce système. C'est ce qu'écrivit Engels dans l'article déjà cité :

« *La démocratie est devenue principe prolétarien, principe des masses ; cette signification de la démocratie, la seule correcte, peut bien être plus ou moins confuse pour les masses, mais tous sentent plus ou moins obscurément que la démocratie implique l'égalité sociale des droits.* »

C'est ce qui, en un sens fondamental, sera inscrit dans le *Manifeste du Parti communiste* :

« *La première étape est, dans la révolution ouvrière et la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.* »

On trouve là la racine de ce qui sera la théorie de la « révolution permanente ».

Certes, la théorie de la « révolution permanente » sous sa forme développée, comme expression de la dynamique de l'action révolutionnaire du prolétariat à l'échelle internationale aujourd'hui, a bien sûr été élaborée par Léon Trotsky en relation avec les révolutions russes de 1905 et 1917, et elle est inséparable de l'analyse de l'impérialisme.

Mais l'expression se trouve déjà dans les écrits de Marx concernant la Révolution française. Et surtout, elle est le mot d'ordre qui concentre pour Marx la perspective ouverte par la révolution de 1848. Dans la circulaire adressée aux militants de la Ligue des communistes en 1850, circulaire rédigée par Marx, il est dit :

« *Tandis que la petite bourgeoisie démocratique souhaite amener la révolution à sa conclusion le plus rapidement possible, (...) notre intérêt et notre tâche consistent à rendre la révolution permanente jusqu'à ce que toutes les classes possédantes soient plus ou moins déposées, le pouvoir gouvernemental acquis au prolétariat, et l'union des prolétaires réalisée, non seulement dans un seul pays, mais dans tous les pays importants du monde.* »

Au sens historique général, la signification mondiale de l'affrontement ouvert entre prolétariat et bourgeoisie en France en juin 1848 mettait fin une fois pour toutes à l'ère où la grande tâche historique se ramenait à la destruction de la société féodale et à l'instauration de la démocratie bourgeoise. Cela ne signifie nullement que, partout et dans tous les cas, la bourgeoisie ne puisse plus avancer de revendications que le prolétariat doit soutenir, mais cela signifie que toujours et partout, comme le dit encore la circulaire de Marx de 1850,

« *le prolétariat doit, par son action et son organisation, préserver son indépendance, y compris à l'égard des partisans de la démocratie bourgeoise* ».

Sinon, il

« *perdrait en totalité sa situation indépendante et retomberait au rang de simple annexe de la démocratie bourgeoise officielle* ».

---

## MARX ET LA DÉMOCRATIE POLITIQUE

---

On peut ici conclure que dès les révolutions de 1848, procédant de l'analyse qu'il fait du développement de l'économie capitaliste, de la lutte entre les deux classes fondamentales de la société capitaliste — bourgeoisie et prolétariat — de la fonction de l'Etat, Marx a une appréciation achevée de ce qu'est la démocratie politique.

On a parfois tendance à attribuer à Lénine, dans ses attaques contre la démocratie bourgeoise, des formules qu'il a reprises chez Marx. Il en est ainsi du « *crétinisme parlementaire* », formule employée par Marx à propos de l'assemblée de Francfort en 1848 ; il en est aussi ainsi du fameux réquisitoire selon lequel la démocratie parlementaire bourgeoise se limite à désigner tous les trois ou six ans quel représentant de la classe dirigeante foulera aux pieds la volonté du peuple.

Pour Marx, la démocratie politique n'est pas une illusion, un vernis formel recouvrant la réalité de l'exploitation. Elle résulte du profond mouvement des peuples contre les institutions monarchiques et féodales.

Polémiquant avec R. Dangerville, un traducteur de Marx qui prétendait que la conception selon laquelle « une minorité peut avoir une vision plus conforme aux intérêts révolutionnaires que la majorité » s'opposait à la démocratie, Pierre Lambert expliquait, lors des journées d'études de juin 1985 :

*« Digne représentant d'une pensée qui sclérose le marxisme en dogme sans vie, il ne lui est jamais venu à l'esprit qu'une majorité peut avoir une vision plus conforme aux intérêts du mouvement révolutionnaire que la minorité. »*

*A-t-il jamais réfléchi que dans l'histoire, la grève générale, les révolutions et bien d'autres mouvements représentent l'irruption des masses — autrement dit de la majorité — sur la scène où se joue leur propre destinée ?*

*A-t-il jamais réfléchi que dans l'histoire, un parti réellement révolutionnaire, des jacobins de la Révolution française au Parti bolchevique de Lénine et Trotsky, ont été des partis révolutionnaires précisément parce que, dans certaines conjonctures, ils exprimaient les aspirations et les besoins de la "majorité" ?*

*C'est une véritable falsification de l'enseignement de Marx et Engels que d'écrire qu'ils avaient "une conception de classe profondément antidémocratique", comme c'est faire preuve d'une totale incompréhension du marxisme que d'opposer la nécessité du parti aux intérêts de la "majorité".*

*C'est opposer des formules creuses à l'effort théorique pour dégager une pratique politique "conforme aux intérêts du mouvement révolutionnaire".*

*Autrement dit, la méthode du marxisme, qui est à la base du combat pour la construction du parti révolutionnaire, dans le cadre du combat pour l'Internationale, conduit à faire sienne la pensée de Trotsky : "Le marxisme est l'expression consciente du processus historique inconscient." Ce qui précisément signifie exiger en toutes circonstances la libre discussion, la démocratie comme méthode politique. »*

---

## LA CONTRADICTION DU SUFFRAGE UNIVERSEL

---

Qu'est-ce que la Convention de 1793 ? Le point le plus élevé atteint par la révolu-

tion bourgeoise sur le terrain de la démocratie ? Oui, mais par là même, « elle dépasse », comme l'explique Marx (voir plus haut), les conditions d'existence de la domination de la bourgeoisie.

La Convention est à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif concentrés dans une même institution. Elle a été élue au suffrage universel masculin (sans aucune limitation censitaire). Elle est l'outil d'une transformation révolutionnaire qui exige l'intervention directe des couches les plus opprimées et exploitées — qui s'organisent notamment dans la Commune de Paris, dans les assemblées municipales qui veillent, les armes à la main, à l'exécution du mandat qu'elles délèguent.

Il n'est nullement étonnant que ce soit là une exigence qui ne sera jamais répétée sous cette forme originelle.

En France même, Thermidor amène directement au rétablissement du suffrage censitaire et d'une chambre bicamérale.

Cependant, le suffrage universel reviendra sur scène en fonction des rapports de force, de la lutte des classes, et non comme produit du libre arbitre de la bourgeoisie.

Les révolutions européennes de 1848, et d'abord la Révolution en France, reposent la question.

D'emblée, la force du prolétariat impose à la bourgeoisie la reconnaissance de la République et le suffrage universel.

*« En imposant la République au gouvernement provisoire, et par ce dernier à toute la France, le prolétariat se mettait immédiatement au premier plan en tant que parti indépendant, mais du même coup, il jetait un défi à toute la France bourgeoise. Ce qu'il avait conquis, c'était le terrain en vue de la lutte pour son émancipation révolutionnaire, mais nullement cette émancipation elle-même. »*

C'est ce qui conduisit à l'affrontement sanglant de juin, que Marx définissait comme « l'événement le plus colossal de l'histoire des guerres civiles européennes » dans son ouvrage « Le 18 brumaire de Napoléon Bonaparte ».

Dans les conditions objectives existantes — le point atteint par les antago-

nismes de classe, le degré de développement des forces productives, la place et la situation de la paysannerie —, la classe ouvrière qui ne fait que commencer à s'organiser comme telle, sans véritables dirigeants, ne pouvait qu'être vaincue.

« *En faisant de son lieu funéraire le berceau de la République bourgeoise, le prolétariat força celle-ci à apparaître aussitôt sous sa forme pure, comme l'Etat dont le but avoué est de perpétuer la domination du capital, l'esclavage du travail* » (Karl Marx, *Les Luttes de classe en France*).

Mais le prolétariat, malgré sa sanglante défaite, laissait à la bourgeoisie comme instrument « de domination du capital » un régime reposant sur une Constitution dont la principale contradiction, pour Marx, résidait dans ceci :

« *Les classes dont elle doit perpétuer l'esclavage social, prolétariat, paysans, petits-bourgeois, sont mis par elle en possession du pouvoir politique par le moyen du suffrage universel. Et à la classe dont elle sanctionne l'ancienne puissance sociale, à la bourgeoisie, elle enlève les garanties politiques de cette puissance. Elle enserme sa puissance dans des conditions démocratiques qui aident à chaque instant les classes ennemies à remporter la victoire et qui mettent en question le fondement même de la société bourgeoise* » (Karl Marx, *Les Luttes de classe en France*).

Ainsi, la bourgeoisie se rendait compte que les moyens — l'appel à la démocratie — qu'elle avait dû utiliser pour débarrasser la scène politique des vestiges de l'ancien régime, devenaient un danger mortel pour sa domination.

---

## LE "COUP D'ÉTAT" CONTRE LE SUFFRAGE UNIVERSEL

---

C'est le mouvement ouvrier, dans son combat organisé contre l'exploitation, combat incluant l'action pour assurer les conditions de sa propre existence — et donc l'action pour imposer à l'Etat bourgeois sa reconnaissance légale — qui défendra le suffrage universel, qui défendra son extension à l'ensemble de la population (aux femmes). Les résultats

dans cette voie sont le résultat de l'action du mouvement ouvrier. Les lois qui, en Angleterre, élargissent le corps électoral ont à leur origine l'action révolutionnaire des chartistes, poursuivie par les Trade Unions. En Allemagne, l'élargissement du droit de vote est directement lié à la constitution du parti politique de la classe ouvrière allemande.

Pour en revenir au déroulement des événements en France, comme expression particulièrement aiguë de ces processus, la bourgeoisie est conduite à organiser ce que Marx appelle un véritable coup d'Etat contre ses propres institutions lorsqu'en mars 1850, elle rétablit le suffrage censitaire.

« *La suppression du suffrage universel, ce sera le dernier mot du parti de l'ordre de la dictature bourgeoise (...). N'est-ce pas le devoir de la bourgeoisie de régler le droit de vote de telle façon qu'il veuille le raisonnable, sa domination ? (...) En rejetant le suffrage universel dont elle était jusque-là drapée et dans lequel elle puisait sa toute-puissance, la bourgeoisie avoue sans détours : "Notre victoire s'est maintenue jusqu'ici par la volonté du peuple, il faut l'affermir maintenant contre la volonté du peuple"* » dit Marx dans *Les Luttes de classe en France*.

Ce dont la représentation politique de la bourgeoisie n'a pas alors nécessairement une claire conscience, c'est que le rejet des moyens par lesquels elle a renversé les obstacles limitant sa domination comme « socialiste » va conduire à une situation où c'est sa domination politique elle-même qui va être taxée de subversive, de « socialiste ».

« *Ce que la bourgeoisie ne comprenait pas, c'était qu'en conséquence son propre régime parlementaire, sa domination politique en général devaient fatalement, à leur tour, être condamnés comme "socialistes"* » (Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*).

En d'autres termes, ajoute Marx dans le même passage,

« *la bourgeoisie reconnaît que son propre intérêt lui commande de se soustraire au danger de gouverner elle-même (...), que pour conserver intacte sa puissance sociale, il lui faut briser sa puissance politique* ».

Dans le cas de la France, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est Louis-Napoléon Bonaparte qui sera l'instrument de cette transformation nécessaire.

Pour légitimer un pouvoir établi par un « coup de force », il organisa un plébiscite lui permettant de se réclamer de l'« approbation » du peuple. Disposant de l'armée, de la police, de tous les moyens d'expression et de l'appui de l'essentiel de la classe dominante, Napoléon Bonaparte rétablit le suffrage universel pour l'utiliser comme moyen de son plébiscite.

Les électeurs n'avaient pas le loisir de choisir entre des politiques différentes, encore moins de choisir des délégués pour les représenter. Ils étaient appelés à soutenir l'homme providentiel, le sauveur suprême.

L'installation du Second Empire établit, sous sa forme classique, un régime bonapartiste. La question des différentes formes du bonapartisme sera traitée plus loin. Mais auparavant, il nous faut revenir sur la question du suffrage universel.

En 1852, cet acquis démocratique était détourné de son objet : loin d'être utilisé comme moyen, même formel, d'affirmer la souveraineté du peuple, il était employé pour signifier l'abaissement du peuple devant la souveraineté d'un aventurier. Ce qui conduit à une première remarque : aucun des éléments de la démocratie politique (même ceux qui constituent le résultat le plus avancé, le plus démocratique de la mobilisation révolutionnaire) ne sont, en eux-mêmes, dans le contexte de la domination de la bourgeoisie, un garant du respect de la volonté du peuple.

A partir du moment où l'antagonisme majeur est celui qui oppose la bourgeoisie comme classe dominante à la classe ouvrière, c'est d'abord de l'action indépendante de celle-ci, c'est-à-dire du mouvement ouvrier, d'organisations constitutives de la classe, que dépend la fonction effective de ces institutions.

La seconde remarque, c'est que le suffrage universel et son extension, qui sont des conquêtes démocratiques réalisées par l'action de la classe ouvrière, doivent être défendus et utilisés.

Marx, avec Engels, ne cessera de le réitérer, comme Lénine, Rosa Luxemburg,

Trotsky le feront à l'époque de l'impérialisme. C'est ainsi qu'Engels revient, dans sa préface à *Les Luttres de classes en France*, au fait que

*« déjà le Manifeste du Parti communiste avait proclamé la conquête du suffrage universel, comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant ».*

Engels faisait cette référence pour appuyer sa défense de la politique des socialistes allemands. Pour Engels,

*« ce que les sociaux-démocrates allemands ont fait, c'est d'avoir transformé le droit de vote, selon les termes du programme marxiste français (programme du Parti communiste français) de moyen de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation (...). On trouve que les institutions d'Etat où s'organise la domination de la bourgeoisie fourmillent encore de possibilités d'utilisation nouvelles, qui permettent à la classe ouvrière de combattre ces mêmes institutions d'Etat. »*

Plus tard, pour couvrir sa dégénérescence, l'appareil de la social-démocratie, se situant dans le cadre de la défense de l'ordre bourgeois, chargera ses idéologues de prétendre qu'Engels, puisqu'il mettait au premier plan, à ce moment, la croissance légale du parti, exprimée dans sa constante montée électorale, se prononçait donc pour la « conquête parlementaire du pouvoir ». Or, dans ce même texte, Engels revendique hautement et clairement « le droit à la révolution... le seul droit sur lequel tous les Etats sont fondés ».

Marx, pour sa part, explique à propos de l'Angleterre en 1852, dans un article du *New York Daily Tribune* :

*« Pour la classe ouvrière anglaise, suffrage universel et pouvoir politique sont synonymes, là les prolétaires forment en effet la grande majorité de la population (...). Le suffrage général sera donc en Angleterre une conquête qui contiendrait plus d'esprit socialiste qu'aucune autre mesure qu'on a honoré de ce nom sur le continent. Cette conquête aurait pour conséquence inévitable la sympathie politique de la classe ouvrière. »*

Cette « suprématie » consignée par des moyens électoraux et donc « légalement » (du point de vue même des lois bourgeoises) signifie-t-elle que la prise du

pouvoir puisse s'effectuer par la voie parlementaire ?

Karl Marx répond à cette question quelques années plus tard, après la promulgation de nouvelles lois électorales. Le correspondant de *The World*, Richard Landor, formule ainsi la question :

*« Il me semble que la solution escomptée, quelle que soit sa nature, s'obtiendra dans notre pays sans les moyens violents de la révolution. La méthode anglaise consistant à faire de l'agitation dans les réunions et dans la presse, jusqu'à ce que la minorité se mue en majorité, est un signe qui nous remplit d'espoir. »*

Marx répond :

*« Je ne suis pas aussi optimiste que vous. La bourgeoisie anglaise s'est toujours montrée prête à accepter le jugement de la majorité, tant qu'elle possède le monopole des élections. Mais soyez sûr que nous nous verrons confrontés à une nouvelle guerre esclavagiste dès qu'elle sera en minorité en ce qui concerne les questions qu'elle juge d'importance capitale. »*

En résumé, et tout le développement historique depuis le confirmera, la démocratie politique s'arrête là où elle entre en contradiction directe avec les intérêts du capital, avec la préservation de la bourgeoisie comme classe dominante.

Si la république parlementaire apparaît comme la forme « idéale » de domination politique de la bourgeoisie, de plus en plus, avec l'ère impérialiste, le bonapartisme sera le système auquel la bourgeoisie aura recours pour assurer sa domination (sous diverses formes et à différents degrés).

Ainsi, en 2013, les institutions de l'Etat sont toujours celles de la V<sup>e</sup> République dont il faut rappeler qu'elles résultent d'un coup d'Etat militaire. On sait que ces institutions ont survécu, malgré les bouleversements, mais non pas en accentuant autour d'un « chef » leur caractère d'armature d'un Etat fort, tout au contraire, en amplifiant leur caractère bâtard et contradictoire. Montrer aujourd'hui à quel point leur décomposition révèle leur inadéquation face aux besoins de l'impérialisme français ne relève pas des limites de cet article.

---

## LE BONAPARTISME DE LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

---

Toutefois, pour préciser les caractéristiques du bonapartisme tel qu'il s'est imposé en France après 1958 dans les conditions de déclin de l'impérialisme, nous publions de larges extraits de l'une des interventions de Pierre Lambert lors des journées d'études de 1985 :

*« Je pense que les Constitutions, les institutions sont toujours l'enveloppe institutionnelle des rapports de force entre les classes au niveau de l'Etat. Les institutions sont toujours en correspondance avec la nature de classe de l'Etat. Il y a également la forme politique que prennent ces rapports de force entre les classes en relation avec la nature de classe de l'Etat, dont les Constitutions rendent plus ou moins compte.*

*Sous cet angle, il est clair que si la démocratie peut être qualifiée de bourgeoise, c'est là une forme institutionnelle différente d'un régime fasciste, qui est également bourgeois. Le régime bonapartiste est également bourgeois ; avec les militants, les fondateurs du marxisme, et pas seulement eux, nous savons que nous ne sommes pas indifférents à la forme de l'Etat, même si cet Etat est celui de la classe dominante.*

*Qu'est-ce que le bonapartisme ? Quand la classe bourgeoise était classe révolutionnaire, elle disait toujours ce qu'elle était. Jusqu'à la Révolution française, et dans la Révolution française, elle a toujours dit et cherché à dire ce qu'elle était. A partir du moment où la bourgeoisie assoit sa domination sur la société, dans cette société qui engendre la classe qui doit devenir son fossoyeur, à savoir la classe ouvrière, les régimes bourgeois ont toujours manié l'équivoque. L'expression la plus élevée de cette équivoque, c'est le bonapartisme. Signalons en passant qu'il ne faut pas oublier que Hitler a pris le pouvoir de la manière la plus légale qui soit et n'a jamais abrogé la Constitution de Weimar. Dans la Constitution "démocratique" de Weimar, il y avait toute une série d'éléments bonapartistes. Cependant, il est évident que l'Allemagne de 1919 à 1933 n'est pas l'Allemagne de 1933 à 1945.*

*Bonaparte, le premier du nom, a eu la mission de garantir contre l'Europe féodale les conquêtes bourgeoises de la Ré-*

volution. Cela en lutte contre les représentants de l'Ancien Régime, mais également pour leur permettre de s'intégrer à la classe bourgeoise. Avec Napoléon III, c'est la lutte contre la classe ouvrière qui nécessitait pour la bourgeoisie le recours à un système politique antidémocratique.

*La V<sup>e</sup> République a été qualifiée par nous de "bonapartiste". Il y a différentes formes de bonapartisme, qui sont le produit de rapports de force particuliers.*

*Il est clair que le bonapartisme de De Gaulle n'est pas celui de Napoléon III, bien que la Constitution de 1958-1962 soit calquée sur la Constitution de Louis Napoléon Bonaparte. Il est clair qu'il y a une différence entre l'Empire, au moins jusqu'à l'Empire libéral, et le régime dans lequel nous vivons depuis 1958. Il est vrai que les libertés démocratiques formelles ont été respectées depuis 1958. Néanmoins, il faut préciser ce qui distingue le bonapartisme de la démocratie. Le bonapartisme est un système où le pouvoir n'émane pas de représentants élus. Le pouvoir est entre les mains du président, du Napoléon, de l'empereur, ou du président de la République, qui gère l'Etat en s'élevant au-dessus de la représentation parlementaire.*

*Nous connaissons aujourd'hui, depuis de Gaulle, un régime d'une telle nature. Il est clair que personne ne peut parler de démocratie parlementaire ou de Parlement en France. (...)*

*Pour la défense des intérêts des travailleurs, pour que les travailleurs puissent exprimer leurs intérêts, il faut détruire ces institutions, et édifier des institutions représentatives. Bien entendu, pour moi, il s'agit d'édifier des institutions représentatives de la classe ouvrière. Et ce n'est pas par hasard que de Gaulle, en 1969, et même avant, en 1959, visait à liquider la place des organisations syndicales indépendantes. Car il y a incompatibilité entre les institutions de type bonapartiste et antidémocratique et les syndicats indépendants, ou la laïcité. C'est ce que confirment les lois Auroux et la politique antilaïque des gouvernements depuis 1981. »*

---

## UN CHAMP DE BATAILLE

---

Dans l'intervention que nous avons citée, Pierre Lambert dit qu'il faut opposer au système bonapartiste des « institutions représentatives », et il précise :

*« Pour moi, il s'agit d'édifier des institutions représentatives de la classe ouvrière. »*

Pour Marx, quel était le rapport entre « institutions représentatives » en général et « institutions représentatives de la classe ouvrière », plus précisément entre « démocratie bourgeoise » et « démocratie ouvrière » ?

Très souvent, à ce sujet, on fait comme si la question ne s'était posée qu'avec la « Commune de Paris », exprimant « la forme enfin trouvée » du gouvernement ouvrier.

En fait, la question est posée dès les années préparatoires à la révolution de 1848, clairement dans la période révolutionnaire. Le fil conducteur des œuvres de Marx que nous avons déjà citées (notamment *La Lutte des classes en France*), c'est

*« le régime démocratique à conquérir apparaît comme le moyen de la réalisation des objectifs du prolétariat, de la réalisation par conséquent de l'abolition de la propriété privée (...); la démocratie, c'est le levier transitoire à ce moment vers le communisme »*

comme le dit Gérard Bloch dans la communication « Marx et la démocratie » qu'il fait lors des journées d'études des 8 et 9 juin 1985.

Nous voudrions l'illustrer ici en référence à l'un des grands événements de la lutte des classes internationale que fut la guerre civile américaine (1861-1865).

En 1862, dans plusieurs de ses lettres à Marx, Engels, face aux revers militaires des armées de l'Union, aux attermoissements du gouvernement de Lincoln, se désespère. Marx lui répond en lui réaffirmant sa confiance dans la victoire finale de la République contre les forces esclavagistes et note (le 10 septembre 1862) :

*« Quant à la manière dont le Nord fait la guerre, on ne pouvait pas s'attendre à autre chose de la part d'une République bourgeoise. »*

Et Engels poursuit le dialogue par une lettre du 15 novembre 1862 dans laquelle il écrit :

*« Il est heureux d'un côté que la République bourgeoise se soit joliment*

*compromise en Amérique car on ne pourra plus à l'avenir prêcher ses mérites dans l'absolu mais seulement la tenir comme un moyen et une forme transitoire sur le chemin de la révolution sociale. »*

Comme Marx le disait à propos de la Deuxième République, elle constitue le champ de bataille où se livrera la bataille pour l'émancipation de la classe ouvrière, elle n'est en rien la réalisation de cette émancipation. Certains prétendent que Marx ignorait la démocratie. Nous avons reproduit plus haut la réponse de Pierre Lambert à cette flagrante déformation. Pour d'autres, il s'était rallié à une conception faisant de la démocratie parlementaire, à l'aide du suffrage universel, le moyen d'une conquête pacifique et progressive du pouvoir. Nous avons vu qu'il n'en était rien.

Pour conclure sur ce point, nous rassemblons ici quelques citations significatives de Marx et d'Engels, qui pourront inviter à le lire ou à le relire, en relation avec les événements contemporains.

C'est ainsi qu'Engels écrit dans un journal socialiste allemand en mars 1873 :

*« Désormais, la classe ouvrière ne peut plus se faire d'illusions sur ce qui est la république : la forme d'Etat où la domination de la bourgeoisie prend son expression ultime, vraiment accomplie. »*

Cependant,

*« les bourgeois eux-mêmes n'instauraient qu'avec une répugnance extrême cette forme accomplie de la domination de la bourgeoisie par la dernière grande : c'est elle qui s'impose à eux. »*

Pourquoi ?

*« Parce que la république est la forme de l'Etat où la lutte de classe se débarrasse de ses dernières entraves et où se prépare la tension de la lutte. La république moderne n'est rien d'autre que le théâtre déblayé par la dernière grande lutte de classe de l'histoire du monde ».*

*« La république se révèle telle qu'elle est en réalité, la forme classique de la domination de la bourgeoisie en même temps que le début de la décomposition » (lettre d'Engels à Wilhelm Liebknecht en date du 2 juillet 1877).*

*« La classe ouvrière ne peut pas simplement se saisir du mécanisme de l'Etat tel qu'il le trouve tout prêt. Le balai gi-*

*gantesque de la Révolution française du XVIII<sup>e</sup> siècle emportera toutes les reliques du temps passé. Sous les régimes suivants, le gouvernement placé sous le contrôle parlementaire, autrement dit sous la surveillance directe des classes possédantes, le pouvoir d'Etat revêtait de plus en plus le caractère d'une puissance publique organisée par l'asservissement de la classe ouvrière, la forme d'un despotisme de classe dont l'aboutissement est le régime du Second Empire (...). L'antithèse directe du Second Empire, ce fut la Commune (« Adresse du conseil général de l'AIT sur la guerre civile en France », rédigée par Karl Marx).*

Et pourtant, vingt ans plus tard, en 1891, dans une discussion sur la plate-forme et les mots d'ordre qui doivent être ceux de la social-démocratie allemande, Engels répète :

*« Une chose absolument certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. »*

Quand sur les décombres de la Commune surgit la III<sup>e</sup> République, Engels caractérise le fait que, face aux tentatives de restauration monarchique,

*« les ouvriers, comme un seul homme, firent du maintien de la République la tâche la plus importante » comme une nouvelle preuve « du haut niveau de l'intelligence politique instinctive de la classe ouvrière française » (article paru en 1873 dans un journal ouvrier américain).*

Ce qui n'a rien à voir avec une idéalisation de cette république.

Ainsi Marx, dans une lettre à Engels du 18 septembre 1878, écrit :

*« Jolie République qui se laisse commander par Messieurs Bismarck et Steiber (ministre de l'Intérieur de Bismarck — NDLR). »*

Et Engels insiste, dans l'article déjà cité :

*« Aussi méprisable que puisse être l'actuel gouvernement en France, la consolidation définitive de la République a au moins fourni aux ouvriers français le terrain sur lequel ils peuvent s'organiser en parti politique indépendant » (extraits d'un article d'Engels paru dans le Labour Standard de New York en mars 1878).*



Et comme Engels l'écrit encore :

*« Une restauration monarchique ne saurait avoir comme conséquences que le retour à l'ordre du jour de la lutte de classe par le rétablissement de la république bourgeoise. Un maintien de la république signifie au contraire une exacerbation croissante d'une lutte de classe directe et sans voile entre prolétariat et bourgeoisie jusqu'à la phase critique. »*

C'est la défense de toutes les conquêtes de la démocratie politique comme moyen de combat pour le renversement de la bourgeoisie, l'abrogation de la propriété privée des moyens de production et l'établissement de la démocratie ouvrière, et non comme défense d'un système qui serait considéré comme le meilleur existant ; défense dont les formes dépendent des circonstances. Pour Marx, la défense de la démocratie politique comme levier devant être utilisé dans le combat pour la révolution prolétarienne s'insère toujours dans une réalité concrète, dans des mesures, des lois, qui entravent l'exploitation et qui facilitent l'organisation du prolétariat.

C'est avec cette méthode qu'il aborde les tâches de la reconstruction du mouvement ouvrier en France au lendemain de l'écrasement de la Commune, du massacre de milliers de ses cadres, de l'arrestation et de la déportation de milliers d'autres.

---

## LA RECONSTRUCTION DU MOUVEMENT OUVRIER EN FRANCE APRÈS LA COMMUNE

---

Karl Marx écrit le 4 août 1874 à Sorge (militant communiste allemand alors aux États-Unis) à propos de la situation en France :

*« Des syndicats ouvriers s'organisent dans les grandes villes françaises et correspondent entre eux. Ils se limitent aux affaires purement professionnelles et ils ne peuvent faire autrement. Sinon, on les ferait taire sans plus de cérémonie. »*

*« Comme ça, ils ont toujours une espèce d'organisation, un point d'ancrage pour le moment où il sera à nouveau possible au mouvement de recevoir plus de liberté. »*

Cinq ans plus tard, en 1878, Engels écrit dans un article paru dans la revue *La Plèbe*, le 2 janvier 1878 :

*« bien que la crise en France se soit soldée par un résultat fort peu satisfaisant, il me semble pourtant qu'une situation en découle permettant aux socialistes français d'agir par le biais de la presse, de réunions publiques et d'associations, de s'organiser en tant que parti ouvrier. C'est tout ce que nous pouvons obtenir maintenant après le massacre de 1871. »*

C'est ce travail d'organisation, utilisant jusqu'à leurs limites toutes les possibilités légales, ce travail patient de reconstruction du mouvement ouvrier qui aboutit, en 1883, à la constitution du Parti ouvrier français et, en 1884, à la reconnaissance officielle des syndicats professionnels. D'ailleurs, Engels, qui poursuit le combat qu'il avait conduit en commun avec Marx après le décès de ce dernier (1883), considère comme un « grand événement historique », pas seulement pour la France, mais aussi pour l'Allemagne, que la constitution d'un groupe ouvrier au Parlement français, en rupture ouverte avec les radicaux, groupe constitué par trois députés ouvriers (Basly, Boyer et Camélinat, ancien communiste) à la suite de la grève des mineurs de Decazeville.

Et Engels de renchéir en 1886 (l'année des grandes mobilisations pour la journée de huit heures entamée aux États-Unis, de la provocation de Chicago) :

*« Cette entrée des Américains dans le mouvement et le nouveau souffle donné aux mouvements français par les trois députés ouvriers élus par Decazeville, voilà les deux événements de portée mondiale de l'année »* (Lettre d'Engels à Bebel, 18 août 1886).

Nul ne reprochera à Engels de sous-estimer la place des organisations syndicales dans la constitution même de la classe comme classe, lui qui tançait sévèrement en 1889 ses camarades allemands qui ne leur donnaient pas assez de place :

*« C'est là un point tout à fait essentiel car c'est là la véritable organisation du prolétariat, dans laquelle il mène une lutte acharnée, journalière contre le capital »* (Lettre à Bebel du 18 mars 1875).

C'est aussi à la lumière de l'expérience de la Commune de Paris que Marx et

Engels reviennent sur les leçons de la Révolution française.

Ils ne remettent aucunement en cause la centralisation révolutionnaire nécessaire (la dictature révolutionnaire du Comité de salut public) ; ils montrent comment celle-ci s'est exprimée à travers le rôle des municipalités, comment la démocratie communale, conquête de la grande révolution du XVIII<sup>e</sup> siècle, constitue l'un des apports dans la lutte contre la domination de la bourgeoisie.

En 1881, Engels collabore à un journal ouvrier britannique, *The Labour Standard*. Dans le numéro du 8 juin 1881, il informe les lecteurs des résultats des élections municipales du début de l'année, où le jeune parti ouvrier socialiste avait présenté des listes, ce qui était facilité par le fait qu'il n'y avait pas en France des types différents de droit de vote selon les scrutins et que, dans tous les cas, « *le suffrage universel pur et simple et le vote à bulletin secret sont partout la règle* ». Engels cite plusieurs cas, dont celui de Commeny dans l'Allier où, à la suite du licenciement de 152 ouvriers protestant contre la détérioration de leurs conditions de travail, le conseil municipal, contre l'avis du maire, se solidarise avec les mineurs, vote une résolution exigeant le rappel des troupes envoyées pour « maintenir l'ordre », et l'ouverture d'une souscription publique pour soutenir les mineurs. Engels commente :

« *Nous avons ici un exemple frappant de ce que signifie la présence d'ouvriers non pas au Parlement, mais aussi dans les assemblées communales et tous les autres corps constitués.* »

Et comme ce commentaire est destiné à des militants et à des travailleurs britanniques, au moment où, au sein des Trade Unions, commence à se poser la question de promouvoir une représentation politique des syndicats, Engels enfonce le clou : « *Combien serait différente l'issue de bien des grèves en Angleterre, si les grévistes avaient derrière eux le conseil municipal de l'endroit* », alors qu'en Angleterre, ces conseils, pourtant élus par une majorité d'ouvriers, sont composés de chefs d'entreprise et de leurs agents. Et c'est pourquoi les autorités locales « *jettent tout le poids qu'elles représentent au profit*

*des patrons* ». Elargissant le problème au-delà de sa dimension municipale, Engels pose la question de la représentation politique de la classe ouvrière :

« *Certes, en Angleterre, le droit de vote est limité, mais même maintenant, la classe ouvrière constitue la majorité dans toutes les grandes villes et dans les circonscriptions industrielles. Il suffit qu'elle le veuille, et cette majorité potentielle se transforme aussitôt en une majorité réelle, un pouvoir dans l'Etat, un pouvoir de toutes les localités où est concentrée la population ouvrière.* »

---

## DÉMOCRATIE BOURGEOISE, DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

---

La perspective politique ouverte par Marx et ses camarades, dès le *Manifeste communiste*, est celle de la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Il l'a définie comme étant simultanément la conquête de la démocratie, allant donc au-delà des éléments les plus avancés de la démocratie politique compatible — à cette époque — avec le maintien de la propriété privée.

Comme il a été indiqué plus haut dans cet article, même alors, un régime politique démocratique se heurtait à la propriété privée des moyens de production.

Quel était le contenu et quelles pouvaient être les formes d'une démocratie se fondant sur le renversement de la domination de classe de la bourgeoisie ?

Certes, des indications pouvaient être tirées de la manière dont les masses s'organisaient elles-mêmes dans le cours des bouleversements révolutionnaires.

Mais ce qui permit à Marx et à Engels de formuler une réponse d'ensemble, c'est l'expérience révolutionnaire fournie par l'action du prolétariat lorsque, pour la première fois dans l'histoire, il se saisit effectivement du pouvoir politique : la Commune de Paris. C'est à propos d'elle, célébrant son XX<sup>e</sup> anniversaire en 1891, qu'Engels écrivait :

« *Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de "dicta-*

*ture du prolétariat*”. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l’air ? Regardez la Commune de Paris. C’était la dictature du prolétariat. » (Friedrich Engels, préface à *La Guerre civile en France*).

Dans l’adresse du conseil général de l’Association internationale des travailleurs (30 mai 1871), Marx écrit :

« *La grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence et son action. Ses mesures particulières ne pouvaient qu’indiquer la tendance d’un gouvernement du peuple par le peuple.* »

Son existence même démontrait dans les faits que, comme le dit encore l’adresse,

« *la classe ouvrière ne peut se contenter de prendre tel quel l’appareil d’Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte* ».

Lénine commentera dans *L’Etat et la révolution* en disant :

« *L’idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir la machine d’Etat toute prête et ne pas se borner à en prendre possession. (...) Briser la machine bureaucratique et militaire, en ces quelques mots, on trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l’égard de l’Etat au cours de la révolution.* »

Marx précise encore :

« *La Commune devait être non pas un organisme parlementaire mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. Au lieu de continuer d’être l’instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révoquant.*

*Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l’administration.* »

Et Lénine de commenter ce passage ainsi :

« *Au parlementarisme vénal, pourri jusqu’à la moelle de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d’opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs.* »

C’est dans cette adresse que Marx oppose le fonctionnement de la Commune — et la place du suffrage universel dans ce contexte — à ce qui se passe dans le cadre du parlementarisme bourgeois où il ne sert qu’à désigner

« *une fois tous les trois ou six ans, le membre de la classe dirigeante devant “représenter” et fouler aux pieds le peuple au Parlement.* »

La période dans laquelle nous sommes maintenant engagés, ouverte il y a plus d’un siècle par la révolution russe de 1905 et la Première Guerre mondiale débouchant sur la révolution d’Octobre, est celle « des guerres et des révolutions ». Les enseignements de la Commune ont été repris, confirmés et élargis par de multiples expériences révolutionnaires.

Il ne s’agit donc pas d’identifier artificiellement l’époque où Marx combattait et celle d’aujourd’hui. Mais l’élément de continuité, c’est effectivement, dans des conditions qui se sont modifiées, l’affrontement entre les mêmes acteurs principaux : la bourgeoisie reposant sur le système impérialiste, et le prolétariat.

---

### “LE COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE COMME LEVIER DU COMBAT CONTRE L’ÉTAT BOURGEOIS”

---

« *Au cours de plusieurs dizaines d’années, les ouvriers ont construit à l’intérieur de la démocratie bourgeoise, en l’utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc.*

*Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire : cela est démontré aussi bien par la théorie que par l’expérience. Mais c’est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d’appui de démocratie prolétarienne à l’intérieur de l’Etat bourgeois.* »

écrivait Trotsky alors qu’il combattait pour le front unique des organisations ouvrières contre le fascisme, contre la politique stalinienne préparant la victoire de Hitler.

Un survol des conceptions de Marx et d'Engels montre que cette position s'appuie sur toute une tradition et toute une expérience aujourd'hui séculaires.

Elle est naturellement nouvelle dans la mesure où elle intègre la réalité de ce qu'est l'impérialisme « *réaction sur toute la ligne* », dont procède le fascisme comme toutes les formes d'agression réactionnaire visant à liquider les éléments de la démocratie politique permettant la constitution de foyers de démocratie ouvrière qui se servent de la démocratie bourgeoise et luttent contre elle.

Elle intègre aussi les conséquences de la constitution d'appareils contrôlant les sommets des organisations ouvrières et se subordonnant au maintien de l'ordre bourgeois, l'appareil stalinien et l'appareil social-démocrate.

C'est dans les conditions de l'impérialisme que, directement relié à la préparation et à la nécessité de la révolution prolétarienne, Lénine — puis Trotsky — insisteront sur le levier indispensable que représente dans ce combat la lutte pour la démocratie.

En 1916, dans son article « *Une caricature du marxisme* », Lénine explique :

*« La solution marxiste de la question de la démocratie consiste dans l'utilisation, par le prolétariat qui mène sa lutte de classe, de toutes les institutions et aspirations démocratiques contre la bourgeoisie, en vue de préparer la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, en vue de la renverser. (...) »*

*Le marxisme enseigne que "lutter contre l'opportunisme" en refusant d'utiliser les institutions démocratiques de la société capitaliste actuelle, créées et dénaturees par elle, c'est capituler sans condition devant l'opportunisme.*

*Les marxistes, eux, savent que la démocratie n'élimine pas l'oppression de classe mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut. »*

C'est bien de cela dont il s'agit aujourd'hui, dans des conditions précises qui, dans leur aspect général, contiennent des éléments particuliers à chaque pays, depuis la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationale des pays menacés par l'impérialisme, de la remise en cause de l'unité nationale — au nom des régions et par exemple de l'Union européenne — dans le but de disloquer la classe ouvrière en lui arrachant ses statuts et ses garanties à l'échelle nationale, jusqu'aux multiples attaques contre tous les aspects de la démocratie — par exemple la remise en cause du droit de vote des Noirs aux Etats-Unis, l'offensive policière contre les dirigeants du Parti des travailleurs au Brésil par une machine judiciaire et un cadre législatif hérités de la dictature militaire, etc.

Il revient à la IV<sup>e</sup> Internationale, à ses sections, d'élaborer sur tous ces points une réponse qui s'intègre dans les principes et la méthode de son programme.

C'est cela, la « ligne de la démocratie », c'est-à-dire la ligne de la révolution. Il ne s'agit pas d'opposer au présent du système capitaliste en décomposition un passé qui serait présenté comme un âge d'or de la démocratie. Il s'agit de préparer l'avenir, la république des conseils ouvriers, en utilisant chacun des combats indispensables pour la défense de la moindre revendication démocratique, de la moindre conquête, comme une arme contre l'Etat bourgeois.

**François Forgeue**

# L'Octobre allemand

Par Matthias Franz

Pourquoi un article dans *La Vérité*, revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur l'Octobre allemand aujourd'hui ? Le goût pour les anniversaires, en l'occurrence le 90<sup>e</sup>, des événements tragiques de novembre 1923 en Allemagne, ne pourrait à lui seul suffire à justifier un tel article.

Mais au moment où, pour la troisième fois dans l'histoire de l'humanité, les symptômes d'une crise générale du système mondial de l'impérialisme rappellent ceux qui ont conduit aux deux précédentes guerres mondiales et aux dévastations, notamment du continent européen, il est difficile de ne pas penser à la tragédie allemande de 1923.

Il est difficile de ne pas penser à cette date où, en faisant refluer la deuxième vague révolutionnaire du prolétariat allemand, l'impérialisme a isolé le premier Etat ouvrier de l'histoire, favorisé la victoire politique du stalinisme en URSS, ouvert la voie en Allemagne à la victoire de Hitler et au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Et donc, pour les militants révolutionnaires — qui n'ont pas renoncé à la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat, seule capable d'ouvrir une issue à l'impasse dans laquelle est entraînée l'humanité par le capital financier en pleine crise de décomposition —, il est difficile de ne pas chercher à comprendre comment les immenses espoirs de millions d'hommes ont été réduits à néant.

La défaite de la classe ouvrière lors de « l'Octobre allemand » en 1923, annonçait — sans que les choses soient pour autant définitivement jouées — l'autre terrible défaite, dix ans plus tard, devant le nazisme. Mais aussi terribles qu'en

soient les conséquences, elle ne doit rien à la fatalité.

Le prolétariat allemand, le plus concentré d'Europe, avait la capacité de vaincre. En couvrant en 1918 le territoire du Reich de « conseils ouvriers et de soldats », il avait chassé l'empereur et, prenant le relais de la révolution russe, il avait mis fin à quatre ans de guerre fratricide. En réaction à la honteuse politique de la direction (Ebert-Scheidemann) du vieux parti social-démocrate, des centaines de milliers de militants socialistes avaient, en 1917, scissionné le parti, constitué à gauche un parti social-démocrate indépendant (USPD) atteignant 600 000 membres en 1920. En décembre 1918, à l'initiative de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, le parti communiste (KPD) était fondé, il comptait au même moment 300 000 membres.

Il n'y avait rien d'illusoire, pour les révolutionnaires allemands, à se fixer pour objectif de rassembler la classe ouvrière, plongée dans une misère noire par l'obligation de payer les dommages de guerre imposés par le traité de Versailles, pour arracher le pouvoir des mains d'une bourgeoisie qui l'avait envoyée au carnage, organiser une coopération fraternelle avec le jeune Etat ouvrier soviétique.

Il n'y avait rien d'illusoire à se fixer pour objectif d'ouvrir concrètement à un continent ravagé par la guerre la perspective des « Etats unis socialistes d'Europe ».

L'importante documentation rassemblée par l'historien français Pierre Broué, dans *Révolution en Allemagne*, ainsi que par Bernhard H. Bayerlein, Leonid G. Babichenko, Friedrich I. Firsov, dans *Revolutionsplan und seine Scheitern* (cités dans cet article) prouve, s'il en était besoin, que les princi-

pales conditions pour une victoire étaient en train de se rassembler dans les mois qui ont précédé novembre 1923.

Pourtant, lorsque les troupes de la Reichswehr envoyées par le chancelier Stresemann — à la tête du gouvernement de grande coalition (dont la présidence était assurée par Ebert) — envahissent les Länder de Saxe et de Thuringe pour en chasser les « gouvernements ouvriers » qui y avaient été constitués sur la base d'une alliance des socialistes de gauche et des communistes, Brandler (dirigeant du KPD), ministre du gouvernement de Saxe, tergiverse. Il renonce à appeler l'assemblée des délégués des comités d'usine, réunie le 21 octobre à Chemnitz, à la grève générale qui devait donner le signal de l'insurrection et appeler tous les ouvriers d'Allemagne à les rejoindre. Il diffère la décision pour gagner du temps et infléchir les socialistes de gauche qui hésitent. La résistance de la classe ouvrière désorientée par ses directions reflue devant l'agression de la Reichswehr. Une page se tourne pour l'Allemagne et pour toute l'Europe.

Suffit-il aujourd'hui d'en rester à l'affirmation que la classe ouvrière allemande avait la force de se lancer à l'assaut du ciel ? Assurément non.

Jusqu'où les leçons politiques de ce drame peuvent-elles nous éclairer aujourd'hui ? Jusqu'où peuvent-elles nous éclairer dans une situation si radicalement différente de celle de 1923 ? Jusqu'où, dans la situation que nous connaissons, façonnée par des décennies de subterfuges durant lesquels les directions du mouvement ouvrier n'ont cessé de s'adapter sous toutes les formes au parasitisme du système en crise, aboutissant à un affaiblissement sans précédent, partout en Europe, de tous les partis se réclamant de la classe ouvrière — une situation où, en Allemagne, le SPD (qui reste un parti de masse) a perdu des centaines de milliers d'adhérents, contraignant la classe ouvrière à s'accrocher, pour rester organisée et se défendre, à la puissance de ses organisations de classe ?

Jusqu'où... lorsque, en dépit de cette différence de situations politiques entre l'Europe d'hier et celle d'aujourd'hui, les signes annonciateurs de la dislocation de

tout le système font irrémédiablement penser, en Grèce, au Portugal et en Espagne..., aux pires menaces de destructions de temps de guerre ?

Jusqu'où les oscillations — entre une politique indiscutablement gauchiste-putschiste (1920-1921) de la direction du KPD et une politique d'adaptation à la direction social-démocrate, sous couvert d'assimilation de la « stratégie du front unique ouvrier » formulée par l'Internationale communiste (IC) en 1921 — ont-elles concentré l'impuissance de la direction révolutionnaire et entraîné la paralysie des masses ?

Jusqu'où l'insuffisante assimilation par la direction du KPD, au cours de sa courte histoire, de toute l'expérience faite par la direction bolchevique dans la révolution russe a-t-elle pesé ?

Jusqu'où la « routine » de l'appareil dirigeant de l'Internationale communiste installée à Moscou a-t-elle imprimé sa marque ?

Quelles leçons pour aujourd'hui ?

C'est au lecteur de se prononcer... C'est pour l'aider dans cette réflexion (en lui fournissant les références utiles) que cet article a été écrit.

On a appelé « Octobre allemand » la bataille qui a culminé en novembre 1923 en référence à l'Octobre russe de 1917. C'est la deuxième vague de la révolution allemande, qui ne peut pas être limitée à la révolution des conseils de novembre 1918, mais englobe toute la période qui va du soulèvement des ouvriers et des soldats de novembre 1918, en passant par la défaite infligée par la grève générale, au putsch de Kapp en 1920 jusqu'à la chute du gouvernement Cuno en août 1923 et à la formation de gouvernements ouvriers au niveau régional en Saxe et en Thuringe à l'automne 1923.

Mais l'Octobre allemand signifie aussi, comme Trotsky l'écrira plus tard, la capitulation de la direction de l'Internationale communiste et du KPD devant la tâche d'organisation du soulèvement pour la conquête du pouvoir politique du prolétariat en Allemagne. Cette capitulation s'inscrit comme un élément du tournant qui s'opère au sein du Komintern

pour aboutir à la victoire de Staline et qui a mené Trotsky et l'Opposition de gauche à la lutte pour la construction d'une nouvelle Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

## UN TOURNANT ABRUPT DANS LA LUTTE DE CLASSE

---

En janvier 1923, des troupes franco-belges ont occupé la région de la Ruhr. Par cette démarche, l'impérialisme français essayait une fois de plus — vainement — de se tenir à ses objectifs de guerre, consolider sa position européenne continentale et se donner de l'air par rapport à la pression de la domination anglo-américaine sous la direction de l'impérialisme américain. Pour cela, il devait opérer la liaison de l'industrie du charbon et de l'acier de la Ruhr et de l'Alsace-Lorraine. Le gouvernement français soutenait des mouvements séparatistes en Rhénanie et en Bavière, et misait sur un morcellement du Reich allemand.

La bourgeoisie, sous la forme du gouvernement Cuno, a réagi en appelant à la « résistance passive », dans le cadre de laquelle elle voulait refonder l'union sacrée avec les dirigeants sociaux-démocrates et les chefs syndicaux, comme elle l'avait fait pendant la guerre impérialiste de 1914-1918 en soumettant le mouvement ouvrier aux impératifs de la politique de guerre. Au nom de l'« *unité nationale contre l'occupant* », elle déchaîna une propagande chauvine, ce qui n'empêcha pas les grands magnats du charbon, de l'acier et de la chimie de continuer à faire leurs bonnes affaires avec lesdits « occupants ».

L'impérialisme allemand, battu militairement depuis 1918, avait pu en novembre 1918, avec l'aide de la direction social-démocrate de Friedrich Ebert, repousser l'assaut des masses dans la révolution des conseils et rétablir l'Etat bourgeois sous la forme de la République de Weimar. Il avait déjà, depuis la fin de la guerre, recouru à une politique d'inflation pour reconsolider sa position sur le marché mondial par la dévaluation de ses dettes et la brutale dépréciation du pouvoir d'achat des salaires, se déchargeant ainsi du fardeau des réparations fixées par le traité de Versailles

sur le dos de la classe ouvrière. En réponse à l'effondrement de l'économie dans la zone occupée et à la perte des rentrées pour l'Etat, le gouvernement du Reich eut recours à la planche à billets. Cela conduisit à une hyperinflation, avec en conséquence une énorme paupérisation des plus larges couches de la population, avant tout, naturellement, de la population ouvrière. Le pouvoir d'achat des salaires tomba à une fraction de sa valeur d'avant-guerre. Jamais encore, jusque-là, un Etat impérialiste n'avait connu, sur la base de la propriété privée des moyens de production, une telle vague de paupérisation.

Le KPD avait déjà à ce moment, derrière lui, une histoire mouvementée : fondé à la toute fin de 1918 à partir de la Ligue Spartakus, privé début janvier 1919 de sa direction historique par l'assassinat, sur ordre de la direction social-démocrate Ebert-Scheidemann, de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, il se trouvait sous la pression de tendances politiques au sein de sa direction qui poussaient avec précipitation à une conquête du pouvoir sans que toutes les conditions politiques ne soient présentes pour cela. En s'efforçant de surmonter cette faiblesse, la direction du KPD se trouva en mars 1920, lors de la tentative de putsch d'une partie de la Reichswehr sous la direction des généraux Kapp et Lüttwitz, prisonnière d'une appréciation manifestement fautive selon laquelle les ouvriers ne se soulèveraient pas contre le putsch. Elle se comporta d'abord de manière passive au moment de l'appel à la grève générale par le dirigeant syndical réformiste Legien. Elle appuya trop tard la proposition de Legien, dirigée contre Ebert et Noske, de former un gouvernement ouvrier formé « *de représentants des partis ouvriers et des syndicats* », sous la forme d'une déclaration d'« *opposition loyale* » à l'égard d'un tel gouvernement ouvrier, et elle manqua ainsi une première possibilité de renouer avec la lutte pour le pouvoir des conseils de novembre 1918. Elle était en outre confrontée à un autre problème : au début de la révolution, en novembre 1918, la masse des ouvriers révolutionnaires — la véritable avant-garde prolétarienne, à laquelle appartenaient par exemple les délégués révolutionnaires berlinois qui avaient impulsé le mouve-

ment de grève de masse contre la guerre et contre le pouvoir impérial —, s'était tournée non vers le KPD, mais vers le Parti social-démocrate indépendant (USPD). Ils représentaient un réel contre-poids contre le vieux parti SPD, appelé désormais le SPD majoritaire, sous la direction de Ebert. L'USPD s'était formé en 1916 à partir d'une scission du groupe parlementaire social-démocrate au Reichstag et il constituait un courant centré. Ses dirigeants s'orientaient sur une réanimation de la II<sup>e</sup> Internationale, dont la mort avait été scellée lorsque ses principaux partis, en premier lieu le SPD, s'étaient alignés en 1914 sur la ligne de la « défense de la patrie » et du social-patriotisme, et s'étaient rangés dans leurs pays respectifs aux côtés des impérialismes belligérants. C'étaient la révolution russe victorieuse sous la direction des bolcheviks et de Lénine et la fondation de l'Internationale communiste en mars 1919 qui avait donné l'impulsion au tournant décisif dans les relations entre le KPD et l'USPD. Après une vive bataille au sein de l'USPD, la majorité avait, à l'automne 1920, rejoint le KPD.

Les expériences en Allemagne sont discutées au III<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste, en 1921. Contre une gauche qui part de la nécessité d'« électriser » les masses, Lénine fait passer l'orientation de la lutte pour la majorité chez les travailleurs. Dans les *Thèses sur la tactique* adoptées par le III<sup>e</sup> Congrès mondial, il est écrit :

« A la place du programme minimal des réformistes et des centristes, l'Internationale communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui, dans leur ensemble, désagrègent le pouvoir de la bourgeoisie, organisent le prolétariat, forment des étapes dans la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune pour soi confère une expression au besoin des plus larges masses, même si ces masses ne sont pas encore consciemment sur le terrain de la dictature prolétarienne. »

C'est sur cette orientation que le KPD entre dans l'année 1923. Il a environ 350 000 adhérents.

---

## “IL RÈGNE UNE AMBIANCE DE NOVEMBRE... !”

---

La tentative de la bourgeoisie de faire payer par les plus larges masses les conséquences de la guerre, le coût des réparations et le compromis en préparation avec les puissances victorieuses ne resta pas sans réponse de la part de la classe ouvrière. Le point de départ, c'est la région industrielle de Rhénanie-Westphalie. Après une nouvelle explosion des prix, déclenchée par la vente massive de devises du trust Stinnes, des grèves sauvages éclatent en mai 1923 sur la Ruhr, qui deviennent partiellement des insurrections locales. Ce n'est qu'au bout de dix jours de grève, dans lesquels un comité central de grève s'est constitué à Essen, que les ouvriers reprennent le travail. Jusqu'en juillet, les grèves s'étendent dans l'ensemble de l'Allemagne.

Il est manifeste que, de plus en plus, la question du pouvoir se pose et qu'une situation révolutionnaire mûrit. La bourgeoisie elle-même le constate et écrit dans sa presse :

« Nous sommes maintenant — qui pourrait encore se faire des illusions là-dessus avec ce qui se joue sous nos yeux — à la veille d'une nouvelle révolution ? » (*Kreuz-Zeitung*, 26 juillet 1923).

« La confiance dans le gouvernement du Reich est fortement ébranlée (...). Le mécontentement a atteint une mesure dangereuse. Il règne une colère générale. L'air est électriquement chargé. Une étincelle et tout vole en éclats (...). Il règne une ambiance de novembre » (*Germania*, 27 juillet 1923).

Au début du mois d'août, Berlin est de nouveau le point de départ d'une vague de grèves dans laquelle surgit la revendication de démission du gouvernement Cuno et de formation d'un gouvernement ouvrier, revendication reprise par la direction du KPD. La grève se généralise presque complètement dans le Reich, et, lorsque finalement les imprimeurs de l'imprimerie nationale cessent aussi le



travail, le gouvernement ne dispose plus de la possibilité d'émettre des billets de banque. Le gouvernement Cuno vacille, il ne dépend au Reichstag, comme gouvernement minoritaire, que du soutien du groupe parlementaire du SPD. Lors du vote de confiance du 8 août, il obtient encore une fois les voix du SPD. Hugo Eberlein, membre de la direction du KPD, écrit au comité exécutif du Komintern :

*« La force avec laquelle la grève générale s'est déployée à Berlin n'a pas manqué son effet sur le VSPD (Parti social-démocrate unifié, nom donné en 1922 après la réintégration des indépendants de l'USPD — NDLR) et sur les syndicats. Ils ont certes refusé toute participation à la grève générale (...), mais il leur a fallu modifier leur tactique envers le gouvernement. Alors que samedi matin le SPD déclarait qu'il ne pouvait être question d'une chute de Cuno, l'ADGB (la centrale syndicale — NDR) avait dès vendredi soir, quand le fait de la grève générale a été connu, déclaré qu'ils ne soutiendraient plus Cuno. Il n'est plus alors resté à la social-démocratie, samedi après-midi, que de modifier également sa position et de laisser tomber Cuno. »*

Le président Ebert dissout le gouvernement. Le SPD entre dans le gouvernement aussitôt formé de grande coalition sous le chancelier Stresemann (Parti populaire allemand, DVP). Eberlein écrit à ce propos :

*« Dans le groupe social-démocrate, dans le bureau central du SPD à Berlin et dans l'assemblée des cadres SPD, il y a eu des discussions extrêmement vives. »*

Quarante-cinq députés du SPD votèrent contre l'entrée dans le gouvernement et réclamèrent des négociations avec les communistes ou un gouvernement purement socialiste.

A nouveau, la direction du SPD s'était proposée pour sauver l'ordre bourgeois et empêcher la formation d'un gouvernement ouvrier, d'un gouvernement appuyé sur les partis ouvriers, les syndicats et les conseils d'usines. Cependant, la question du gouvernement ouvrier

surgit à nouveau peu de temps après, cette fois-ci en Saxe et en Thuringe. Le centre de la crise révolutionnaire se déplaçait ainsi vers l'Allemagne centrale.

---

## LA QUESTION DE LA PARTICIPATION À UN "GOUVERNEMENT OUVRIER"

---

Déjà, en novembre 1920, les partis ouvriers avaient atteint une majorité lors des élections au Landtag en Saxe. Le KPD rend certes possible avec ses voix la mise sur pied d'un « gouvernement purement socialiste », mais il se refuse à cette époque à y entrer. En septembre 1921, la même évolution intervient en Thuringe. Lorsque, finalement, lors des élections au Landtag de Saxe en 1922, le SPD obtient un million de voix et les communistes deux cent soixante-neuf mille, et qu'ils ont respectivement quarante et dix députés, et ensemble la majorité absolue, il devient nécessaire pour le KPD de donner une réponse de principe au problème de la participation à un gouvernement ouvrier.

Les discussions sur ces questions ont eu lieu au IV<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste, fin 1922, et aboutissent à la résolution de principe suivante :

*« Un tel gouvernement ouvrier n'est possible que s'il naît de la lutte des masses elles-mêmes, s'appuie sur des organes ouvriers combattifs créés par les couches les plus profondes des masses ouvrières opprimées. Même un gouvernement ouvrier issu d'une constellation parlementaire, qui est donc d'origine purement parlementaire, peut donner l'occasion d'une stimulation du mouvement ouvrier révolutionnaire. »*

Le 26 septembre 1923, l'impérialisme allemand opéra un tournant : il dénonça la « résistance passive » contre l'occupation de la Ruhr et s'orienta sur une ligne de compromis avec les puissances victorieuses. Il avait ainsi ses arrières libres pour l'attaque contre la classe ouvrière. La bourgeoisie se concentrait maintenant sur les citadelles ouvrières de Saxe et de Thuringe pour saper d'un coup la situation révolutionnaire qui s'était formée dans

tout le Reich. La Reichswehr s'appuyait sur l'Union des industriels saxons, qui exigeait le rétablissement de l'ordre en Saxe par l'intervention du gouvernement du Reich, et elle était entrée déjà, depuis mai, en conflit avec le gouvernement du Land dirigé par le social-démocrate de gauche Zeigner. Le corps des fonctionnaires, infiltré d'éléments monarchistes, nationalistes et nazis, boycottait le gouvernement du Land et le rendait pratiquement incapable d'agir. Le président Ebert utilisa la provocation de forces nationalistes en Bavière. Le président monarchiste du gouvernement s'y était, ce même 26 septembre, en réaction à la « trahison nationale » du gouvernement du Reich, proclamé commissaire général, et il avait proclamé l'état de siège en Bavière. Ebert proclama un jour plus tard l'état de siège pour l'ensemble du Reich. La voie était ainsi libre pour l'entrée de la Reichswehr en Saxe.

Sous la pression de ces événements, Zeigner se déclara prêt à l'entrée du KPD dans le gouvernement de Saxe. Le 10 octobre, la *Rote Fahne* écrit :

*« La direction du Parti communiste d'Allemagne a donné son accord pour que trois de ses membres, les camarades Brandler, Böttcher et Heckert, entrent dans le gouvernement de Saxe. La population laborieuse se voit confrontée à un bloc de grands capitalistes, de grands propriétaires et de généraux monarchistes. La dictature de la Reichswehr et des grands capitalistes se prépare à étrangler la classe ouvrière (...). La constitution d'un gouvernement de défense prolétarienne est un signal pour l'ensemble de la classe ouvrière en Allemagne. Cette première tentative pour former, en cette heure si difficile, un gouvernement commun avec des sociaux-démocrates de gauche sera couronnée de succès si le parti mobilise dans le même but la classe ouvrière dans toute l'Allemagne. »*

Le 14 octobre, le bureau politique du KPD adopte un programme d'action qui doit être soumis pour décision à la conférence des délégués des conseils d'usines que les ministres communistes Heckert et Böttcher ont, en commun avec le social-démocrate Graupe, convoquée

pour le 21 octobre, à Chemnitz. Avec cette conférence, un pas important doit être fait pour préparer une conférence nationale des délégués des conseils d'usines de toute l'Allemagne à laquelle a appelé le comité des quinze pour le 9 novembre. La direction de la Reichswehr, le gouvernement Stresemann et Ebert comprennent immédiatement que, maintenant, l'action s'impose s'ils ne veulent pas être dépassés par une mobilisation pour la défense du gouvernement ouvrier de Saxe. Le général Müller pose un ultimatum au gouvernement Zeigner : le gouvernement doit par retour se distancer d'un discours du ministre communiste Böttcher, qui a appelé les ouvriers à s'armer. Zeigner s'oppose à la sommation du général.

---

### UNE POSSIBILITÉ GACHÉE : LA CONFÉRENCE DE DÉLÉGUÉS DES CONSEILS D'USINES À CHEMNITZ

---

Toutes les conditions pour un combat décisif étaient donc arrivées à maturité lorsque, au matin du 21 octobre, un dimanche, la conférence des délégués ouvriers s'est ouverte à Chemnitz. Depuis fin août, les responsables du KPD avaient eu d'intenses discussions avec la direction de l'Internationale communiste et avec le Parti communiste russe, au terme desquelles la décision fut prise d'opérer un changement de cours politique et de préparer la conquête immédiate du pouvoir. La discussion politique était liée avec la préparation technique et militaire qui devait s'appuyer sur l'aide de l'Union soviétique. A l'origine, le 9 novembre avait été fixé comme date pour le soulèvement, mais il était maintenant clair qu'entre-temps c'était la Reichswehr qui dictait la chronologie. Le 20 octobre, la direction du KPD siégea et précisa le plan pour la conquête du pouvoir. Mais au lieu de décider immédiatement d'un appel à la grève générale, elle prit la résolution de faire dépendre le plan du soulèvement de la conférence des délégués d'entreprises de Chemnitz, le 21 octobre : sur proposition de Brandler, qui était alors le président du KPD, l'appel à la grève générale pour la défense de la Saxe prolétarienne et de son gouvernement ouvrier contre la

Reichswehr devait être présenté à la conférence et mis au vote. Le plan prévoyait le début de grève dès le lendemain lundi dans toute la Saxe. S'appuyant sur la grève générale, le soulèvement devait, dès le mardi, se produire dans toute l'Allemagne, les centuries prolétariennes (milices ouvrières) devaient attaquer les casernes et les commissariats de police, et occuper toutes les positions stratégiques comme les gares et les installations administratives.

A la conférence de Chemnitz, le 21 octobre, se rassemblent 498 délégués ouvriers de toute la Saxe : 140 d'entre eux sont des envoyés des conseils d'usines, 102 des délégués des différents syndicats, 20 des représentants de la direction de l'ADGB en Saxe, 79 des représentants de différentes commissions de contrôle, 26 des représentants des coopératives, d'autres sont délégués de comités d'action et de comités de chômeurs et enfin 66 représentants d'organisations communistes, ainsi que 7 d'organisations des sociaux-démocrates indépendants (USPD). La conférence est ouverte par les trois ministres Böttcher, Heckert et Graupe qui, conformément à l'ordre du jour établi à l'origine, parlent de la situation sociale en Saxe. Dans la discussion qui suit, très peu de délégués s'en tiennent au cadre fixé :

*« De nombreux délégués interviennent sur la situation politique en Saxe, se prononcent pour l'organisation immédiate de la lutte contre la dictature militaire et plusieurs réclament pour l'immédiat une prise de position du gouvernement, la décision de lancer le mot d'ordre de grève générale contre l'état de siège et les préparatifs des militaires. Brandler, alors, prend la parole. Peut-être a-t-il le sentiment, d'après le déroulement de la discussion, que sa proposition va être adoptée d'enthousiasme. Il dit brièvement que la Saxe ouvrière menacée doit appeler à son secours tous les prolétaires allemands. Tourné vers les sociaux-démocrates de gauche, il les adjure de renoncer à l'espoir désormais vain d'un accord avec le gouvernement du Reich qui protégerait la Saxe. Pour briser le fer*

*qui menace les prolétaires saxons, il faut lancer immédiatement un appel à la grève générale qui constituera le mot d'ordre de combat de toute la classe ouvrière : soulignant la nécessité d'un accord unanime, il insiste pour que la conférence passe au vote sans plus tarder. Or les sociaux-démocrates de gauche hésitent... » (Pierre Broué, Révolution en Allemagne, 1917-1923).*

Ils comptent encore sur les membres sociaux-démocrates dans le gouvernement du Reich pour que l'entrée de la Reichswehr en Saxe reste limitée à une mesure contre le putsch de droite en Bavière. Finalement, le ministre SPD Graupe menace que les sociaux-démocrates quittent la conférence si la motion pour une grève générale est présentée.

Brandler et les responsables KPD reculent. Ils se mettent d'accord avec les sociaux-démocrates de gauche pour constituer une « commission sur la grève générale ». La conférence se termine sans résolution sur l'action. Sur le champ, la direction du KPD interrompt toutes les mesures pour le soulèvement. Seule Hambourg déclenche le soulèvement, comme initialement prévu, pour le 23 octobre. Les raisons pour lesquelles l'action n'a pas été déclenchée ne sont pas clairement clarifiées historiquement jusqu'à aujourd'hui. La direction du KPD reconnaît l'erreur et elle réussit à organiser une retraite dans l'ordre. Le 22 octobre, la Reichswehr entre en Saxe. Dans la direction du KPD, on envisage encore un appel autonome à une grève générale à « caractère défensif », mais il est finalement rejeté :

*« Pratiquement, le KPD n'a aucune proposition d'action à faire au prolétariat allemand au moment où les troupes du général Müller passent à l'action contre le gouvernement Zeigner » (Pierre Broué, op. cit.).*

---

## POURQUOI A-T-ON LAISSÉ ÉCHAPPER LE MOMENT DÉCISIF ?

---

En janvier 1924, le présidium du comité exécutif du Komintern adopte une résolution sur la question allemande. Elle a été précédée par des discussions toujours plus

vives dans la direction russe, qui ont été transmises au Komintern. Le comité exécutif était déjà à cette époque déterminé par la troïka Zinoviev-Staline-Kamenev, qui d'abord agissait à l'arrière-plan, mais apparaissait maintenant de plus en plus au premier plan. La troïka fit de Radek et Brandler les boucs émissaires responsables de la défaite d'octobre 1923. Radek et Trotsky combattirent cette interprétation. La résolution reflète les positions de Zinoviev et de Staline, et l'élève au rang de position officielle à propos des expériences allemandes. Elle jette la pierre à la direction du KPD et lui reproche ses hésitations et son action irrésolue :

« *La maturité de la situation révolutionnaire en Allemagne a été reconnue trop tard par le parti. L'exécutif du Komintern n'a pas non plus été assez attentif à l'approche du moment décisif, de sorte que les plus importantes mesures de combat ont été prises avec retard* » (*Deutscher Oktober 1923, Ein Revolutionsplan und sein Scheitern*, Bernhard H. Bayerlein, Leonid G. Babicenko, Fridrich I. Firsov und Alexander, Ju. Vatlin).

La responsabilité du Komintern pour l'appréciation de la situation politique et des mesures politiques à prendre en conséquence a donc ainsi été esquivée :

« *Dès l'expiration de la période précédente (gouvernement Cuno, invasion de la Ruhr), il aurait fallu poser la question du pouvoir et commencer le travail technique de préparation. Le parti n'a pas reconnu à temps la signification des luttes de masse dans la région de la Ruhr et en Haute-Silésie comme signes du renforcement de la conscience combative et de l'activité politique des masses ouvrières, et n'a commencé la réorientation nécessaire qu'après la grève Cuno* » (*Deutscher Oktober 1923*).

Mais la résolution néglige un problème fondamental. La direction du Komintern elle-même n'avait, jusqu'au milieu de l'année 1923, pas diagnostiqué de tournant dans la situation en Allemagne et avait aussi renforcé la direction du KPD dans cette attitude :

« *Les dirigeants communistes allemands pensent qu'ils disposent d'un délai suffisant pour renforcer leur influence dans le prolétariat et autour de lui. Sur cette ligne, ils ont le soutien total de l'exécutif de l'Internationale. Au cours de la session de l'exécutif élargi de juin, personne ne pose la conquête du pouvoir en Allemagne comme une tâche immédiate* » (Pierre Broué, *op. cit.*).

Le 20 août encore, donc déjà après les grèves et la chute du gouvernement Cuno, Staline voulait retenir la direction du KPD dans la lutte pour la conquête du pouvoir :

« *Les communistes doivent-ils (au moment présent), sans les S.-D. (sociaux-démocrates), viser à la prise du pouvoir ? Sont-ils mûrs pour cela ? C'est, je le pense, la question (...). Si aujourd'hui, en Allemagne, le pouvoir chute pour ainsi dire et que les communistes le ramassent, ils échoueront en fanfare (...). Il faut à mon avis retenir les Allemands et ne pas les encourager* » (*Deutscher Oktober 1923*).

Staline était à ce moment « *à droite de Brandler, qui, en août-septembre 1923, était d'avis que la conquête du pouvoir ne présentait pas de difficulté en Allemagne, mais que les difficultés commenceraient le jour de la prise du pouvoir* », écrira plus tard Trotsky dans *Et maintenant ?* Et il ajoutera à propos de la situation de l'époque :

« *L'accusateur suprême des brandlériens, c'est... Staline. S'est-il expliqué sur sa propre position en 1923 ? Non.* »

Sans aborder le véritable nœud du problème, à savoir le changement de position à temps dans la tactique du Komintern et du KPD pour aller vers la conquête du pouvoir en Allemagne, la résolution du comité exécutif de l'Internationale communiste faisait de la politique de front unique la cible de sa critique, dirigée contre la lutte pour un gouvernement ouvrier et contre l'entrée du KPD dans le gouvernement du Land de Saxe. Elle reprochait à la direction du KPD d'avoir glissé vers la « *formation d'un bloc avec les sociaux-démocrates de*

*gauche* ». Se référant à la résolution adoptée par le IV<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste en 1922, le comité exécutif de l'Internationale communiste écrit :

*« Pour que cette entrée au gouvernement réponde aux résolutions du Quatrième Congrès (...), il aurait fallu que l'entrée au gouvernement s'appuie sur des mouvements de masse. Même s'il fallait repousser la tâche militaire directe parce que le rythme du processus révolutionnaire se ralentissait » (Deutscher Oktober 1923).*

Dans la discussion qui précéda l'adoption de la résolution, Trotsky avait pris position contre cette façon d'aborder les choses :

*« L'entrée des communistes dans le gouvernement de Saxe n'avait de sens que si l'appréciation de l'ensemble de la situation qui mène immédiatement au soulèvement armé était correcte. Dans le cas contraire, l'entrée dans le gouvernement serait une faute et alors la tâche tactique aurait dû être de sortir de cette situation idiote avec le moins de dégât possible. La question qui a maintenant l'importance décisive, c'est : l'appréciation d'ensemble de la situation (menant au soulèvement armé) était-elle correcte ou fautive ? » (Deutscher Oktober 1923).*

Dans sa résolution, la direction du Komintern accompagnait l'abandon de la politique de front unique d'une nouvelle caractérisation de la social-démocratie :

*« Les couches dirigeantes de la social-démocratie allemande ne sont dans le moment présent rien d'autre qu'une fraction du fascisme allemand sous un masque socialiste » (Deutscher Oktober 1923).*

Elle posait le fondement de la théorie du social-fascisme. Sans pouvoir briser ouvertement avec les résolutions des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès mondiaux, la résolution s'orientait vers une modification de leur contenu :

*« Le tournant dans la tactique du front unique en Allemagne s'appelle maintenant : unité par en bas ! » (ibidem).*

Finalement, la résolution se terminait en commettant à nouveau la même faute, à savoir ne pas reconnaître un tournant dans la situation qui était la cause de la débâcle de 1923. En ignorant totalement que la défaite du prolétariat en octobre 1923 avait fourni à la bourgeoisie la possibilité d'une relative stabilisation de la situation et qu'ainsi un nouveau tournant était intervenu — dans la direction inverse —, la résolution continue à orienter vers la lutte pour la conquête du pouvoir :

*« L'appréciation fondamentale de la situation en Allemagne, qui a été donnée en septembre par l'exécutif du Komintern, est maintenue pour l'essentiel. Le caractère de la phase du combat entamée ainsi que la tâche principale du parti restent les mêmes. Le KPD ne doit pas rayer de l'ordre du jour la question de l'insurrection et de la conquête du pouvoir » (Deutscher Oktober 1923).*

Trotsky a écrit à ce sujet dans sa *Critique du programme de l'Internationale communiste*, en 1928 :

*« La nouvelle période du développement de l'Internationale communiste s'ouvre avec les événements de 1923 en Allemagne. L'occupation de la Ruhr par les troupes françaises (au début de 1923) signifiait une rechute de l'Europe dans le chaos guerrier. Bien que ce second accès de la maladie fût incomparablement plus bénin que le premier, du fait qu'il s'abattait sur l'organisme profondément épuisé de l'Allemagne, il fallait s'attendre dès le début à des conséquences révolutionnaires sérieuses (...). Le Parti communiste allemand continua à suivre les consignes du III<sup>e</sup> Congrès mondial qui l'avaient fermement éloigné du putschisme, mais qu'il avait assimilées de façon unilatérale » (Trotsky, Œuvres, janvier-juillet 1928).*

Le KPD était pour ainsi dire entré, en 1923, dans la routine politique de la lutte pour des revendications transitoires. Trotsky expliquait le problème ainsi :

*« Le III<sup>e</sup> Congrès a constitué un jalon de grande importance. Ses enseignements demeurent vivants et féconds aujourd'hui. Le IV<sup>e</sup> Congrès n'a fait*

*que les concrétiser. Le mot d'ordre du III<sup>e</sup> Congrès ne disait pas seulement "Vers les masses !", mais "Vers le pouvoir par la conquête préalable des masses !". Après que la fraction dirigée par Lénine — il l'appelait significativement "la droite" — eut vigoureusement rappelé le congrès à plus de réserve, Lénine, à la fin, convoqua une petite conférence au cours de laquelle il lança cet avertissement prophétique : "Souvenez vous qu'il importe simplement de bien prendre l'élan pour faire le saut révolutionnaire : la lutte pour les masses, c'est la lutte pour le pouvoir" » (ibidem).*

La majorité dans la direction du Komintern et à la suite, également, la direction du KPD n'ont pas su s'adapter au tournant dans la situation et ont persévéré d'abord dans une tactique qui se disposait pour des années et non pour un tournant soudain :

*« La situation a été comprise trop tard. On a hésité. De sourds heurts sont intervenus dans la direction officielle. Staline-Zinoviev sont restés, c'est exact, dans le cadre de la ligne centrisme. Malgré toutes les mises en garde, le tournant tactique n'a été opéré qu'au dernier moment ; tout s'est terminé par une effrayante capitulation de la direction du parti communiste, qui céda sans combat à l'adversaire des positions décisives. Cette défaite avait déjà en elle-même un caractère alarmant, elle a acquis une signification encore plus douloureuse parce que la direction du comité exécutif de l'Internationale communiste, qui était pour une large part responsable de la défaite à cause de sa passivité, n'a pas compris les dimensions du désastre, n'en a pas apprécié toute la portée, n'a simplement pas pu le reconnaître » (Trotsky, Et maintenant ?, « Lettre au VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste »).*

L'Octobre allemand, la révolution allemande de 1918 jusqu'en 1923, a prouvé l'énorme force de la classe ouvrière allemande. La question de la conquête du pouvoir politique, qui n'a pas pu être résolue par le prolétariat en 1923, est restée ouverte jusqu'en 1933. Ce n'est qu'avec la prise du pouvoir par Hitler que

l'impérialisme allemand a pu stabiliser la situation pour tenter de réaliser ses appétits de conquête. La responsabilité de cette défaite du prolétariat incombe à la bureaucratie stalinienne, qui, avec la politique qui se dessinait déjà dans l'Octobre allemand, une politique de rejet du front unique de classe, a organisé la division tragique de la classe ouvrière qui a seule rendu possible la prise du pouvoir par Hitler.

Durant les quatre-vingt-dix années qui se sont écoulées depuis le 21 octobre 1923, la classe ouvrière allemande a été — à l'exception de novembre 1989 — empêchée de se déployer dans toute sa puissance. Elle l'a été d'abord sous la botte du fascisme qui l'a écrasée, puis par l'occupation par les Alliés et par la division de l'Allemagne. C'est à cette échelle qu'il nous faut mesurer la signification de la chute du mur de Berlin en 1989. Le soulèvement des travailleurs de RDA a permis à la classe ouvrière allemande de rétablir son unité. L'Octobre allemand de 1923 fait partie de son héritage. Ses enseignements, malgré la différence des situations, n'ont rien perdu de leur actualité.

En tant que trotskystes, en tant que membres de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous contribuerons, en nous les assimilant, à ce qu'ils portent maintenant leurs fruits. Et ce au moment où, contre les obstacles qui se dressent, sur son chemin, dans ses propres organisations, contre la politique de la direction du SPD — qui n'occupe sa place actuelle de vieux parti ouvrier traditionnel qu'en raison des décennies de la politique criminelle du stalinisme —, la classe ouvrière en Allemagne est en train de reprendre toute sa place aux côtés des travailleurs et des peuples de toute l'Europe dans la lutte contre la troïka du FMI, de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne, contre les gouvernements qui s'y soumettent, pour les Etats unis socialistes d'Europe.

**Matthias Franz**

# “La liberté maintenant”

*International Socialist Review*, automne 1963

## “La nouvelle étape dans le combat pour l’émancipation des Noirs et les tâches du SWP”

Adopté par la convention du Socialist Workers Party en 1963

### Présentation

L’année 1963 marque un tournant dans le combat des Noirs américains pour la défense de leurs droits, pour les libertés démocratiques.

On tend à oublier que, jusqu’aux années 1960 du XX<sup>e</sup> siècle, dans les Etats du Sud des Etats-Unis (essentiellement ceux qui avaient constitué la confédération esclavagiste des Etats du Sud, lors de la guerre civile livrée un siècle plus tôt (1861 à 1865), régnait encore un système d’apartheid. De fait, par la combinaison de mesures législatives, de pratiques d’intimidation et de violence, les Noirs étaient écartés du vote. Dans tous les domaines de la vie quotidienne, à l’école, dans les moyens de transport en commun, dans les restaurants et les cafés, existait un système strict de « séparation » (apartheid).

En 1955, le boycott des bus à Montgomery, dans l’Etat d’Alabama, boycott qui imposait l’abandon du système d’apartheid dans les transports publics de cette ville, enclenchait une puissante mobilisation des travailleurs noirs dans tous les Etats-Unis. Mobilisation marquée par d’immenses manifestations et par la violence déchaînée des racistes blancs et des forces de police. Cette mobilisation, s’étendant sur des années,

allait culminer, le 28 août 1963, dans la grande marche des Noirs sur Washington, manifestation sans précédent, qui allait déboucher notamment sur les tentatives de formation d’un parti noir indépendant, le Freedom Now Party.

Le Socialist Workers Party des Etats-Unis (organisation qui se réclamait du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, même si elle n’en était pas formellement adhérente, les lois réactionnaires alors en vigueur aux Etats-Unis lui interdisant d’adhérer à une organisation internationale) avait depuis longtemps saisi l’importance centrale pour la lutte des classes aux Etats-Unis, pour le développement d’un parti révolutionnaire, du combat des masses noires. Ses cadres avaient été éduqués dans cette compréhension par Léon Trotsky, dans de nombreuses discussions à ce sujet, notamment en 1938 et 1939.

Pour Trotsky, la lutte indépendante des Noirs pour leurs droits démocratiques et pour la pleine égalité de droit avec tous ceux qui constituent la nation américaine devait être inconditionnellement soutenue par une organisation combattant effectivement pour la révolution socialiste.

Cela signifiait soutenir, si les travailleurs noirs commençaient à le constituer, un parti noir indépendant. Cela signifiait aussi reconnaître le droit inaliénable des Noirs à décider de leur propre sort, y compris, s'ils le voulaient, à la séparation.

Ce sont ces questions qui sont reprises à la lumière du développement de l'action des Noirs aux Etats-Unis dans le document intitulé *Freedom now* qui a été adopté par un congrès du Socialist Workers Party en 1963.

Ce document, partant du « mouvement réel » des Noirs américains, représente une réflexion et une élaboration non seulement sur la place objective de la question noire dans la lutte des classes aux Etats-Unis, mais aussi sur la place que l'action indépendante des travail-

leurs noirs tiendra dans la constitution du parti de la classe ouvrière dans ce pays.

C'est pourquoi nous publions ci-après ce document.

Dans ce document, dans la traduction française, nous avons employé le mot « Noirs », alors que le texte anglais parle de « Negroes » (négres), ce qui était à l'époque la qualification que les organisations révolutionnaires et démocratiques noires employaient pour s'auto-désigner, en l'opposant au terme raciste « Nigger », utilisé par les propriétaires d'esclaves. Depuis, ces organisations ont d'abord choisi le terme « Black » (Noir) pour se définir, terme aujourd'hui le plus courant, puis le terme « Afro-Américain ».

---

## I. "LA LIBERTÉ MAINTENANT" : UNE NOUVELLE PHASE

---

Sous le mot d'ordre « *la liberté maintenant* », la lutte des Noirs pour leur émancipation est entrée dans une nouvelle phase. Son importance est du même ordre que le changement qui s'est produit dans les années 1830, lorsqu'une partie du mouvement abolitionniste, auparavant dominé par l'idée de racheter les esclaves un à un ou de les renvoyer en Afrique, a exprimé la revendication explosive d'une émancipation immédiate et totale.

La caractéristique la plus remarquable de cette nouvelle phase dans la lutte des Noirs, c'est le rejet clair et sans détour du gradualisme (1), qui était le programme et la méthode du libéralisme capitaliste (2). « *La liberté maintenant* » est une revendication fondamentalement radicale et potentiellement révolutionnaire. Elle conduit ses partisans, quelles que soient par ailleurs leurs opinions, à entrer de plus en plus en conflit avec la Maison-Blanche et les démocrates du Sud, avec les directions syndicales et les libéraux, avec tous ceux, qu'ils soient noirs ou blancs, qui préconisent la modération, les compromis et des mesures purement symboliques.

La classe dominante de ce pays ne peut pas satisfaire cette revendication. Elle ne peut pas davantage supprimer ou détourner ce mouvement. C'est pourquoi une lutte conséquente pour son aboutissement produira de profonds changements non seulement dans les relations entre les races, mais aussi dans les relations entre les classes et dans la vie politique des Etats-Unis.

L'aspiration à « *la liberté maintenant* » a de nombreuses causes : l'urbanisation, l'industrialisation et les mouvements de population qui font que les trois quarts des Noirs vivent dans des villes plutôt que dans des zones rurales et la moitié ailleurs que dans le Sud ; l'impact des révolutions anticolonialistes contre la domination impérialiste blanche en Afrique, en Asie et en Amérique latine ; le nombre réduit de mesures, rares et fort modestes, acquises en vue de satisfaire l'exigence d'égalité ; la conviction que les dirigeants de ce pays n'accorderont jamais l'égalité de leur plein gré et sans que des pressions soient exercées, et que leurs difficultés dans la

---

(1) Les gradualistes sont partisans de la libération par étapes.

(2) Aux Etats-Unis, les « libéraux » représentent l'aile gauche du Parti démocrate. Le terme « libéralisme » se réfère à cette tendance.



période de guerre froide les rend plus vulnérables aux pressions ; la déception vis-à-vis des dirigeants noirs de la vieille école et des bureaucrates syndicaux. Cette aspiration est stimulée par le développement du sentiment de solidarité et de la conscience d'appartenir à une race, lié à une expérience commune de l'oppression et renforcé par le constat, fourni par l'histoire et l'actualité, que le Noir ne doit d'abord compter que sur lui-même pour réaliser des avancées. Cette aspiration est, dans certains secteurs, confortée par une remise en cause et un rejet des valeurs de la société capitaliste (dominée par les Blancs).

En conséquence, la lutte des Noirs s'est déployée à travers tout le pays, le nombre de militants actifs s'est accru d'une manière significative, en particulier parmi la jeunesse étudiante, qui n'est pas paralysée par l'esprit routinier, le scepticisme et le défaitisme de nombre de ses aînés et insuffle un nouveau dynamisme à la lutte. Une autre conséquence a été l'affirmation de l'indépendance, accompagnée d'une plus grande confiance en soi et de la volonté affirmée que le Noir soit maître de ses propres objectifs, de sa propre tactique et dirige ses propres luttes. D'autre part, la méfiance et la suspicion envers les Blancs, le vif ressentiment à l'égard du paternalisme sous toutes ses formes, s'expriment maintenant plus ouvertement. De nouvelles revendications et propositions sont formulées, que la plupart des libéraux blancs ne peuvent accepter (que soit accordée une attention particulière ou une priorité à la nécessité pour les Noirs de compenser des siècles d'oppression et de privation, qu'ils soient représentés à tous les niveaux d'une manière appropriée et efficace, le vote groupé, etc.). Cette nouvelle phase a déjà vu une croissance significative du sentiment séparatiste et nationaliste des Noirs ainsi que l'apparition de nouvelles organisations nationales et de centaines de groupes locaux luttant pour l'égalité. Tout cela fait partie du bouillonnement, de la discussion, de l'expérimentation et de la recherche ardente d'idées, de méthodes et d'un programme pouvant conduire la lutte pour l'égalité à la victoire.

La nouvelle période, dont la bataille de Birmingham en mai 1963 (3) marqua véritablement le début, a été marquée par les caractéristiques suivantes.

1. La lutte acquiert en ce moment un caractère de masse plus important. Elle implique l'activité de centaines de milliers de personnes, allant des étudiants et de la classe moyenne aux habitants des ghettos les plus défavorisés. Ils sont entrés dans l'action en tant que force de masse, dont le nombre et le dynamisme sont sans cesse grandissants.

2. L'action de masse dans ses diverses formes a de nouveau traversé la ligne Mason-Dixon (4). Les premiers coups de boutoir furent donnés dans le combat pour l'emploi sur le chantier de construction d'une école à Philadelphie. Il s'est étendu à New York et à d'autres endroits. Le barrage a cédé lorsque 250 000 Noirs ont participé à la « Marche pour la liberté », à Detroit, en juin. Ce fut la plus grosse manifestation de ce genre au cours de ce siècle. Dès le début, les revendications du Nord atteignirent un niveau socio-économique plus avancé que celles du Sud, s'attaquant en profondeur à la structure de classes en place.

3. L'impact de ces événements a ébranlé l'administration Kennedy, provoqué une crise politique dans le pays et obligé le gouvernement fédéral, ceux des Etats et des localités, à prendre des mesures qu'ils n'envisageaient même pas avant l'irruption de la révolte noire. L'administration Kennedy n'a aucune intention d'accorder l'égalité. Elle veut contenir cette révolte et si possible acheter la direction en proposant un minimum de concessions afin d'empêcher le mouvement de masse d'aller trop vite et trop loin.

4. Les dirigeants noirs les plus importants se trouvent dans une position encore plus difficile et instable. Ils sont contraints de parler et, dans certains cas, d'agir d'une manière plus militante, car ils craignent la puissance de la révolte dont ils ne sont pas à l'origine et qu'ils ne peuvent pas contrôler. Ils craignent aussi que la classe dominante, sur laquelle ils comptent,

(3) A Birmingham (Alabama), en mai 1963, des manifestations massives contre la ségrégation furent violemment réprimées, mais la lutte s'étendit à l'ensemble du Sud et nombre de lois ségrégationnistes furent abrogées.

(4) La ligne Mason-Dixon séparait les Etats abolitionnistes du Nord et les Etats esclavagistes du Sud.

n'accorde pas assez de concessions suffisamment vite et que le mouvement de masse continue à déferler en les contournant, en les dépassant et en les forçant à le suivre, alors qu'ils essaient de le ralentir. La profonde insécurité des dirigeants officiels, leur manque de contrôle sur les masses, l'émergence de nouvelles forces et de nouveaux dirigeants potentiels plus audacieux sont des signes positifs d'une révolte qui monte et se radicalise de plus en plus.

5. Dans le Sud, à cette étape, le combat pour les droits civiques a quelques caractéristiques particulières qui le distinguent du reste du pays.

A) A cause des violations manifestes et intolérables des droits démocratiques les plus élémentaires, les combattants de la liberté dans le Sud sont en mesure de dénoncer et de faire campagne contre les injustices de Jim Crow (5), de gêner constamment le gouvernement fédéral et de faire monter l'indignation contre la ségrégation, non seulement aux Etats-Unis, mais dans le monde entier.

B) Dans certaines parties du Sud où les Noirs constituent une majorité, des actions, comme celle visant à l'élection d'un shérif noir dans le comté de Laflora, ont un aspect tout à fait explosif, car elles s'attaquent directement à la structure « suprémaciste » (6) blanche, qu'elles mettent ainsi en péril. Les campagnes pour l'inscription sur les listes électorales dans les zones rurales où des candidats noirs intransigeants pourraient devenir maires, juges ou shérifs, sont susceptibles de bouleverser l'équilibre du pouvoir dans ces secteurs.

C) Les événements du Mississippi, de l'Alabama et de la Géorgie ont des répercussions immédiates sur l'état d'esprit du mouvement dans le Nord. Tout acte de brutalité, toute éruption de violence ou toute manifestation ou conquête notable dans le Sud stimulent les populations noires dans le reste du pays. Ainsi, l'intensification et l'extension de la lutte dans le Sud agissent comme un puissant aiguillon sur le mouvement pour les droits civiques. Inversement, les avancées de la lutte au Nord, comme les actions directes pour l'emploi, tendent à nourrir en retour les luttes du Sud et à les porter à un niveau supérieur.

---

## II. LES TENDANCES ACTUELLES

---

Les forces combattant pour « *la liberté maintenant* » sont confrontées à la tâche de s'unir dans un mouvement efficace et de se munir d'un programme, d'une philosophie et d'une perspective. Réussir dans cette entreprise dépendra d'une juste appréciation des courants qui s'affrontent sur ce terrain, des intentions de leurs ennemis racistes et des relations entre le mouvement noir et les autres secteurs de la population.

La National Association for the Advancement of Colored People (Association nationale pour l'avancement des gens de couleur — NAACP) a pendant longtemps été l'organisation dominante dans le combat pour les droits civiques. Mais sa relative influence a décliné et elle est contestée de tous côtés. Sa direction, issue de la classe moyenne et des milieux libéraux, compte principalement sur l'action légale et législative et décourage l'action de masse, les initiatives et la lutte. Craignant d'être dépassée et court-circuitée par des organisations plus militantes, elle a essayé de moderniser son « image », mais la NAACP reste le principal promoteur et le symbole du gradualisme. Les masses noires l'apprécient peut-être en tant que groupe de pression législatif et organe de défense, mais elles ne s'y sentent pas à l'aise et, pour la plupart, n'y appartiennent pas.

Un courant pacifiste a acquis une certaine force et ses dirigeants une notoriété depuis la fin des années 1950. Ses organisations principales sont la Southern Christian Leadership Conference (Conférence de la direction chrétienne du Sud — SCLC), dirigée par Martin Luther King, et le Congress of Racial Equality (Congrès pour l'égalité raciale — CORE). Leur prestige provient du fait que, à la différence de la NAACP, ils ont apporté leur soutien et leur participation à certaines formes d'action directe. Mais le pacifisme de King a aussi l'effet inverse d'empêcher la lutte et les initiatives de masse de se déployer pleinement. Il prêche « l'amour » de l'ennemi

---

(5) Jim Crow est le surnom donné à la législation ségrégationniste dans les Etats du Sud.

(6) Les suprémacistes sont partisans de la domination raciale des Blancs sur les Noirs.

raciste et menace d'arrêter les luttes pour les droits civiques chaque fois que les masses se montrent prêtes à se défendre contre la violence raciste. Bien que King utilise le langage de « *la liberté maintenant* », ce n'est pas un hasard si les libéraux le soutiennent, au motif qu'il serait le « dirigeant noir qu'il faut » ou si l'administration Kennedy comprend qu'il peut être utilisé pour empêcher les masses de devenir incontrôlables.

Il existe une différence essentielle entre le pacifisme qui prêche la non-résistance à tout prix et à tout moment et le pacifisme défensif qu'impose un rapport de forces défavorable. Pour le moment, seuls de petits groupes de militants noirs soutiennent ouvertement la nécessité d'une autodéfense organisée contre les gangs suprémacistes blancs et la police. Les dirigeants pacifistes se réclamant de Ghandi sont prêts à faire confiance aux forces militaires gouvernementales, tout en refusant par principe que les Noirs adoptent des mesures d'auto-protection, alors qu'ils sont menacés d'agression par les défenseurs des lois Jim Crow, protégés par l'appareil d'Etat, dont ils font même quelquefois partie.

Le Student Non-Violent Coordinating Committee (Comité de coordination étudiant non violent — SNCC) est un courant distinct de King et du CORE. Il émane de la volonté de militants étudiants de s'engager dans une voie différente de celle des gradualistes. Il ne prêche pas une adhésion sans faille aux principes de Ghandi. Pour ses dirigeants, la non-violence est plus une tactique qu'un dogme ou un principe et elle n'exclut pas le droit à l'autodéfense. Le SNCC est une sorte de mouvement d'avant-garde centré essentiellement sur l'action directe comme moyen d'organiser les masses du Sud pour une lutte indépendante.

Le Negro American Labor Council (Conseil ouvrier américain noir — NALC) a été formé afin de remplir la mission indispensable de combattre la discrimination dans les entreprises et le mouvement ouvrier. De par leur nombre et leur position stratégique de lien entre le mouvement ouvrier et la communauté noire, les syndicalistes noirs peuvent jouer un rôle vital en s'assurant du soutien syndical aux luttes indépendantes du peuple noir et du soutien

des Noirs aux syndicats. Mais, en dehors de quelques villes, le NALC n'a pas à ce jour réussi à recruter beaucoup de travailleurs noirs. Cet échec est en partie dû à la forte emprise exercée sur l'organisation par la direction présidée par A. Philip Randolph. La faiblesse du NALC réside dans le fait que la plupart de ses dirigeants doivent leur position syndicale à la bureaucratie syndicale qui les y a nommés et ont peur de la compromettre en lançant des actions audacieuses inacceptables pour les Meany et Reuthers (7).

Les Black Muslims (Musulmans noirs), sous la direction d'Elijah Muhammad, constituent la tendance la plus dynamique dans la communauté noire du Nord. Ils formaient au départ une petite secte religieuse sans influence, puis ils ont recruté des adhérents, essentiellement dans la classe ouvrière, dans les villes du Nord, gagné de nombreux partisans et le respect de millions de Noirs qui sont attirés par leur dénonciation sans détour de l'oppression raciale et leur volonté résolue de se libérer de la domination blanche. Nationalistes et séparatistes, ils rejettent non seulement le gradualisme et les mesures symboliques de pure forme, mais également le droit des oppresseurs de contrôler et exploiter les Noirs. Ils affirment avec vigueur la capacité et le droit du peuple noir de se gouverner lui-même. Parmi leurs faiblesses marquantes, il y a leur incapacité à comprendre les causes économiques du racisme et le fait qu'ils n'ont pas de programme d'action leur permettant de participer aux luttes partielles, immédiates et transitoires, des masses noires et d'y exercer une influence. Au cours de l'année passée, les Black Muslims ont commencé à rompre leur isolement par une plus grande souplesse dans leur attitude envers les autres organisations noires. Un pas en avant important et prometteur a été leur récente déclaration en faveur de l'action politique sous la forme d'une campagne électorale visant à élire des représentants noirs.

(7) George Meany et Walter Reuthers furent respectivement présidents de chacune des deux grandes centrales syndicales, l'AFL et le CIO, jusqu'à leur fusion dans l'AFL-CIO en 1955. Ils devinrent alors président et vice-président de la nouvelle organisation (*lire plus bas*).

Les courants les plus radicaux du point de vue de l'orientation sociale et politique ont trouvé leur inspiration dans l'exemple fourni à Monroe (Caroline du Nord) par Robert F. Williams. La ville de Monroe a apporté une remarquable contribution à la théorie et à la pratique de l'autodéfense. Cependant, le mouvement a été affaibli par la persécution, les machinations et l'exil de son dirigeant.

Dans tout le pays, des groupes récemment formés au niveau des régions et des localités jouent maintenant un rôle décisif dans la lutte contre les théories des libéraux et des partisans du gradualisme.

C'est à partir de ces groupes et courants que sera rassemblée et unifiée la direction noire qui mènera une lutte réelle pour l'égalité. Mais il faut ajouter qu'à l'étape actuelle aucun de ces courants, y compris les plus importants, ne peut se réclamer d'un nombre de partisans supérieur à un faible pourcentage du peuple noir. Le mouvement « La liberté maintenant » se forme puis se forme à nouveau, apprend, se développe, se prépare, se définit puis se définit encore. Néanmoins, la grande masse noire, concentrée dans les ghettos du Nord et du Sud, n'est pour l'instant pas impliquée.

---

### III. LE NATIONALISME NOIR AUJOURD'HUI

---

Les définitions générales du nationalisme ne peuvent suffire à comprendre et expliquer le nationalisme noir aux Etats-Unis aujourd'hui. Bien qu'il ait des traits communs avec le nationalisme marquant les rébellions des pays africains et le nationalisme des minorités opprimées dans l'ancien empire tsariste, le nationalisme noir américain présente aussi des différences à maints égards. De plus, il est encore au début de son développement et subira à coup sûr des transformations à l'avenir. Pour procéder à une analyse définitive, il faudra attendre que le nationalisme noir devienne un mouvement de masse et acquière des caractéristiques plus marquées et plus stables qu'en ce moment. Néanmoins, il est déjà possible de tirer un certain nombre de conclusions à titre indicatif.

Le capitalisme isole les Noirs, les confine dans des ghettos, construit des murs où il les enferme et les lie dans une rancœur commune à l'égard de la discrimination raciale, des interdictions, des privations et des mauvais traitements. C'est sur ce terrain que s'enracine et se développe le nationalisme noir. Il est le produit de ces conditions, une réaction contre ces dernières, une façon de leur résister et de les combattre. Dans le passé, l'espoir que ces conditions pouvaient être éradiquées a eu tendance à affaiblir le sentiment nationaliste noir et à interrompre son activité. Cependant, l'idée que ces conditions existeront dans ce pays pour toujours ou pour toute une génération, contribue à nourrir, à renforcer et à raviver le nationalisme noir.

L'intensification des tendances séparatistes parmi les Noirs des villes du Nord exprime un rejet de la société de classe américaine de la base au sommet et le désir profond de se libérer des maux de cette société. Ils jugent que la vie en Amérique, l'« American Way of Life » qu'ils connaissent actuellement, n'a rien de valable à offrir aux Noirs. En l'absence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire ou d'une avant-garde socialiste puissante, le radicalisme des masses des ghettos noirs passe par les canaux de la conscience d'appartenir à une race, rejetant la société des Etats-Unis comme étant le monde de l'homme blanc. Ce désir de rompre et de se séparer de la structure sociale du capitalisme américain n'est pas très éloigné de celui, sous des formes différentes, d'abolir ce système par la lutte révolutionnaire.

La résolution adoptée par la convention du Socialist Workers Party en 1948 constatait l'apparition et la croissance d'une « *nation noire embryonnaire à l'intérieur de la nation* ». Elle reste à l'état embryonnaire aujourd'hui, mais elle a grandi et mûri. Les sentiments nationaux fondés sur la race ont été nourris et stimulés à l'intérieur du pays par la caricature que constituent les mesures de pure forme en faveur des Noirs et à l'extérieur par les succès de la révolution coloniale. Le Noir est profondément conscient que, en tant que citoyen de seconde zone, il est citoyen et en même temps n'est pas un citoyen. Il constate que le concept de colonialisme à l'intérieur du pays est convaincant, car il

souligne les nombreuses similitudes entre la façon dont le capitalisme traite le peuple noir et celle dont il traite les peuples colonisés.

Mais les Noirs américains sont dans une situation unique par certains aspects. Ils forment une minorité opprimée qui n'a pas une base géographique, linguistique ou culturelle qui puisse la différencier de ses oppresseurs. Le nationalisme noir est en gros à cette étape un moyen « d'auto-identification », une méthode pour différencier de ses oppresseurs une minorité opprimée sur des critères de race et de l'unir sur le terrain de l'idéologie et de l'organisation pour qu'elle se libère de l'oppression. Le nationalisme noir joue un rôle qui, par bien des aspects, ressemble au rôle que joue la conscience de classe pour la classe ouvrière.

James Baldwin (8) a essayé de définir le nationalisme et il peut être utile de s'appuyer sur sa tentative. Selon cet écrivain, il signifie « *qu'un certain groupe de personnes, habitant à un certain endroit, a décidé de prendre son destin en main* ». Appliqué aux Etats-Unis, et telle était l'intention de l'auteur, cela signifie que beaucoup de Noirs ont décidé (et leur nombre va grandissant) qu'ils ne peuvent laisser leur avenir entre les mains des oppresseurs blancs, qu'ils doivent s'unir à d'autres Noirs et décider pour eux-mêmes de ce qu'ils veulent aux Etats-Unis et de la part des Etats-Unis.

Cette prise de conscience est la caractéristique fondamentale du nationalisme noir aujourd'hui. Elle s'exprime de différentes manières : le plus fréquemment, la fierté d'appartenir à une race se renforce, des déclarations d'indépendance s'expriment ainsi que la méfiance envers les Blancs et le désir qu'existe une direction noire et que les Noirs contrôlent le combat pour les droits civiques. Elle est également présente, à des degrés divers, dans la plupart des courants noirs, qu'ils soient intégrationnistes ou séparatistes.

Vu sous cet angle, le nationalisme noir tel qu'il existe actuellement ne doit pas être assimilé au séparatisme noir, le courant qui préconise la création d'une nation noire séparée. Les deux concepts sont différents. Tous les séparatistes sont nationalistes,

mais tous les nationalistes ne sont pas séparatistes. Le nationalisme exprime le désir des Noirs de décider de leur destin, y compris, entre autres choses, de leur position sur la question d'une nation séparée. Les nationalistes veulent le droit de décider de leur destin et de créer un mouvement indépendant ; ils veulent aussi qu'existent des conditions leur permettant de décider de leur destin. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas fait le choix d'une nation séparée.

Pour de nombreux Noirs, le nationalisme est envisagé comme une façon d'unir la masse du peuple noir et de forcer les dirigeants du pays à leur accorder l'égalité à l'intérieur des Etats-Unis — et c'est ce qu'il peut contribuer à faire advenir. Ils laissent ouverte la question du séparatisme, qui serait abordée à une étape ultérieure, sans pour l'instant le rejeter ou l'approuver.

La première tâche importante de la lutte des Noirs, c'est la mobilisation et l'unification des masses noires en un mouvement indépendant qui combat pour l'égalité — préalable indispensable à une future alliance révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple noir. Le nationalisme noir est progressiste parce qu'il contribue à la création d'un tel mouvement noir indépendant. Il restera progressiste aussi longtemps qu'il remplira cette fonction, que la lutte soit menée sur une ligne intégrationniste ou séparatiste.

Les socialistes révolutionnaires se félicitent du développement du nationalisme noir et sont prêts à collaborer sans réserve avec ses partisans dans le combat contre nos ennemis communs. Pour nous, le nationalisme noir et le socialisme révolutionnaire ne sont pas seulement compatibles, ce sont des forces complémentaires qui devraient être plus étroitement soudées dans la pensée et l'action. Notre solidarité commune avec la révolution anticolonialiste, le soutien que nous lui apportons, ainsi que notre hostilité envers la domination impérialiste, constituent des liens importants entre les deux mouvements.

Les socialistes révolutionnaires doivent être prêts à entendre ce que les courants

(8) James Baldwin (1924-1987), écrivain américain noir qui, dans ses romans, a mis en scène la vie des Noirs.

militants noirs ont à leur apprendre et à intégrer tout ce qui est progressiste dans leurs positions et leurs idées ; en même temps, il ne faut jamais oublier que, si nous devons nous instruire, nous avons aussi quelque chose à transmettre. Il manque encore aux courants nationalistes un programme d'ensemble réaliste capable de résoudre les problèmes du peuple noir, et beaucoup de nationalistes ont des conceptions confuses. Les socialistes révolutionnaires doivent faire preuve à la fois de fermeté et de patience pour démontrer le bien-fondé et l'actualité du marxisme — conçu et appliqué d'une manière correcte — pour le peuple noir : fermeté, parce que nous avons confiance en la justesse du programme socialiste, patience, parce que nous savons que la logique de la lutte des Noirs les conduit inévitablement sur une voie socialiste.

En lui-même, le nationalisme est un récipient vide qui peut être rempli de contenus extrêmement différents. Le nationalisme de Tchang Kaï-chek est diamétralement opposé à celui d'un révolutionnaire communiste chinois ou à celui d'un Fidel Castro. Les militants nationalistes noirs peuvent nourrir des idées fausses et des illusions petite-bourgeoises. Les marxistes noirs doivent insuffler un contenu et une orientation révolutionnaires, scientifiques et anticapitalistes aux aspirations et aux luttes nationalistes de leur peuple.

Les progrès de la révolution anticolonialiste faciliteront grandement leur travail. Les idées du socialisme sont reprises par un nombre sans cesse croissant de peuples colonisés se battant pour la libération sociale et nationale en Afrique, en Asie et en Amérique latine. La popularité des doctrines, mouvements, gouvernements, marxistes et anticapitalistes auprès des races non blanches exercera une influence grandissante sur les éléments d'avant-garde de la lutte noire dans notre pays, ce qui renforcera les positions du SWP.

Les socialistes noirs doivent présenter, pour inspirer et guider les noirs américains, l'exemple de Cuba, où le renversement du capitalisme par la révolution socialiste a éradiqué la discrimination et instauré une authentique égalité et fraternité entre les citoyens noirs et blancs à cent cinquante kilomètres des côtes des Etats du Sud.

---

#### IV. LE SÉPARATISME ET UNE NATION SÉPARÉE

---

Dans un premier temps, la position théorique du socialisme révolutionnaire sur le séparatisme noir fut élaborée à la convention de 1939 du Socialist Workers Party. Maintenant que, sous l'influence des Black Muslims, le séparatisme est pour beaucoup une question politique d'une vibrante actualité, cette position doit être réaffirmée, adaptée aux conditions actuelles et clarifiée sans aucune équivoque.

En 1939, nous prévoyions la possibilité que les Noirs, comme partie intégrante de leur combat pour mettre fin à des siècles d'oppression et d'exploitation, pourraient un jour décider qu'ils voudraient une nation séparée, contrôlée et dirigée par eux-mêmes. Nous disions que, si cela se produisait, cela mettrait fin au long débat théorique pour savoir si oui ou non les Noirs représentent une minorité nationale en même temps qu'une minorité raciale et que nous, en tant que partisans du droit à l'autodétermination, nous apporterions notre soutien à la demande des Noirs pour une nation séparée et nous ferions tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à l'obtenir.

En prenant cette position, nous ne nous faisons pas les partisans d'une nation séparée, comme le Parti communiste, pas plus que nous ne le sommes maintenant. Ce que nous défendons, c'est le droit des Noirs à décider par eux-mêmes de cette question. Nous nous engageons à soutenir leur combat pour aboutir à ce qu'ils ont, eux, décidé, que ce soit l'égalité par l'intégration ou l'égalité par la ségrégation ou les deux.

En 1939, il nous apparaissait que l'ensemble des Noirs ne s'était pas encore exprimés sur ce point, ou ne s'étaient pas exprimés de façon claire. Neuf ans plus tard, dans la résolution adoptée lors de notre convention de 1948, nous observions que le « sentiment » croissant « de solidarité raciale et nationale chez les Noirs se borne à ce jour à acquérir assez de force et d'énergie pour faire tomber les barrières qui excluent les Noirs de la société américaine et ne semble guère s'orienter vers un séparatisme national ». Il était clair que dans leur immense majorité, les Noirs étaient intégrationnistes

au sens où ils étaient pour l'abolition de tout système et toute institution discriminatoire et ségrégationniste dans ce pays. En 1939 et en 1948, nous pensions que la question restait « ouverte » — que les Noirs pourraient aboutir à une décision différente sur le séparatisme à l'avenir.

En 1963, la situation a considérablement évolué, mais pas de façon décisive. D'un côté, les Black Muslims, les partisans les plus énergiques du séparatisme, ont réalisé des avancées considérables sur le plan organisationnel, et leur influence s'est élargie de façon encore plus considérable. D'un autre côté, davantage de Noirs qu'auparavant se sont activement engagés pour faire tomber les barrières des lois Jim Crow. Si cette activité en fait des intégrationnistes, il faut relever qu'il existe des divisions profondes parmi de nombreux Noirs intégrationnistes. Ils éprouvent pour les Black Muslims des sentiments mitigés, partagés entre l'attraction et la répulsion.

En règle générale, les réflexions et les discussions parmi les Noirs sur le séparatisme et les problèmes qu'il entraîne sont bien plus approfondies qu'il y a quinze ou vingt-quatre ans. Mais l'ensemble des Noirs n'a pas encore pris une position arrêtée sur ces questions et nous devons encore attendre leur décision définitive.

Tant que la masse des Noirs n'aura pas pris de décision, le SWP ne prendra parti ni pour ni contre une nation séparée. Nous défendons le droit du peuple noir à prendre cette décision. Cela signifie que nous défendons le droits des séparatistes à se réunir, parler, écrire et faire connaître leur opinion et à être protégés des attaques et des coups montés par le gouvernement ou les groupes de vigiles armés. Cela signifie refuser la calomnie qui veut que les Black Muslims et d'autres séparatistes soient les « homologues » des White Citizens Councils (9) et du Ku Klux Klan. Cela signifie agir contre le concept largement répandu, mais erroné, que la séparation, librement choisie par les Noirs, « équivaut » à la ségrégation imposée par les tenants de la suprématie blanche.

Notre attitude à l'égard des séparatistes, y compris des Black Muslims, est amicale. Nous reconnaissons que la simple existence des Black Muslims a eu des effets bénéfiques, en infléchissant les courants noirs vers

la gauche et en donnant ainsi une impulsion, y compris à des combats purement intégrationnistes. Nous notons avec intérêt que bien loin d'être une secte obtuse, les Black Muslims ont montré l'année dernière qu'ils pouvaient changer et adopter une orientation plus apte à aller dans le sens des intérêts de tous les Noirs. Cependant, ils n'ont pas encore développé un programme d'action pour les luttes qui se déroulent actuellement.

Là où nous avons des divergences avec eux, ces divergences ne signifient pas hostilité, nous recherchons la collaboration avec eux sur des projets qui soient acceptables des deux côtés. Nous laissons clairement entendre que nous ne sommes pas opposés à la séparation si c'est la volonté de l'ensemble des Noirs. Au lieu de nous attaquer au séparatisme, sous prétexte qu'il serait « utopique », nous cherchons à dégager les implications révolutionnaires de la lutte de masse pour y aboutir et nous demandons à ses partisans de développer des méthodes, des tactiques et des programmes radicaux comme le seul moyen d'y parvenir.

Si les Noirs décidaient qu'ils veulent la séparation, nous déclarerions qu'il faut leur accorder cette séparation. En même temps, nous continuerions à nous battre avant, pendant et après toute séparation qui pourrait se produire, pour abolir toutes les inégalités raciales, ainsi que la cause de toutes ces inégalités aux États-Unis. En ce sens, nous sommes et demeurerons intégrationnistes, quoi qu'il advienne. Nous sommes convaincus que la lutte révolutionnaire pour le socialisme et l'instauration d'un gouvernement socialiste élimineront les racines de l'antagonisme entre les races et créeront les conditions pour l'égalité et l'intégration de tous dans un nouveau type de vie commune.

---

## V. L'ORIENTATION CAPITALISTE

---

L'avenir de la lutte des Noirs dépend avant tout de ce qu'en feront les Noirs. Il dépend de ce qu'en feront — ou n'en feront pas — leurs alliés. Il dépend aussi de ce qu'en feront leurs nemis.

---

(9) Les White Citizens Councils (Conseils de citoyens blancs) formaient une organisation blanche suprémaciste.

L'ennemi principal des Noirs, ce sont les riches qui dirigent le pays. C'est la classe capitaliste qui a introduit le système de l'oppression raciale dans ce pays, d'abord sous la forme de l'esclavage. Après l'abolition de l'esclavage, ils ont poursuivi cette oppression sous d'autres formes et, aujourd'hui, ils la poursuivent encore. Les riches ont introduit et poursuivi l'oppression raciale parce qu'elle était — et est encore — commode pour exploiter la classe ouvrière, source de superprofits et moyen de diviser la classe ouvrière en perturbant les efforts qu'elle fait pour s'unir contre ses exploiters.

Le fait que ce soit la classe capitaliste qui porte la responsabilité de l'oppression raciale n'est pas contradictoire avec le fait que d'autres secteurs de la population, y compris la classe ouvrière, soient contaminés à des degrés divers par les préjugés et le poison du racisme. S'il n'en était pas ainsi, la ségrégation n'aurait jamais existé. Mais le système capitaliste a instillé ces préjugés chez les ouvriers blancs, les a renforcés en accordant aux travailleurs blancs des avantages et des privilèges aux dépens des Noirs. Ce sont les capitalistes qui sont les principaux responsables, pas les travailleurs qui sont d'accord avec la discrimination raciale et qui sont eux-mêmes aussi bien les victimes que les bénéficiaires du racisme. Il est également nécessaire de combattre sans cesse les préjugés et les pratiques racistes des travailleurs. Cependant, il faut garder à l'esprit que ce ne sont pas les travailleurs mais les capitalistes qui possèdent le pouvoir politique et économique dans ce pays et qui contrôlent les appareils de la propagande, de l'information, de l'enseignement et de la police. Il est indiscutable que les capitalistes usent de leur pouvoir pour perpétuer l'oppression raciale et non pour l'abolir.

Les gradualistes, même quand ils sont obligés de reconnaître ces faits historiques, répondent que les choses sont différentes maintenant ou vont bientôt changer. Ils prétendent que des progrès constants et substantiels ont été faits ces dernières années, que les avancées enregistrées indiquent que ce progrès va continuer indéfiniment jusqu'à l'éradication complète des barrières de race et que ce processus va être

accélééré par le gouvernement à cause des nécessités de sa propagande dans la guerre froide. Ces prétentions ne résistent pas à l'épreuve des faits.

En réalité, les progrès sont lents, limités et inégaux. De plus, dans certaines régions, il y a reculé plutôt que progrès. En 1962, le revenu d'une famille noire moyenne représentait 54 % de celui d'une famille blanche, alors que dix ans auparavant, il était de 57 %. Alors que, durant la décennie actuelle, le revenu des deux groupes a augmenté, celui des Blancs a augmenté davantage, et donc l'écart s'est creusé au lieu de se combler. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le taux de chômage des Noirs est le double de celui des Blancs, ce qui représente un déséquilibre plus prononcé que durant la dépression des années 1930. Durant les périodes de récession, l'écart grandit, atteignant deux et demi à trois fois celui des Blancs.

Actuellement, les enfants noirs vont à l'école trois années et demie de moins que les enfants blancs. Cinq fois plus de Noirs que de Blancs vivent dans des logements délabrés ; en moyenne, les Noirs ont toujours sept années d'espérance de vie de moins que les Blancs, la discrimination qu'ils subissent, depuis le berceau jusqu'à la tombe, coûte aux Noirs cette proportion de leur espérance de vie. Il n'y a pas encore dans ce pays un seul Etat où un Noir ne subisse, à un moment ou à un autre, des humiliations, des insultes ou même pire.

La réalité de la tendance se voit dans la situation des écoles dans le Sud depuis la décision de la Cour suprême en 1954. Le fait qu'elle soit appliquée de façon très restrictive est masqué, car il suffit qu'une école accepte un seul élève noir ou quelques-uns pour se trouver classée « sans ségrégation ». En réalité, neuf ans après, moins de 8 % des enfants noirs du Sud vont dans les mêmes écoles que les enfants blancs. A ce rythme, il faudra encore un siècle pour que le système scolaire du Sud soit ouvert aux Noirs.

Là où on enregistre quelques avancées limitées, leur bénéfice n'est pas également réparti. Certains Noirs arrivent à obtenir des emplois dans des secteurs qui leur étaient auparavant fermés (professions libérales, employés, cadres moyens) et parviennent à



atteindre le revenu et le statut de la classe moyenne noire (proportionnellement moins nombreuse, avec moins de sécurité d'emploi et moins bien payée que la classe moyenne blanche). A l'autre extrémité, les conditions de vie d'un très grand nombre de Noirs se sont gravement détériorées à cause du chômage et de l'automatisation. Ce sont les travailleurs noirs qui sont le plus touchés par l'automatisation. Dans l'ensemble, si l'on compare ce qu'a gagné la minorité des Noirs qui ont le mieux réussi et l'augmentation de la pauvreté chronique et des privations dont souffre la majorité des Noirs, le bilan est bien négatif.

Quand ils étudient les tendances actuelles à la lumière du passé, les socialistes révolutionnaires concluent que l'oppression raciale peut être abolie aux Etats-Unis seulement si on liquide le système en vigueur, celui du capitalisme, fondé sur le profit, et qu'on le remplace par un système basé sur une production répondant aux besoins. Ceux qui critiquent cette position répondent que l'histoire montre des exemples de pays capitalistes où le racisme n'est pas très présent. Ils en concluent que le racisme n'est pas une composante indispensable de toutes les sociétés capitalistes et, donc, que le capitalisme américain peut être débarrassé de cette caractéristique sans qu'il soit nécessaire de se débarrasser du capitalisme.

Cette conception est trompeuse, car elle ne se base que sur des généralités. La conclusion du SWP se fonde sur une analyse concrète de la nature et des contradictions de la structure capitaliste spécifique aux Etats-Unis. L'histoire de ce pays est différente de celle d'autres pays capitalistes. Elle a amené le développement de relations économiques et politiques spécifiques, d'où sont issus des intérêts, des besoins et des institutions qui continuent à prospérer. Ce capitalisme particulier, le capitalisme américain, sera peut-être forcé de modifier certains aspects de son système racial. Mais la classe dirigeante ne l'abolira jamais volontairement, car elle a trop intérêt à ce qu'il perdure : elle sait que les tentatives de l'extirper dans le Sud susciteraient une révolution politique régionale qui tendrait à se transformer en révolution sociale.

Le capitalisme américain n'est pas simplement entaché de racisme. Ses racines

mêmes sont inextricablement mêlées à l'oppression raciale, et il sait que si on éradique cette dernière, on met en danger tout le reste. Bien sûr, la ségrégation gêne vraiment la classe dirigeante américaine dans ses relations internationales et dans ses manœuvres diplomatiques. Mais elle préfère continuer à éprouver cette gêne plutôt que de courir le risque des conséquences d'un effort véritable pour se débarrasser de ce qui cause cette gêne.

Rien n'indique actuellement que les capitalistes ou leur gouvernement aient l'intention d'éradiquer l'oppression raciale dans les années ou décennies qui viennent. Même leurs porte-parole qui déplorent la situation ne croient pas qu'elle sera liquidée au cours de notre siècle. Leur véritable perspective n'est pas d'abolir le racisme, mais de le modifier, de le réformer, de le débarrasser de certains de ses traits secondaires, d'abroger les lois qui le rendent obligatoire — et de le faire si lentement que le processus s'étendra sur plusieurs générations, ce qui le rendra acceptable pour les suprémacistes blancs du Sud.

Tout au plus, l'objectif des capitalistes est d'établir sur tout le pays des relations entre les races ressemblant à ce qui existe dans le Nord — où la ségrégation formelle n'est pas punie ou est même interdite par la loi, mais où, en pratique, existent la ségrégation la plus flagrante et l'inégalité. Ils espèrent que ce processus de réforme graduelle leur permettra de proclamer que la démocratie américaine améliore la relation entre les races dans le pays, qu'il empêchera des explosions sociales dans le Sud qui pourraient s'étendre vers le Nord et qu'il contiendra le mécontentement et la révolte des Noirs dans le pays.

Ils sont également prêts à accorder à une toute petite couche de la classe moyenne noire quelques positions et quelques avantages supplémentaires dans l'espoir que cela refrénera l'impatience de tous les Noirs. Là où ils ne peuvent pas acheter leurs adversaires, ils font usage du harcèlement, de l'intimidation et de la persécution pour réprimer et briser les groupes noirs qui refusent de se soumettre à la structure de pouvoir du capitalisme. La meilleure perspective d'avenir que le capitalisme américain réserve à la masse des Noirs n'est pas l'égalité au cours de notre génération ni de

la suivante, mais la promesse que l'inégalité formelle peut disparaître dans un futur plus ou moins éloigné.

---

## VI. LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA LUTTE DES NOIRS

---

On a démontré historiquement que, plus la direction du mouvement ouvrier organisé est radicale et démocratique, plus elle cherche à effacer les barrières raciales et à intégrer les travailleurs noirs dans les syndicats, afin de se solidariser avec les Noirs en tant que minorité opprimée et promouvoir une alliance de combat entre le mouvement ouvrier et les Noirs contre leurs ennemis communs.

Le contraire est également vrai. Quand des bureaucrates, conservateurs ou tenant un langage libéral, dominant le mouvement ouvrier, leur préoccupation principale, c'est la préservation et l'extension de leurs propres privilèges et de leur propre pouvoir. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour éviter de combattre les capitalistes sur toutes les questions ; ils subordonnent et trahissent les intérêts de la base du syndicat, des travailleurs inorganisés et de tous les groupes opprimés ; et ils sont indifférents ou hostiles à la lutte des Noirs pour l'égalité.

Le rôle du mouvement ouvrier constitue l'une des différences essentielles entre les années 1930 et les années 1960, et cela influe directement sur l'état d'esprit actuel et sur les activités dans la communauté noire.

Les jeunes d'aujourd'hui ont du mal à apprécier la façon dont la constitution du CIO (10) a profondément affecté les rapports entre les races. Cela a amené le premier bouleversement progressiste majeur et la première inversion de ces rapports. Jusqu'alors, la discrimination et la ségrégation s'étaient aggravées et endurcies dans tous les domaines, y compris dans les vieux syndicats de l'American Federation of Labor (AFL), qui avaient toujours tourné le dos aux Noirs. Ensuite, avec l'apparition du CIO, pour la première fois depuis des décennies, le travailleur noir a vu qu'une main puissante se tendait vers lui, l'invitant à entrer dans la maison du syndicat, ou du moins à gravir un étage. Malgré les

expériences précédentes avec les Blancs, douloureuses et décourageantes, les travailleurs noirs se sont ralliés magnifiquement aux nouveaux syndicats d'industrie et ils ont joué un rôle clé en détruisant le système de l'*open shop* (11) dans les industries de base. Aucun autre groupe ne s'est montré aussi loyal ni aussi dévoué.

Ce n'était pas parce que le CIO, même dans ses meilleurs jours, remplissait toutes ses obligations envers les Noirs. Mais, contrairement à n'importe quelle autre organisation importante, il accueillait les Noirs. Cela promettait une possible inversion dans les relations de plus en plus défavorables entre les races dans le pays. Bien que les Noirs n'aient jamais gagné l'égalité complète dans les syndicats, grâce à leur propre activité et avec l'aide du CIO, ils ont pu conquérir un point d'appui solide dans les syndicats et dans l'industrie, à partir duquel ils ont pu faire pression pour avancer vers de nouvelles conquêtes. Avant que la stagnation du mouvement ouvrier ne s'installe à la fin des années 1940, le nombre de Noirs à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé avait atteint son imposant niveau actuel (1,5 million). Tout aussi important : le CIO, par son existence même, a servi de bouclier derrière lequel la communauté noire tout entière a pu consolider ses forces, formuler des revendications nouvelles et plus indépendantes et jeter les bases des luttes d'aujourd'hui et de demain.

Beaucoup de choses ont changé dans ce dernier quart de siècle. Avec l'aide du gouvernement et des employeurs, les bureaucrates syndicaux ont domestiqué la plupart des syndicats et décimé ou détruit l'influence radicale dans les syndicats. Les groupes de militants oppositionnels, qui étaient les alliés les plus proches des Noirs à l'intérieur des syndicats, sont désormais absents ou impuissants. Le mouvement ouvrier est sur la défensive depuis des années. Les bureaucrates à la mentalité capitaliste sont guidés par la collaboration de classe, pas par la lutte de classe. En

(10) Le CIO (Committee for Industrial Organization) avait scissionné de l'AFL en 1935. Ses promoteurs entendaient construire des syndicats d'industrie, alors que l'AFL organisait les salariés en syndicats de métier.

(11) *Open shop* : entreprise dans laquelle les syndicats ne peuvent exercer aucun contrôle sur le recrutement (par opposition au *closed shop*).

pratique, cela signifie ne pas se battre contre les employeurs, mais rechercher des accords avec eux — parfois pour préserver les conditions de travail des travailleurs les plus âgés, les plus privilégiés, ceux qui ont la plus grande ancienneté, et toujours au détriment des travailleurs les plus faibles et les plus exploités, dont les Noirs et les autres minorités constituent une large part.

Les bureaucrates ont promis d'éliminer le racisme quand l'AFL et le CIO ont fusionné en 1955. Mais, comme avec toute autre tâche progressiste, ils se sont contentés d'en parler. Ils ont même reproché aux syndiqués de base, plutôt qu'à eux-mêmes, de ne pas l'avoir réalisée. Ils ne peuvent tout simplement pas comprendre pourquoi les Noirs exigent plus du mouvement ouvrier qu'ils ne le faisaient quand ils ont adhéré pour la première fois dans les années 1930. Certains bureaucrates syndicaux affichent des préjugés raciaux, et tous, comme leurs amis libéraux, se rendent coupables de paternalisme. Quand les Meany et les Reuther demandent aux Noirs de se calmer et d'attendre, et que cela ne marche pas, ils répondent à leur exigence d'égalité avec une hostilité déclarée ou des engagements de pure forme. Le seul intérêt qu'ils portent aux Noirs, c'est de collecter leurs cotisations et de les maintenir sous la coupe du Parti démocrate.

A l'intérieur des syndicats, certains adhérents noirs sont découragés ou démoralisés et ils ont abandonné la lutte contre la bureaucratie, comme l'ont fait certains militants blancs. Les Noirs à l'extérieur des syndicats confondent la bureaucratie avec le mouvement ouvrier en tant que tel. Ils ne parviennent pas à reconnaître que des millions de travailleurs blancs ont également des raisons de haïr les bureaucrates et qu'ils saisiront la première occasion qu'ils trouveront pour débarrasser tous les travailleurs, qu'ils soient noirs ou blancs, de la tutelle des bureaucrates.

Certains nationalistes noirs sont enclins à déclarer que les syndicats sont « morts » et ils les rayent d'un trait de plume. Ils négligent le fait qu'à première vue le mouvement ouvrier apparaissait encore plus mort à la fin des années 1920 et au début des années 1930, peu de temps avant le déferlement du syndicalisme d'industrie. Manifestement, il existe aussi une tendance

à opposer l'organisation noire indépendante et une alliance entre les Noirs et le mouvement ouvrier, comme si ces deux solutions étaient contradictoires, voire même à rejeter la volonté et la possibilité d'une alliance entre les militants noirs et le mouvement ouvrier. La mobilisation et la fusion des forces nécessaires pour éliminer le racisme sont considérablement compliquées par ces sentiments et ces idées, dont la bureaucratie syndicale doit être tenue pour responsable au premier chef.

Toutefois, les conséquences de la défaillance de la direction syndicale n'ont pas été entièrement négatives. La prise de conscience qu'on ne peut pas compter sur la bureaucratie syndicale pour défendre les travailleurs noirs ou le peuple noir a renforcé la volonté des travailleurs noirs de chercher leurs propres méthodes pour se défendre et progresser à l'intérieur du mouvement ouvrier. C'est ce qui se reflète dans la constitution du « Negro American Labor Council » (Conseil ouvrier américain noir — NALC) et dans les centaines de regroupements et de clubs noirs, formels ou informels, à l'intérieur des syndicats locaux. En dehors du mouvement syndical, cela a constitué un facteur important pour stimuler le sentiment et l'activité nationalistes et renforcer en général le sentiment d'indépendance et la tendance à l'action et à la lutte indépendantes.

Contrairement au capital, la classe ouvrière a été et reste capable de jouer différents rôles en liaison avec la lutte des Noirs, en fonction des forces qui sont à la tête des syndicats. Les socialistes révolutionnaires reconnaissent que le mouvement ouvrier aux mains de sa bureaucratie conservatrice à l'esprit capitaliste s'éloigne de plus en plus de la base et se dérobe honteusement à ses responsabilités envers le peuple noir.

Mais les syndicats n'appartiennent pas aux bureaucrates, qui ont usurpé le pouvoir qu'ils détiennent et qui trahissent les adhérents qu'ils sont censés représenter. Comme cela s'est passé après les années 1920, nous espérons bien que le mouvement syndical se transformera et se radicalisera de nouveau, et à un niveau plus élevé que dans les années 1930, sous l'effet des crises et des contradictions du capitalisme sur la classe ouvrière et comme

produit de la faillite des méthodes non radicales pour résoudre les problèmes de l'automatisation, du chômage, de l'accélération des cadences, de l'inflation, de la précarité et du danger de guerre.

La prochaine radicalisation du mouvement ouvrier s'accompagnera et s'accomplira par la création d'une aile gauche dans les syndicats. Ce ne peut pas être n'importe quelle formation vaguement « progressiste », principalement intéressée par la conquête de positions syndicales, mais un groupe qui se distinguera par une politique fondée sur la lutte de classe, s'orientant vers la construction d'un Labor Party (parti ouvrier) indépendant et apportant son soutien actif à la lutte des Noirs à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats. Les militants noirs apporteront leur contribution à ce grand changement, à la fois en constituant leurs propres groupes dans les syndicats, en aidant une aile gauche à se constituer, à en faire partie, ou en se liant étroitement à elle. S'abstenir sur l'une ou l'autre de ces tâches reviendrait à assurer la continuité de la domination de la bureaucratie syndicale, aux dépens des conditions de vie et des droits des 1,5 million de syndiqués noirs, des 6,5 millions de travailleurs noirs qui veulent se syndiquer et de la population noire tout entière.

---

## VII. L'ACTION POLITIQUE INDÉPENDANTE

---

La lutte des Noirs est avant tout une lutte politique — c'est-à-dire que sa solution nécessite l'action politique. La prochaine alliance entre les Noirs et le mouvement ouvrier s'opérera dans un grand nombre de domaines et sous de nombreuses formes, mais, avant tout, ce sera une alliance politique. Et c'est pourtant précisément dans le domaine de la politique que, jusqu'à présent, pratiquement toutes les tendances du mouvement noir sont les plus faibles et les *moins indépendantes*, tant en théorie qu'en pratique.

Certains courants ignorent la politique, mais la politique ne les ignore pas. La conséquence de l'abstention politique, c'est de laisser le monopole du pouvoir politique entre les mains des partis capitalistes et des politiciens démagogues qui utilisent ce

pouvoir contre les Noirs. D'autres reconnaissent l'importance de la politique et y participent — mais seulement dans les deux partis principaux, qui sont contre l'égalité des Noirs. Parmi les Noirs politiquement actifs, il y en a dont l'intérêt principal est de faire élire des Noirs. Mais ceux-là sont constamment frustrés parce que les Noirs démocrates ou républicains qu'ils contribuent à faire élire se révèlent habituellement être les prisonniers et les défenseurs des appareils politiques capitalistes corrompus, au lieu d'être les porte-parole conséquents des Noirs.

La plupart des courants actuels reflètent, à un degré ou à un autre, la volonté des masses noires de déterminer leur propre destin, d'avoir leurs propres organisations, leurs propres dirigeants, leurs stratégies, leurs tactiques et leurs programmes propres. Mais peu, parmi ces courants, ont exprimé un état d'esprit indépendant similaire dans le domaine essentiel de la politique, en rompant avec les partis de leurs oppresseurs et en s'organisant pour remettre en cause leur monopole politique. Cependant, cette rupture et cette remise en cause sont implicites dans tout ce qui s'est passé jusqu'à présent. Il est contradictoire et contre-productif de parler de « *liberté maintenant* » si l'on accepte le droit des suprémacistes et des gradualistes blancs d'exercer conjointement le pouvoir dans ce pays.

L'idée d'un parti noir, un parti des droits civiques ou un parti de l'égalité des droits, n'est pas une idée nouvelle. Le député Adam Clayton Powell en a parlé de temps à autre au cours de ces dernières années. *Liberator*, le magazine du Liberation Committee for Africa (Comité de libération pour l'Afrique), a écrit sur la nécessité d'un « parti politique afro-américain » au cours de la campagne électorale de 1962. Plus récemment, Elijah Muhammad, dirigeant des Black Muslims, s'est prononcé pour que les Noirs présentent et élisent leurs propres candidats aux élections, parce qu'« *il n'y aura pas de liberté véritable pour le soi-disant Noir en Amérique tant qu'il n'élira pas ses propres dirigeants politiques et ses propres candidats* ». William Worthy s'est prononcé pour une orientation politique similaire.

Les bases d'un tel parti existent déjà. Des millions de Noirs sont concentrés dans les grandes villes du pays, au Nord et au Sud. Unis dans leur propre parti, ils se situent

géographiquement de telle manière qu'ils pourraient remporter les élections pour le Congrès dans des dizaines de circonscriptions électorales. Ils pourraient envoyer à Washington un bloc de Noirs plus important que lors de la Reconstruction (12) et faire élire un nombre appréciable d'élus au niveau des États et des grandes villes : pour la première fois, ils ne seraient redevables qu'à la communauté noire et à personne d'autre. Tant au plan national qu'au plan local, ces élus pourraient détenir la clé de l'équilibre du pouvoir législatif et être en position d'obliger les partis dominants à concéder des reculs plus importants. Plus fondamentalement, avec leur propre parti, les Noirs pourraient prendre la tête de la remise en cause et du changement de la structure tout entière du pouvoir.

Les implications immenses d'une telle politique noire indépendante illustrent de façon très vivante la justesse de l'analyse révolutionnaire-socialiste selon laquelle la lutte indépendante des Noirs tend à stimuler, aiguillonner et bouleverser les forces principales dans le pays.

La création d'un parti noir présentant ses propres candidats bouleverserait toute la structure politique jusque dans ses fondements. Cela ouvrirait une crise dans le Parti démocrate. Sans la majorité des électeurs noirs qu'il recueille à présent, il ne pourrait jamais espérer détenir le pouvoir national. Il ne pourrait que décliner. Le mouvement ouvrier organisé serait également confronté à un horrible dilemme. Sa coalition avec les démocrates se justifie au motif que ceux-ci peuvent « gagner ». Mais s'il devenait évident qu'ils ne peuvent pas gagner, les syndicats seraient obligés de reconsidérer toute leur orientation politique. Les partisans de la rupture avec les anciens partis bénéficieraient d'une audience accrue parmi la base. Et donc la création d'un parti noir profiterait non seulement aux Noirs, mais aussi à leurs alliés actuels et potentiels.

Le Socialist Workers Party soutient que le racisme, comme le chômage, l'exploitation et la guerre, ne peuvent être abolis dans ce pays que par l'action politique indépendante, avec pour objectif de prendre le contrôle du gouvernement en le retirant des mains des capitalistes et de leurs partis. Pour faire un pas dans cette direction, nous menons campagne depuis longtemps pour que les

syndicats rompent avec le Parti démocrate et constituent un Labor Party indépendant qui chercherait à unir politiquement les travailleurs, les paysans et les Noirs et à faire élire leurs représentants dans des organes de pouvoir. De plus, et pour la même raison, nous avons soutenu l'investiture des représentants de la communauté noire à chaque fois qu'ils se sont présentés à des élections indépendamment des vieux partis ou en opposition à ces partis, même quand ils n'étaient pas socialistes.

En élargissant cette politique à la lumière des développements actuels, nous déclarons publiquement que nous sommes prêts à soutenir et à collaborer avec tout parti noir ou tout parti pour la « liberté maintenant » qui présente ses propres candidats en opposition aux partis capitalistes et qui cherche à faire élire des représentants dont l'allégeance première sera envers la communauté noire. Notre soutien pour un tel parti n'est en rien contradictoire avec nos propres campagnes politiques socialistes indépendantes ou avec l'idée d'un Labor Party que nous défendons en permanence. Au contraire, nous estimons qu'un parti noir, un parti socialiste et un Labor Party auraient beaucoup de points communs dès le début, qu'ils agiraient ensemble dans des buts communs et tendraient, au cours de l'action commune, à établir des liens organisationnels étroits, voire même à fusionner en un seul parti ou en un parti fédéré. Les socialistes révolutionnaires n'attachent aucune importance au fait que le capitalisme et le racisme soient abolis par un seul parti ou par une combinaison de partis, il suffit qu'ils soient abolis.

---

## VIII. LA STRATÉGIE DE LA LUTTE DES NOIRS

---

Dans de précédentes résolutions de conventions, le SWP a prévu que le mouvement noir allait précéder et dépasser les mouvements ouvrier et anticapitaliste. Cette

(12) Reconstruction : au lendemain de la guerre civile, entre 1863 et 1877, les Noirs ont pu être élus au niveau des États et du Congrès (633 élus dans les assemblées des États, 15 représentants et 2 sénateurs). Dès 1876, les lois « Jim Crow » ont mis un terme à cette courte période.

prévision était basée sur le fait que si la communauté noire est majoritairement prolétarienne, les Noirs sont, plus qu'un autre secteur de la classe ouvrière, plus durement exploités, et le mouvement noir est plus qu'une simple partie du mouvement de la classe ouvrière en général.

Parce que les Noirs sont une minorité opprimée, leur histoire est différente, leur place dans la société est spéciale, leur niveau de conscience est aussi bien influencé par des facteurs raciaux, nationaux et internationaux que par des facteurs de classe, et ils ont développé leurs propres normes, leurs propres méthodes d'action et leurs propres formes de lutte. S'ils sont numériquement une minorité, ils forment une minorité compacte, et sont liés entre eux par la ségrégation capitaliste dans le ghetto et par un ressentiment commun contre l'injustice ; ils jouent souvent un rôle disproportionné par rapport à leur nombre, un rôle d'avant-garde. Cette prévision a été confirmée de façon frappante par les événements récents, qui ont vu les Noirs se porter en avant alors que le mouvement ouvrier est resté sans bouger et en retrait.

Les résolutions précédentes du SWP ont également analysé les facteurs spécifiques tendant à radicaliser le mouvement noir. La lutte des Noirs, c'est la lutte d'une minorité opprimée pour les droits démocratiques, pour l'égalité. Mais parce que la classe capitaliste américaine n'accordera pas l'égalité, cette lutte tend à fusionner avec la lutte plus vaste pour l'abolition du capitalisme, pour le socialisme. Sous le drapeau des droits démocratiques, les Noirs apprennent à rejeter les mythes du capitalisme démocratique américain, et à travers leurs propres expériences des combats pour la démocratie, ils parviennent à des conclusions profondément radicales, fréquemment en avance sur les autres sections des forces potentiellement anticapitalistes. Cette analyse a aussi été vérifiée et validée par les développements récents qui ont fait que le mouvement noir s'est radicalisé, rejetant le gradualisme et allant au-delà du libéralisme, qui est toujours l'idéologie dominante du mouvement ouvrier.

Ces disparités entre l'activité grandissante, la radicalisation des Noirs, et la relative inaction et le conservatisme du mouvement ouvrier ont à ce stade soulevé un certain

nombre de problèmes compliqués. De plus, ces disparités ont amené des questionnements, voire un rejet dans certains cercles nationalistes, à propos d'un troisième aspect de l'analyse traditionnelle que fait le SWP de la lutte des Noirs, exprimé dans la conception suivante : si le mouvement ouvrier et le mouvement noir marchent en suivant leur propre cheminement, ils marchent vers une destination commune, et la libération de l'oppression pour les Noirs et de l'exploitation pour les travailleurs ne peut s'accomplir qu'avec la victoire de leur lutte commune contre le capitalisme.

Nos différences avec ces nationalistes ne concernent pas les faits. Nous sommes d'accord pour dire qu'un fossé est apparu entre le mouvement noir et le mouvement ouvrier et que les relations actuelles entre ces mouvements se sont refroidies ou tendues. Nous ne sommes pas d'accord sur le sens de ces faits, leur signification pour l'avenir et sur ce qu'il faut faire à ce sujet. Puisque les relations entre ces deux mouvements sont la clé de l'avenir de ce pays et de celui du monde à travers lui, elles méritent l'évaluation la plus réfléchie et une étude approfondie. Le fait que le rythme de développement des deux mouvements soit inégal n'est ni une nouveauté ni réellement surprenant. Dès lors que leurs origines et leurs histoires sont différentes, ces mouvements ont rarement marché de concert. En ce moment, ce n'est pas le mouvement noir qui est déphasé ou à la traîne, mais le mouvement ouvrier organisé. Les complications surviennent, non pas parce que la radicalisation noire est prématurée ou injustifiée, mais parce que la radicalisation ouvrière a été retardée et qu'elle se fait attendre depuis longtemps.

Devant cette disparité de développement entre les deux mouvements et les frictions que cela génère, les libéraux ne poussent pas les dirigeants ouvriers à presser le pas, à aller de l'avant et à initier un cours nouveau. Ils disent aux Noirs de ralentir et d'attendre. Les dirigeants syndicaux et les gradualistes noirs prodiguent le même conseil. Et même certains radicaux et ex-radicaux font en effet la même chose quand ils exagèrent les dangers pour les Noirs « d'avancer seuls ».

Mais le mouvement noir n'attendra pas ; il ne doit pas attendre et il doit pousser en avant pour étendre son action indépendante. Faire quoi que ce soit d'autre serait faire

reculer la cause noire pour de nombreuses années. Nous disons cela sans modifier d'aucune manière notre idée fondamentale que les Noirs ne peuvent pas gagner leur objectif d'égalité dans ce pays sans une alliance avec la classe ouvrière.

Bien que l'indépendance et la radicalisation noires puissent ne pas produire une action commune de grande envergure avec le mouvement ouvrier organisé dans les circonstances actuelles, cela va en fin de compte accélérer l'action commune. Dans les précédentes résolutions du SWP, nous avons expliqué que parce que les Noirs sont doublement exploités, leurs luttes ont des effets exceptionnels sur la vie politique et sociale de ce pays. Leur combat pour de simples droits démocratiques tend à renverser le statu quo. Leurs revendications spécifiques introduisent des éléments de perturbation dans la conscience de la classe ouvrière tout entière, dérangeant les relations entre les classes et à l'intérieur des classes. Leur action indépendante sert à aiguillonner, stimuler, éveiller, enthousiasmer, inspirer, diviser, unir et mettre en mouvement d'autres forces plus importantes.

Évalué correctement, le cours indépendant du mouvement noir, y compris dans ses aspects nationalistes, ne signifie pas le rejet permanent et justifié d'une alliance entre le mouvement noir et le mouvement ouvrier. Ce que refusent les militants noirs, c'est une alliance fondée sur la subordination ou le gradualisme, où les Noirs ne sont que des seconds couteaux, fournissant la main-d'œuvre, mais n'ayant pas vraiment leur mot à dire sur l'orientation et le rythme suivis par l'équipe. Ce qu'ils veulent, c'est une alliance qui inclura la « *liberté maintenant* » comme l'une de ses revendications principales et dans laquelle les Noirs auront un droit d'expression égal pour définir la politique.

Il n'y a pas d'incompatibilité, en logique ou en pratique, entre l'organisation ou la réorganisation du mouvement noir sur une ligne indépendante et la réalisation d'alliances avec d'autres secteurs de la population. Un grand nombre de Noirs considèrent la réalisation de la première tâche comme la condition indispensable pour réaliser la seconde. Ils estiment — avec raison selon nous — qu'ils doivent d'abord unir, former et orienter leur propre mouvement. C'est ensuite seulement qu'ils

seront en mesure de susciter une alliance à égalité, où ils pourront raisonnablement avoir la certitude que leurs revendications et leurs besoins ne seront ni négligés ni trahis par leurs alliés. Cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas commencer à tisser des liens avec les éléments les plus progressistes du mouvement ouvrier dès maintenant. Mais ils estiment que si un conflit temporaire survient entre ces deux tâches, la priorité devrait être donnée à la nécessité impérieuse de créer un mouvement noir indépendant.

On peut s'attendre à ce que la stratégie de la lutte des Noirs dans la prochaine période, si notre analyse du passé et du présent est correcte, suive le cours de l'unification, de la division et de l'unification.

Numériquement, les Noirs représentent aujourd'hui environ un neuvième de la population (un cinquième au moment de la révolution américaine, un septième au moment de la guerre civile). Pour certains, c'est la raison ou le prétexte justifiant le sentiment que les Noirs ne peuvent pas faire grand-chose en attendant que la majorité blanche change ses attitudes raciales ; les Noirs peuvent seulement suivre, ils ne peuvent pas diriger. C'est simplement une autre façon de dire que les Noirs doivent attendre.

Les socialistes révolutionnaires rejettent fermement cette manière de voir. Notre analyse a démontré que les Noirs ont un rôle d'avant-garde à jouer, que leur lutte indépendante mettra en mouvement d'autres courants et qu'attendre serait la pire chose qu'ils puissent faire. C'est l'une des différences les plus révélatrices entre une conception révolutionnaire et une conception libérale, quelle que soit la manière avec laquelle cette dernière se présente. Le fait d'être une minorité ne constitue pas une raison pour attendre, mais c'est une raison pour développer une action et un programme qui prennent en compte cette réalité et pour trouver les moyens de la dépasser.

Au cours de l'histoire américaine, les militants noirs ont toujours compris que leur progrès dépendait de leur propre volonté et de leur propre capacité à lutter. La tactique de la lutte d'aujourd'hui dans ce pays est nécessairement différente de celle appliquée dans des pays comme l'Afrique du Sud, l'Angola ou le Kenya, où les Noirs constituent la grande majorité et où la simple loi de la

majorité peut signifier la fin de l'oppression raciale. Mais ici, comme en Afrique, la libération des Noirs nécessite que les Noirs s'organisent eux-mêmes indépendamment, qu'ils contrôlent leur propre lutte et qu'ils ne permettent pas que cette lutte soit subordonnée à d'autres considérations et à d'autres intérêts.

Cela signifie que les Noirs doivent réaliser l'unité maximale de leurs propres forces, unité organisationnelle — dans un mouvement fort et discipliné à l'échelle nationale ou dans un congrès d'organisations — et l'unité idéologique, fondée sur le renversement, la dénonciation et l'isolement du gradualisme et des autres tendances émanant de leurs oppresseurs blancs. Cette phase du processus est en train de commencer maintenant.

Après avoir unifié ses propres forces, le mouvement noir indépendant va probablement ensuite entreprendre les tâches de division et d'alliance. Il va chercher le moyen de scinder la majorité blanche afin que le désavantage pour les Noirs d'être une minorité numérique puisse être compensé par la division et le conflit dans le camp opposé. C'est arrivé auparavant à des moments essentiels de l'histoire américaine. Quand les Blancs se sont divisés entre révolutionnaires et Tories (13) pendant la révolution américaine, les Noirs se sont ralliés aux premiers et ils ont pu conquérir l'émancipation dans un grand nombre d'Etats du Nord. Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les luttes indépendantes des Noirs — insurrections d'esclaves, évasions en masse à travers le « Chemin de fer souterrain » (14), les sabotages, etc. — ont contribué à élargir la brèche entre le Nord et le Sud et préparé la voie à la guerre civile. Au cours de la guerre civile elle-même, les Noirs ont jeté toutes leurs forces du côté du Nord, forçant le Nord à accepter une politique d'émancipation et permettant l'équilibre des forces au niveau militaire. Au cours des années 1930, quand une division parmi les Blancs est survenue selon des lignes de classe classiques, les Noirs ont enfoncé un coin en accordant leur soutien massif au CIO, contribuant à battre en brèche l'*open-shop* et à effectuer leur propre entrée dans le mouvement ouvrier.

Dans chacun de ces cas, le processus de division sociale s'est accompagné ou a conduit à un processus d'alliance sociale et politique dans l'action. C'est aussi comme cela que nous voyons l'avenir. Les Noirs,

unis à travers leur lutte indépendante, contribueront à diviser la population blanche — entre ceux qui profitent le plus du racisme et ceux dont les intérêts sont vraiment lésés par le racisme. Dans le processus de cette lutte, les Noirs vont rechercher et trouver des alliances. La principale alliance va être avec une classe ouvrière révoltée et plus particulièrement avec ses forces les plus anticapitalistes.

L'alliance générale entre le mouvement ouvrier et les combattants noirs pour la libération peut être préparée et précédée en scellant une unité agissante solide entre l'avant-garde de la lutte des Noirs et l'avant-garde socialiste de la classe ouvrière représentée par le Socialist Workers Party. C'est la tâche première du SWP dans la période actuelle du mouvement de « *la liberté maintenant* ».

---

## IX. LE RÔLE ET LES TÂCHES DU SOCIALIST WORKERS PARTY

---

Le rôle du Socialist Workers Party est de rassembler et de fournir un programme aux forces qui vont diriger la révolution américaine à venir pour abolir le capitalisme et le racisme. Cette fonction est indispensable parce que le capitalisme américain est très puissant et que le racisme y est profondément enraciné. Si le SWP n'existait pas, il faudrait constituer une autre organisation pour remplir cette fonction, qu'aucun autre parti politique existant, grand ou petit, n'aspire actuellement à remplir.

Le SWP agit dans un domaine plus large que la lutte des Noirs, au sens strict du terme. Pour les militants noirs, préoccupés d'abord et avant tout par la lutte des Noirs, cela peut apparaître comme un inconvénient ou un handicap. Il ne s'agit ni de l'un ni de l'autre.

Le SWP est d'accord pour dire que la première tâche des Noirs est de s'organiser eux-mêmes indépendamment. Mais le mou-

---

(13) Tories : surnom donné aux colons « loyalistes » restés fidèles à la couronne britannique pendant la Révolution américaine.

(14) Chemin de fer souterrain : réseau très efficace qui a permis de faire évader des milliers d'esclaves, avec la complicité d'antiesclavagistes répartis sur tout le territoire des Etats-Unis et jusqu'au Canada.



vement noir n'existe pas et ne peut pas exister de façon isolée par rapport aux autres forces et aux autres conflits à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La perspective et les préoccupations plus larges du SWP par rapport à la totalité de la lutte sociale constituent un atout inestimable. Son activité révolutionnaire dans le mouvement ouvrier et dans d'autres mouvements de masse est un moyen de recruter des alliés et de neutraliser les ennemis potentiels du mouvement noir, tant à son stade de formation actuel qu'à un stade ultérieur, et c'est un moyen de relier la lutte des classes à la lutte des Noirs, de façon à renforcer ces deux luttes.

Le SWP veut doter les révolutionnaires blancs et noirs du meilleur outil scientifique qui ait été conçu à ce jour pour changer la société : le marxisme. Forgé à partir des enseignements tirés des expériences américaines et étrangères, le marxisme s'enrichit constamment, se perfectionne et il gagne en efficacité à travers l'expérience des luttes nouvelles. Il éclaire les causes du racisme et indique la méthode pour les éradiquer. Le SWP a depuis longtemps cherché à « américaniser » le marxisme (c'est-à-dire à l'appliquer aux conditions américaines pour moderniser et développer le marxisme lui-même). Pour y parvenir, le SWP doit maintenant aussi agir pour « afro-américaniser » le marxisme (c'est-à-dire l'appliquer aux conditions spécifiques de la lutte des Noirs et utiliser l'expérience de leur lutte pour concrétiser davantage et enrichir le marxisme).

Le SWP fonde sa réflexion et son action sur l'idée que la classe ouvrière ne peut pas parvenir à ses fins sans que les Noirs ne parviennent aux leurs. La révolution américaine pour une démocratie socialiste ne peut réussir que si elle est basée sur un partenariat égal et mutuellement acceptable entre la classe ouvrière et le peuple noir. C'est cette idée, exprimée et profondément enracinée dans le programme et la pratique du SWP, et plus que toutes les promesses et les assurances écrites ou verbales, qui permet objectivement de considérer que le SWP diffère des autres organisations, dont la plupart des adhérents sont des Blancs.

Son bilan sans tache dans la lutte des classes et dans la lutte des Noirs, dans les guerres ouvertes comme dans la guerre froide, son attitude sans compromission

envers le capitalisme, toutes ses agences et toutes ses idées, donnent au SWP le droit de ne pas être considéré comme un simple parti parmi d'autres, ou même comme un simple parti radical parmi d'autres. Contrairement au Parti communiste, le SWP n'a jamais appelé les Noirs à subordonner, suspendre ou abandonner leur lutte au profit d'autres intérêts et d'autres causes, nationales ou internationales. Contrairement au Parti socialiste, le SWP n'a jamais demandé aux Noirs de soutenir aucun des partis politiques de leurs oppresseurs, et son opposition au gradualisme dans la lutte des Noirs correspond à son opposition à la même politique dans tous les autres domaines. Contrairement au Socialist Labor Party, le SWP ne considère pas comme sans importance les luttes partielles et immédiates des Noirs, il ne se tient pas à l'écart de ces luttes et il ne s'en détourne pas, mais il les considère comme un lien nécessaire et encourageant pour les luttes plus fondamentales à venir, et il y prend sans réserve une part active. Qu'ils soient blancs ou noirs, ceux qui comprennent le besoin d'un parti socialiste révolutionnaire trouveront dans le SWP le parti authentique qu'ils recherchent.

Les tâches actuelles du SWP concernant la lutte des Noirs pour la libération sont les suivantes :

1. Mieux former tous les adhérents ; nous doter d'une compréhension plus approfondie et plus à l'écoute des sentiments, des aspirations et des besoins des Noirs ; acquérir une meilleure connaissance de leur histoire, de leurs tendances actuelles et de leurs organisations, des obstacles qu'ils rencontrent ; et surtout, nous imprégner du caractère révolutionnaire de leur lutte, le faire nôtre, de sorte que cela devienne et demeure un élément central de notre travail de tous les instants. De cette manière, nous pouvons nous vacciner contre le paternalisme et d'autres manifestations conscientes ou inconscientes des pressions racistes que la société capitaliste transmet à tout le monde, même au sein du parti révolutionnaire constitué pour en finir avec le capitalisme.

2. Fournir, à travers la direction du parti, une aide permanente, des conseils, la coordination, l'encouragement et le développement de notre activité dans la lutte des Noirs.

3. Accorder plus d'attention, plus d'énergie et de forces à la lutte des Noirs.

a. Si nos adhérents blancs ne peuvent pas aspirer à la direction des organisations noires, ils peuvent y jouer un rôle auxiliaire important quand ils sont autorisés à y adhérer et ils peuvent aider nos adhérents noirs quand ils ne peuvent pas y adhérer. Leur participation directe dans la lutte est doublement importante dans les sections où nous avons peu ou pas d'adhérents noirs, parce que c'est un moyen de contacter et de recruter des adhérents noirs. Les adhérents blancs ont le devoir de lutter contre le racisme où qu'ils soient et ils peuvent largement promouvoir l'action du parti en remplissant cette tâche. Les adhérents blancs dans les syndicats ont pour tâche essentielle de combattre l'inégalité au travail et au moment de l'embauche, de soutenir les batailles pour que les Noirs soient représentés à tous les niveaux de la direction syndicale, en aidant à constituer une aile gauche engagée sans équivoque dans le soutien à la lutte des Noirs, en agissant pour que le mouvement ouvrier collabore avec les mouvements noirs existants et, partout où c'est possible, en persuadant les syndicats de prendre l'initiative d'une telle collaboration.

b. Tout comme on attend de la plupart des ouvriers dans le parti qu'ils interviennent dans leurs syndicats et de la plupart des étudiants qu'ils interviennent dans les organisations de leur faculté, de la même manière la plupart de nos adhérents noirs appartiendront à des organisations noires, qu'ils chercheront à construire sur une ligne militante. Ils interviennent pour unir la communauté noire autour d'un programme de « *liberté maintenant* ». Ils adhèrent et contribuent à promouvoir des activités électorales noires indépendantes. S'ils sont syndiqués, ils aident à constituer des groupes de Noirs et une large tendance gauche dans les syndicats, et, qu'ils soient syndiqués ou non, ils proposent la collaboration entre les mouvements ouvrier et noir, partout où c'est faisable. Les marxistes noirs ont des fonctions irremplaçables à remplir dans la lutte de leur peuple. Ils servent de voie de communication dans les deux sens entre les mouvements des masses noires et la lutte consciente pour une Amérique socialiste.

Dans la communauté noire, ils popularisent les idées et les propositions du socialisme révolutionnaire. À l'aide de la méthode marxiste, ils exercent leurs droits, en tant que Noirs, à contribuer à former

l'idéologie de leur race, y compris son attitude par rapport à l'intégration et à la séparation.

Dans le SWP, ils se donnent les moyens d'assumer le rôle d'une direction révolutionnaire dans les mouvements de masse et veillent toujours à ce que le parti dans son ensemble comprenne et soit attentif aux problèmes de la lutte des Noirs.

4. Développer et renforcer les effectifs et l'encadrement des Noirs du parti dans les organisations noires et le mouvement des droits civiques en :

a. Recrutant des révolutionnaires noirs et en aidant à les former pour qu'ils deviennent des dirigeants dans le parti et dans les mouvements de masse.

b. Intégrant davantage nos adhérents noirs actuels aux postes de direction du parti à tous les niveaux.

c. Elargissant nos contacts parmi les Noirs radicaux inorganisés et en collaborant étroitement et fraternellement avec eux s'ils décident de former leurs propres groupes radicaux ou socialistes.

d. Recrutant des révolutionnaires blancs, en particulier des jeunes, comme les Freedom Riders (15) qui sont déjà engagés dans des luttes courageuses pour les droits civiques.

5. Développer, en collaboration avec d'autres militants noirs, une série de revendications et de propositions qui relieront les besoins de la lutte au stade actuel avec ses buts ultimes. Les propositions pour une semaine de 34 heures payées au salaire de 40 heures et pour un parti de « *La liberté maintenant* » devraient figurer en bonne place dans un tel programme aujourd'hui.

6. Développer et améliorer le traitement de la lutte des Noirs dans la presse du parti et augmenter la diffusion de nos publications parmi les militants noirs.

Le sérieux avec lequel nous nous employons à ces tâches sera un test pour notre capacité en tant que parti révolutionnaire.

**Juillet 1963**

**(Les notes sont du traducteur.)**

---

(15) Freedom Riders (voyageurs de la liberté) : groupes de jeunes — blancs et noirs en nombre égal — souvent originaires du Nord, qui menaient campagne pour les droits civiques dans le Sud. Ils se déplaçaient en bus — d'où leur surnom.

**Rédaction, administration et correspondance**  
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)  
**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication :** Daniel Gluckstein



---

ISSN 0294-359X